Le Lys de Heisi

cpqt@hotmail.com

Prologue.

Arctique canadien.

Pour la majorité des hommes, l'Arctique est un désert de glace, le pays des ours blancs et des morses; le pays des hommes du froid: les Inuit vivant de chasse et de pêche, dépendant uniquement de la nature pour leur survie. Pourtant déjà au l6 et l7e siècle, des expéditions britanniques effectuèrent des voyages stratégiques dans l'Arctique. La présence de baleiniers américains et norvégiens inquiétait au plus haut point les militaires anglais. Ces baleiniers avaient déjà découvert et parcouru plusieurs secteurs côtiers sur la façade orientale de l'archipel arctique. Le comportement de ces baleiniers étrangers portait de plus en plus flanc à la critique et amena le Canada à s'intéresser davantage à la souveraineté de ces territoires. Au cours des années l880 entre en scène un personnage qui devait marquer les domaines de l'exploration et de la vie nationale canadienne. Cet homme, haut en couleur, courageux et volontaire, est le capitaine Joseph Elzéard Bernier. Ce Québécois fut l'un des principaux artisans de la souveraineté canadienne sur l'Arctique. Son rêve, franchir le passage du nord-ouest. Comme Jacques Cartier auparavant, il échouera. Néanmoins par ses nombreux voyages, il affirma la souveraineté du Canada un peu partout dans l'archipel de glace. Outre l'objectif de franchir le passage du nord-ouest, Bernier reçoit comme instructions de patrouiller les eaux de l'archipel arctique, d'émettre des licences aux baleiniers et, pour la première fois, de remplir la fonction de garde-chasse et de juge de paix. Le ler juillet l909, lors de la fête nationale du Canada, outrepassant les instructions qui lui avaient été servies par un gouvernement vacillant trop devant l'influence américaine, le capitaine Bernier pose alors un geste révolutionnaire. Sans le consentement du gouvernement canadien, ce Québécois prend possession et revendique la souveraineté canadienne sur toutes les îles et territoires arctiques y compris le fameux passage du nord-ouest.

1

Lac Bienville, Nouveau-Québec, 29 juillet 1990

Léandre Éthier extirpe sa masse endolorie de son duvet et sort la tête du bivouac en regardant vers l'ouest. Une faible lueur blafarde suffisante pour dessiner le relief monte lentement de l'horizon. Le bivouac, plein de frimas, se confond avec le pergélisol laiteux, amalgame de roches, de lichens gelés et de glace. Il tire une bouffée de sa première cigarette de la matinée, tousse, se racle vigoureusement la gorge tout en maudissant le froid matinal. Au-dessus du 52e parallèle, les nuits sont froides même en plein cœur de juillet. Une longue journée de prospection commence.

Malgré toutes les injures proférées depuis son réveil, Léandre Éthier aime le Nord. Terres de solitude pour la plupart des sudistes, le paradis pour les Inuit et certains aventuriers. Pionnier de la première heure, Éthier s'amena à Matagami en 1965 pour participer aux premières explorations du territoire qui conduiront, plus tard, à la construction des barrages hydroélectriques sur la rivière la Grande, phase 1 du méga projet de la Baie James. Profession: pionnier se plaît-il à répéter. Prospecteur audacieux à la recherche du bon filon, il fut parmi les premiers blancs à entrevoir en 1965 ce royaume isolé et habité depuis des millénaires par les Cris et les Inuit. Sans le courage de ces aventuriers, aucune route, aucune piste d'atterrissage, aucun campement, aucun village, n'aurait vu le jour dans le moyen-nord québécois. Sans cette infrastructure vitale, les milliers de bâtisseurs, venus par la suite, auraient été incapables d'ériger ces monuments que l'on admire aujourd'hui. Des kilomètres et des kilomètres de digues, des barrages plus hauts que des gratte-ciel, des centrales électriques impressionnantes, dont l'une d'elles, LG2, la plus grande centrale souterraine au monde, fait immédiatement songer à une cathédrale creusée dans le roc, des évacuateurs de crues gigantesques sculptés dans le granit, des détournements de rivières. Ouvrages titanesques. Pour réaliser ce projet du siècle, il a fallu détourner dans la rivière La Grande, les eaux d'une partie des bassins des rivières Caniapiscau, Grande Baleine et Opinaca, laquelle est tributaire de la rivière Eastmain. Trois centrales. LG2, LG3, LG4, furent construites s'échelonnant sur une distance de 500 kilomètres. En plus des centrales, l'ensemble comprend 18 évacuateurs de crues et ouvrages régulateurs du débit des eaux et un total de 80 digues. La puissance et l'énergie produite (3 800 mégawatts) sont acheminées vers Montréal sur des lignes à haute tension pouvant atteindre 1, 5 millions de volts. Une ville nordique baptisée Radisson, pouvant accueillir jusqu'à 18 000 travailleurs, fut érigée de toute pièce ainsi qu'une route de 450 kilomètres serpentant à travers marécages et taïga reliant Matagami à Radisson construite en 450 jours, au rythme d'un kilomètre par jour. Près de 15 milliards US d'investissements, une épopée qui marqua à jamais la vie politique et économique de la province de Québec.

- “Car le projet de la Baie James est plus qu’un simple projet hydroélectrique” soutenait le Premier ministre de l’époque devant l’Assemblée nationale. “Il rend possible l’exploitation forestière et minière, l’ouverture d’un vaste territoire à la pêche, à la chasse, au tourisme et ne l’oublions pas, il permet, à moyen terme un développement industriel considérable, non seulement pour le Nord-Ouest québécois mais aussi pour toutes les régions”. Le projet de société des Québécois, sous l’impulsion du jeune Premier ministre nouvellement élu, sera dorénavant électrique. D’ailleurs toute sa carrière politique tournera autour du développement économique par la mise en valeur des richesses naturelles surtout hydroélectriques de la Belle Province. Son théorème politique ou plutôt “l’évangile selon Robert” comme se plaisait à ironiser les journalistes, est que la force économique du Québec est le développement des richesses naturelles; qu’à l’intérieur de ces richesses, l’atout particulier est la richesse hydroélectrique et que, troisièmement, le développement de ces richesses hydroélectriques, c’est la conquête du Nord québécois: le Nouveau - Québec.

Une autre journée de travail bien remplie se termine pour Léandre Éthier ainsi qu’un long mois de prospection. - “Espérons que l’hélicoptère pourra venir demain”, pense-t-il. La climatologie nordique étant fort capricieuse, une brume froide et humide peut s’abattre sur vous en quelques minutes et vous couper ainsi de la civilisation pour plusieurs jours, parfois des semaines. “Heureusement, les provisions composées d’aliments séchés sont suffisantes” dit-il à un interlocuteur fictif pour s’encourager. Des années de solitude avaient développé, chez lui, un tic qui en fait rire plus d’un au sud, il se parle seul à haute voix sans s’en apercevoir. Pour la population de Matagami, Léandre Éthier est un bonhomme fort cocasse qui a vécu dans la toundra et la taïga toute sa vie. C’est un conteur et un blagueur comme on en a rarement vu. Il a toujours des histoires de chasse et de pêche incroyables, un mythomane sympathique qui se spécialise dans l’invraisemblance. Il raconte ces histoires avec énormément de couleurs et tout le monde l’aime parce que tout le monde aime les “stand up comic” des tavernes du Québec.

Pendant tout le mois de juillet, il avait passé au crible un vaste territoire autour du lac Bienville pour le compte d’une compagnie japonaise. C’est un sol durcit par l’eau gelée en permanence. Ce pergélisol est donc très difficile à forer par la carotteuse. Chaque carotte de 50 centimètres représente une période de près de 2 000 ans. Chaque strate, parfaitement visible, peut correspondre à une dizaine d’années, comme l’espère le prospecteur afin d’établir un lien entre les sédiments et leur origine.

Léandre Éthier, le géologue, s’intéresse à cette région depuis plusieurs années. Voilà plus de 20 ans, il y a trouvé des fragments de pierres très luisants. Après analyses au laboratoire des sols et matériaux du gouvernement, les spécialistes conclurent leurs expertises en cataloguant l’échantillon d’impactites sans valeur commerciale et fermèrent le dossier, pas pour Éthier, au contraire. En harcelant les spécialistes de questions, il finit par apprendre que ces fragments s’appelaient des impactites ou verres de fusion. Les échantillons du prospecteur indiquaient que les roches avaient subi une très haute pression venant d’un choc

très puissant accompagné d'une très haute température suffisante pour provoquer la fusion des minéraux entre eux. On appelle ces parties de roches fondues et recristallisées des verres de fusion. Les roches ainsi reconstituées de verres de fusion et de minéraux transformés sont les caractéristiques principales d'un impact météoritique, de là, le nom scientifique d'impactites. Les impactites présentent l'extraordinaire intérêt de conserver des traces moléculaires de la météorite. Lorsque la météorite s'est volatilisée, des molécules d'origine extraterrestres sont piégées dans le verre de fusion de sorte que la composition des impactites représente un mélange inégal de la météorite avec la roche terrestre. Grâce au test du carbone 14, les spécialistes identifièrent le moment de l'impact à environ 25 000 ans. De plus, en comparant ces verres de fusion à ceux obtenus par des explosions souterraines expérimentales, on a conclu que la force de cet impact représentait l'énergie dégagée par l'explosion d'une bombe de 170 mégatonnes, soit une explosion 8 500 fois plus puissante que la bombe d'Hiroshima.

Toutes ces savantes explications désappointèrent au plus haut point le géologue. "Verres de fusion......verres de fusion"...marmonnait-il devant plusieurs bouteilles de bière vides à la taverne de Matagami. A chaque gorgée de houblon, le mythomane prenait davantage de place en lui, c'est ainsi qu'est née la légende des diamants de "garnottes", jeu de mot formé à partir de "carotte", désignant à la fois les fragments géologiques et la couleur rousse du système pileux du prospecteur. Après des années de recherches infructueuses et de railleries populaires, le prospecteur se résigna. Pendant plus de dix ans, jamais on l'entendit parler à nouveau de son trésor malgré les tentatives répétées de ses "chums de brosse" voulant se payer une pinte de bon sang à ses dépens. Les diamants de Léandre Éthier étaient irrémédiablement enfouis au plus profond de sa mine intérieure submergée de bière, de gin et de whisky.

En janvier l990, la flamme du prospecteur se réveilla à l'annonce par les journaux montréalais de l'harnachement prochain de la rivière Grande Baleine mettant en branle la phase 2 du projet de la Baie James. Le bassin hydrographique nécessaire aux centrales électriques submergera des centaines de kilomètres de terres, la grandeur du Liban, sous des milliards de mètres cubes d'eau incluant le territoire de prospection où jadis il trouva les impactites. Même si la situation économique était peu propice à l'investissement en prospection, il décida de se rendre à Montréal tenter sa chance. Les compagnies canadiennes et américaines déclinèrent poliment son offre, certaines refusèrent même de le rencontrer. Finalement, une compagnie minière japonaise, la Tokyo Mining, après analyse sommaire des verres de fusion, accepta de débloquer les fonds nécessaires à un mois de prospection en milieu nordique, soit près de 15 000 dollars. Ce sera le meilleur investissement jamais réalisé dans l'histoire de la géologie mondiale.

11

Les Canadiens aiment se considérer comme un peuple nordique. Pourtant, ils n'ont jamais rien compris ou voulu apprendre d'un peuple qui a réussi à vivre dans le Nord pendant des siècles, un peuple qui n'a jamais cherché à modifier l'environnement mais plutôt à vivre en harmonie avec lui. Jamais, les blancs du sud n'ont prêté oreille attentive aux voix des gens des terres lointaines. En fait, pour les Autochtones du Canada et des États-Unis, la découverte du continent nord-américain par Jacques Cartier est la deuxième plus grande fraude foncière de l'histoire de l'humanité, la première étant la découverte de l'Amérique du sud par Christophe Colomb un siècle auparavant. Dans chaque nouvelle région inexplorée, les Canadiens ont rencontré des Autochtones. La vallée du Saint-Laurent était la patrie des Iroquois; les blancs l'ont envahie, l'Ouest était la patrie des Cris; les blancs l'ont annexé; la côte du Pacifique était la patrie des Salismans; les blancs l'ont occupée. Aujourd'hui, les blancs se font dire que les terres lointaines du Nord sont la patrie des Dénés et des Inuit, ils tentent l'esquive par des négociations territoriales quasi frauduleuses qui rapatrieront les richesses naturelles vers et au profit du sud laissant, en contre partie des centaines de millions de dollars que les Autochtones ne savent que faire non pas par ignorance mais par coutume. La machine industrielle doit avancer et pour avancer, elle a besoin de richesses naturelles comme nous de nourriture, peu importe le sort des gens qui vivent dans le chemin de cette machine. Si le développement du Canada, au siècle dernier, reposait sur le chemin de fer, celui du Nord fut longtemps entre les mains des pilotes de brousse. Sans eux, pas de prospecteurs, pas de géomètres, pas de développement.

En attendant l'hélicoptère, Léandre Éthier pense au travail effectué depuis un mois. Son instinct lui dit qu'il a touché juste. Son raisonnement est simple. Durant des millions d'années, la terre s'est formée de la décomposition de la roche et de poussières apportées par les vents. A chaque siècle, à chaque millénaire, le revêtement de la planète est devenu de plus en plus épais. L'équipement rudimentaire de forage en sa possession ne lui permettait pas de rejoindre les strates de 25 000 ans. Par contre, il lui était possible d'atteindre cet endroit en forant sous l'eau perpendiculairement à la falaise abrupte du lac Bienville. L'érosion et le mouvement perpétuel de l'eau empêchant l'accumulation de sédiments. Les grandes découvertes naissent presque toujours dans la simplicité. C'est donc encore une fois sous les railleries de la population de Matagami qu'il partit prospecter un mois plus tôt emportant cette fois-ci un équipement de plongée sous-marine.

- "Eh' Garnotte Cousteau, où tu vas de même!" lança un individu. Le nouveau surnom fit le tour du village à la vitesse de l'éclair. Un surnom, c'est comme une marque de Caïn, la marque y reste indélébile comme un tatou.

Le bruit du rotor le sortit de sa rêverie. Enfin...

lll

Matagami, Québec

Matagami se nomme fièrement la capitale du moyen Nord québécois, population, 10 000 habitants. Cette ville connut un essor considérable lors des travaux préparatifs de la phase 1 du projet de la Baie James: le harnachement de la rivière La Grande en l965. A la fin des années 70, cette petite ville minière, à 175 kilomètres au nord de Amos, ne cesse de rêver, de faire des projets, d'investir, de construire, de croire qu'elle deviendra rapidement le centre nerveux de tout le développement de la Baie James. Les grands espoirs de prospérité commencent au moment où les équipes d'exploration arrivent; Léandre Éthier en tête, et créent une certaine animation. La cour de transbordement de l'Hydro-Québec et l'aéroport débordent d'activités. Matagami prend rapidement l'allure d'une ville-champignon. A l'Hôtel de ville, on rêve. Dix ans plus tard, le rêve économique de Matagami s'effondre avec l'ouverture de la route Matagami-LG2 et la naissance du premier chantier. Presque toutes les activités lucratives ont suivi la route du nord. Aujourd'hui, on y fait encore du transbordement de marchandises mais ce n'est plus l'eldorado promis. Matagami est redevenu une petite ville minière mais elle conserve des cicatrices qui paraissent encore. Seul changement majeur, en l965, Matagami était la ville au bout du monde maintenant c'est une ville-maillon entre Montréal et LG 2 où l'or ne coule plus à flots.

Au retour, en survolant le bassin hydrographique de LG2 se produisit l'inévitable; le banc de brume. Véritable mer intérieure, ce bassin est à l'origine d'un bouleversement climatologique important dont les météorologues commencent à peine à mesurer l'ampleur. Et ce n'est que le début. Dans 15 ans, lorsque les phases 2 et 3 seront terminés, le bassin hydrographique couvrira l'équivalent de la France. Les Québécois sont en train de créer artificiellement une mer égale ou supérieure à la mer d'Aral que les Soviétiques ont réussi à détruire tout aussi artificiellement.

- "Bon Dieu de merde, tu fais comment pour t'y retrouver"?, clame Éthier au pilote?

Le pilote pousse un rire sonore. - "Dieu est mon co-pilote, crie-t-il d'une voix rauque couvrant le bruit du rotor et cesse de l'insulter, on en a grandement besoin. Crois-moi, c'est maintenant lui le guide"..

Éthier trouva la technique de pilotage de Dieu fort téméraire, faut dire que Dieu avait appris à piloter au Vietnam, le rase-mottes, ça le connaît. Le seul moyen de s'y retrouver et d'accroître la visibilité consiste en effet à voler au ras des épinettes et de suivre le cours des rivières. Une vraie montagne russe.

A son arrivée quasi-clandestine à l'aéroport de Matagami, le prospecteur se dirige d'un pas alerte vers le comptoir de Québec Air, n'ayant jamais pu appeler autrement cette compagnie d'aviation, maintenant Intair Canadian, qui contribua largement au développement du Nord

québécois. Québec Air, c'est garder le lien d'affection qui unit cet homme et tous les autres pionniers du Nord à cette vénérable institution du bimoteur. Le chargement d'agrégats, près de 1 500 kilos, fut enregistré et partit donc en direction de Montréal où le lendemain, sous les ailes d'un cargo d'Air Canada, il atteindra sa destination finale, l'aéroport Narita de Tokyo, ensuite les laboratoires de Tokyo Mining. Préférant fuir les quolibets de ses compagnons, le géologue ne se rendit pas à la taverne ce soir-là. De retour chez lui, après une douche chaude délicieuse, il vida un 40 onces de gros gin et s'endormit. Le lendemain, après un sommeil réparateur, il se dirigea, dès 8 heures du matin, vers la taverne, se commanda un déjeuner de bûcheron à forte teneur en cholestérol et entreprit une cuite qui allait durer deux semaines s'était-il juré intérieurement.

Maintenant une cadence effrénée, Éthier dépassait largement la limite du 0.8 et ce depuis 48 heures. Pendant ce temps, à l'autre bout de la planète, le chargement d'agrégats arrive enfin à Narita, les chargements pour être plus précis celui du Nord québécois et un autre en provenance d'Union soviétique sur un vol d'Aéroflot qui doivent prendre tous deux la direction de la Tokyo Mining. Voyant que les deux chargements allaient au même endroit, le répartiteur d'office fit charger les deux chargements pêle-mêle dans le camion de la compagnie. Ce geste anodin d'un ouvrier japonais allié à l'instinct d'un prospecteur québécois alcoolique sera à l'origine d'une des plus grandes découvertes scientifiques de la fin de ce siècle. L'histoire de l'humanité est ainsi parsemée de héros anonymes qui, par des gestes anodins, marquent le destin.

lV

Japon

Même si la civilisation japonaise a plusieurs siècles d'existence, le Japon moderne n'a lui que 120 ans. Le 3 janvier l868, pour la première fois depuis des millénaires, l'empereur ouvrait le Japon aux influences étrangères en proclamant la fin du pouvoir du Shogun Togugawa; le pourrissement du système social et économique accentua sa chute. Un nouveau nom glorieux fut aussitôt donné, selon l'usage, au règne du nouvel empereur. On l'appela le règne de Meiji: le gouvernement éclairé. L'empereur Meiji, âgé de 16 ans seulement, apporta au pouvoir un esprit ferme, mûri par les événements, ouvert aux nouveautés audacieuses. Il avait un don remarquable, celui de savoir s'entourer d'excellents conseillers qui, comme lui, brûlaient d'une ardente volonté de faire le Japon nouveau. Le Japon, jusque là morcelé en clans multiples, devint, sous le choc de l'Occident, une nation unie par une sorte de fusion psychologique renforcée par une unité linguistique et raciale remarquable. Ramenée aux dimensions de l'Amérique du Nord, l'unité raciale nippone équivaudrait à une population canadienne et américaine de 250 millions d'individus dont 98% serait de race indienne.

S'ouvrant à la politique étrangère, l'empereur Meiji et ses conseillers méditèrent longuement les exemples de l'Égypte et de la Turquie qui, après s'être endettés, dilapidèrent les fonds empruntés en Europe, donnant ainsi un prétexte à l'intervention étrangère de type coloniale.

Le décollage économique du Japon, sous Meiji, s'opéra rapidement sans aucun capital étranger puisque la pénétration des capitaux étrangers compromettait l'indépendance nationale. La croissance de l'industrialisation fut fulgurante, les exportations doublèrent suscitant un protectionnisme européen. Les zaibatsu (puissance de l'argent), véritable oligarchie familiale se partagent la grande industrie et le commerce affirmant la puissance économique comme contre-poids à la puissance militaire. La génération de Meiji fut remarquable sous tous les fronts: gouvernement responsable, développement économique et industriel qui favorise l'expansion des Arts et Lettres et de la culture nippone en général. Les hommes de la génération Meiji furent grands parce que formés par la révolution du Japon moderne, elle-même portée par des forces historiques puissantes. Malheureusement, le succès ne survivra pas longtemps à l'empereur Meiji qui meurt en l912, à l'âge de 60 ans.

L'époque d'après Meiji, l'ère Showa de l'empereur Hiro-Hito fut celle où ont surgit de toutes parts de nouveaux problèmes auxquels des militaires bornés vont de plus en plus souvent imposer leurs solutions et entraîner le pays vers la ruine

Tokyo, l6 août 90

Trois semaines se sont écoulées depuis l'arrivée des agrégats. Nihisma, mince mais costaud, portant fièrement complet veston, cravate de soie, président et administrateur délégué de la Tokyo Mining, se renverse en arrière dans le fauteuil de cuir et regarde par la fenêtre panoramique de son bureau au vingtième étage du quartier général de sa société située dans l'arrondissement satellite de Ikebukuro au nord du centre-ville de Tokyo. Ikebukuro s'est développé autour du carrefour ferroviaire le plus important de la capitale. On y trouve tout ce que la métropole peut offrir sans avoir besoin de s'aventurer en son centre. Le centre de Tokyo est un enfer de bruit et de pollution causé par le trafic de millions de voitures et camions. Elle est la seule ville au monde qui autorise les hélicoptères privés ou non à survoler jour et nuit le centre-ville. Le bruit atteint fréquemment, aux heures de pointe, le seuil critique de tolérance. Les spécialistes ont mis en garde les conseillers municipaux de Tokyo: si les niveaux de bruit continuent au rythme des vingt dernières années, d'ici la fin du siècle, on ne trouvera plus aucun enfant de 10 ans avec une ouïe normale. Voilà pourquoi Nihisma décida, un jour, de déménager le siège social de sa société plus au nord. La Tokyo Mining domine le Seibu, l'un des plus grands complexes commerciaux du monde, couvrant 35 hectares et dont les 40 entrées accueillent chaque jour plus de 200 000 clients.

Absorbé dans ses pensées, le PDG nippon quitte brusquement la vue panoramique et jette un nouveau regard sur le rapport qui se trouve en face de lui en soupirant. Âgé de soixante et deux ans, Nihisma est l'exemple parfait de la rigueur, de la discipline légendaire des Japonais. Quarante ans auparavant, c'est comme jugyoin (employé) qu'il s'enrôla dans la Tokyo Mining car c'est de bien cela qu'il s'agit. Le système de l'emploi à vie est la base avec la famille du système socio-économique japonais dont les piliers sont la loyauté réciproque et la volonté d'unir toutes les forces dans le sens d'une meilleure efficacité. Dans

l'entreprise, tous les employés se sentent solidaires et chaque voix a la même force. C'est pourquoi le mot rodosha (ouvrier) n'est jamais utilisé, on préfère shain (membre de l'entreprise). Nihisma est un PDG soit, mais avant tout un shain d'une vitalité impétueuse et d'une rudesse que redoutent ses concurrents surtout occidentaux. Il est de ceux que l'on nomme les nouveaux samouraïs, ceux qui font du commerce comme d'autre font la guerre; la politique économique "pacifique" supplantant la politique militariste. Rien ne saurait mieux symboliser l'âme de ces nouveaux rois du commerce international que le bushïdo (la voie des chevaliers), un modèle de comportement auquel doit se soumettre tout samouraï. L'influence du bushido, jadis de nature guerrière, est devenue soudainement un des préceptes de l'art du commerce nippon. Près du tiers des dirigeants d'affaires japonais se disent d'ascendance samouraï directe et de plus de 50% des dirigeants de grandes entreprises plonge leur racine dans l'univers samouraï dont Nihisma.

En cette matinée de la mi-août, Nihisma vient de prendre la décision la plus cruciale de sa longue carrière d'administrateur tout en lisant encore une fois le rapport du professeur Yokoi, chef chimiste du Service d'étude, recherche, cartographie et analyse d'échantillons de la Tokyo Mining. Jamais auparavant la mention manuscrite "urgent et confidentiel" de la main même du chercheur n'avait pris autant de sens. Le professeur Yokoi n'y allait pas par quatre chemins. La conclusion du rapport est brève, éloquente et surtout inimaginable quelques heures auparavant.

Parce que les agrégats canadiens et russes arrivèrent pêle-mêle, le chef chimiste décida de mettre de l'ordre dans ce fouillis en s'occupant lui-même de faire les analyses de routine. Les agrégats soviétiques provenaient de la république sibérienne de Yakoutie qui, selon les photos infrarouges des satellites de détection nippons, serait la plus vaste région minéralière au monde non encore exploitée. Le cartel minier japonais s'intéresse depuis plusieurs années à ce territoire mais les dirigeants soviétiques lui en refusèrent toujours l'accès. En manque de capitaux et de devises étrangères, le ministère des Mines situé à Moscou consentit, début juin, à émettre un permis de prospection en retour d'espèces sonnantes. Deux semaines plus tard, une équipe de prospection était déjà rendue sur place. Les agrégats russes, première surprise, révélèrent la présence d'ytterbium, un minerai de la famille des terres rares. On connaît les propriétés fantastiques de ce minerai et les possibilités extraordinaires qu'il offre en technologie de pointe mais la rareté du matériau rendait nulles et non avenues toutes utilisations commerciales. Le repérage sur le terrain des géomètres japonais indiquait que les échantillons provenaient de 25 puits de forage différents s'échelonnant sur 25 km, un puits par kilomètre à l'intérieur des monts Stanovoï, chaînes de montagnes sillonnant le sud de la Yakoutie. Les analyses vérifiées et contre-vérifiées du savant confirmèrent une teneur de 0.87 once troy[*] , une pureté qui se retrouve dans les 25 échantillons. Les prospecteurs japonais avaient donc découvert une montagne, une chaîne de montagne formée d'ytterbium presque pur. Une découverte phénoménale.

*L'once troy sert à mesurer le poids des métaux rares et précieux

L'analyse des échantillons de Léandre Éthier se révélèrent quant à elles un véritable casse-tête. Les agrégats québécois ne répondaient en effet à aucune des spécificités et ce pour toutes les familles minérales. Ou il y a erreur ou il a découverte d'un nouveau minerai jusqu'ici inconnu sur terre. Selon les relevés géométriques du prospecteur, ce nouveau matériau s'étendrait sur plusieurs kilomètres en bordure du lac Bienville; un potentiel minier extraordinaire à condition de savoir bien sûr à quoi ce minerai pourrait bien servir. La seule piste possible pour le moment est que les impactites du Nouveau-Québec sont formés à partir de zirconium et d'iridium, deux autres matériaux rares dont les teneurs sont, encore ici, excessives, amalgamés par une fusion intense de plusieurs milliers de degrés Kelvin à une autre substance inconnue probablement d'origine extraterrestre. Le savant était rendu à cette étape de son rapport lorsqu'il relu ce qu'il venait d'écrire. "Fusion intense...Fusion intense...Pourquoi pas", se dit-il.

V

Montréal, Québec, 16 août 90

L'agglomération régionale de Montréal, avec près de trois millions de citoyens, forme, non seulement la première communauté urbaine du Québec, la neuvième plus importante agglomération en Amérique du Nord mais aussi fait de Montréal la deuxième ville francophone au monde. Berceau de la civilisation française en Amérique, Montréal a aussi pris un caractère résolument nord-américain et cosmopolite. Une forêt de gratte-ciel la domine et lui donne une allure élancée. L'île de Montréal est l'un des plus importants centres d'affaires en Amérique. Plus de 200 grandes entreprises y ont leur siège social, une douzaine de banques, 15 grandes compagnies d'assurance, plusieurs maisons de courtage en valeur mobilière, ainsi que la Bourse et les trois principaux groupes canadiens de génie-conseil (Lavalin-SNC, Monenco et Triton Système) qui comptent parmi les 15 premières firmes du genre au monde. La grande région de Montréal occupe un peu moins de trois pour cent du territoire québécois, mais elle regroupe plus de la moitié de la population québécoise et plus de 70% de la production manufacturière (9 000 entreprises).

Situé à l 660 kilomètres de l'océan Atlantique, sur les rives du fleuve Saint-Laurent, le port de Montréal est la porte d'entrée par excellence de l'arrière-pays qui comprend le Centre et l'Ouest canadien ainsi que le "Midwest" américain. Cet immense "hinterland" compte une population de 100 millions d'habitants avec une capacité de production et de consommation énorme. C'est à Montréal que l'on retrouve aussi les sièges sociaux de la Société de l'énergie de la Baie James (SEBJ) et d'Hydro-Québec, toutes deux sociétés d'État et parmi les plus puissantes corporations hydroélectriques au monde.

Richard Pépin, 50 ans, avocat de profession et fin négociateur est à la tête d'Hydro-Québec, la plus importante société étatique du Québec. Le président, attablé devant une immense table en chêne massif remplie de microphones, vient d'annoncer en conférence de presse que tous les travaux d'expansion hydroélectrique seront devancés de deux ans pour faire face à

la consommation; un plan de développement frisant les 60 milliards. Suite à l'harnachement de la rivière la Grande, le Québec a décidé de se doter d'un nouveau secteur industriel lourd, fondé sur l'abondance de l'électricité bon marché. C'est au Québec que l'on retrouve le plus grand complexe de production d'aluminium dans le monde occidental. Grandes consommatrices d'électricité, les alumineries, en autres, ont intérêt à venir s'installer au Québec. C'est d'ailleurs le souhait du Québec de transformer les rives du Saint-Laurent en une sorte de "Aluminium Valley" dévoreuse d'électricité. Des contrats portant sur la vente de milliers de mégawatts aux États américains de la Nouvelle-Angleterre et de New York hypothèquent grandement la capacité de production d'Hydro-Québec. La crainte du nucléaire, la pollution du charbon des centrales thermiques et les besoins énergétiques énormes des Américains, près de 5 200 mégawatts, contribuent à devancer le programme de développement, probablement un des plus audacieux sur cette planète avec plusieurs dizaines de milliards d'investissement et de revenus. Le projet Grande Baleine est la clé de voûte de la stratégie industrielle du Québec pour le 21e siècle. Lorsqu'elle sera réalisée, le Québec produira la moitié de l'électricité au Canada, soit, le quart de l'hydroélectricité produite en Amérique du nord. La carte hydrographique d'alors montrera à la vue de tous un territoire inondée d'une superficie inouïe.

Vl

Poste à la Baleine, Nouveau-Québec

Le projet Grande Baleine est gigantesque comme le fleuve majestueux qui se jette dans la Baie d'Hudson et qui porte son nom. Les rivières Grande Baleine, Petite Baleine, Nastapoca et Boutin seront détournées de manière à former quatre immenses réservoirs pour emmagasiner l'eau. Plusieurs digues et barrages seront construits pour canaliser les eaux retenues vers les trois centrales connues sous les noms GB1, GB2, GB3, capacité de production: 3 060 mégawatts. Une région de plus de 3 000 km carrés sera affectée par cet immense complexe hydroélectrique selon Hydro-Québec, 5 000 km carrés selon les Indiens cris qui s'opposent au projet. Pour le chef cri de la bande de Whapmagoostui, un village situé à l'embouchure de la rivière Grande Baleine, le bassin hydrographique détruira les vallées où se concentrent la végétation et la faune. L'augmentation des taux de mercure, jusqu'à 9 fois supérieur au seuil critique, aura des impacts néfastes sur le poisson qui a son tour contaminera les Amérindiens qui habitent le territoire depuis des millénaires. Sans compter, le cortège de problèmes sociaux qu'entraînent inévitablement ce genre de grands chantiers. Confrontés à une culture qui ne partage pas les mêmes valeurs, contraints à demeurer dans des ghettos physiques et moraux, les Cris, en désespoir de causes, sont devenus violents envers eux-mêmes et se sont tournés vers l'alcoolisme, la cocaïne et autres stupéfiants amenant avec eux une hausse impressionnante de querelles familiales, d'abus sexuels chez les enfants et de suicide. Le taux de mort violente dont le suicide est de plusieurs fois plus élevé que celui que l'on dénote au Québec et ailleurs au Canada. L'accès réduit au régime alimentaire traditionnel augmente les cas de malnutrition. C'est tout le démantèlement du tissu social et de la désintégration de la famille qui sont ici en cause.

Vll

Tokyo, 16 août 90

Nihisma lit le rapport pour la xième fois et, à chaque fois, il en ressent une certaine crainte, une anxiété mêlée à une joie incommensurable. Il sait maintenant plus que tout autre que cette découverte aura des répercussions scientifiques internationales qui bouleverseront l'échiquier énergétique de la planète. Mais surtout, il sait que le Japon est, pour le moment, le seul détenteur du secret.

Quelques jours auparavant, le savant Yokoi s'était rendu, dans la banlieue de Tokyo, à un haut fourneau où il a pu procéder à la fusion intense des agrégats. Par simple curiosité, il décida de fondre dans un seul moule l'ytterbium soviétique avec les verres de fusion du Nouveau-Québec. De retour au laboratoire, il tenta plusieurs expériences scientifiques complexes afin de découvrir les propriétés cachées de cet alliage unique sur terre. Après plusieurs échecs, plusieurs journées d'effort, l'alliage révéla enfin un de ses secrets: la supraconductivité à température ambiante, le rêve de tous les chercheurs des nations industriels tellement les applications en technologie de pointe sont considérables, une avance technologique inouïe pour le Japon déjà bon premier dans bien des domaines de la recherche fondamentale.

Jusqu'à maintenant, une partie importante de l'électricité transportée se perdait à cause de la résistance des matériaux, qui agissent comme des freins au courant. La perte d'énergie est considérable, peut-être 50% de perte aux stades de la production et du transport. Le nouveau matériau découvert par Yokoi permet d'utiliser l'électricité sans la freiner. Tout ce qui fonctionne à l'électricité, réfrigérateurs, bateaux, métros, pourra fonctionner avec la moitié moins d'énergie et des moteurs deux fois plus petits. Les superordinateurs sauteront plusieurs générations en vitesse, en puissance et en volume, les trains à suspension magnétique, qui "lévitent" sur les rails et filent sans frottement presque aussi vite qu'un avion, deviendront rentables. Plus encore, Nihisma savait maintenant que le matériau découvert permettait la fabrication de la pile à conversion de l'hydrogène liquide en électricité. Le Japon est maintenant en mesure de contrôler toute la production énergétique mondiale. Devant l'ampleur de la découverte, le PDG de la Tokyo Mining convoqua une réunion extraordinaire du Hakko Ishui.

Vlll

Rivière la Grande, Nouveau-Québec.

Pour les Indiens cris de la Baie James, le projet Grande Baleine équivaut à noyer plus de 5 000 ans d'histoire sous la masse des eaux des réservoirs. Pendant des millénaires, les Cris ont vécu en petites communautés mobiles couvrant un territoire immense. Les routes de trappe, de chasse et de pêche s'étendaient du moyen-nord à la Nouvelle Angleterre en suivant la vallée du Saint-Laurent; une tradition séculaire semi-nomadique de chasseurs et

cueilleurs prévalait alors. L'établissement en l760 de la Compagnie de la Baie d'Hudson fit basculer une économie d'auto-subsistance à une économie de marché de type européen. Après l'établissement de la compagnie de traite, un vaste mouvement de sédentarisation se mit en branle afin de d'extirper le virus du nomadisme de ces populations. Les églises et les administrations gouvernementales virent là une occasion rêvée d'en faire des cultivateurs et ainsi accéder au paradis de la civilisation occidentale. Une des premiers missionnaires déclara à ces peuplades;"Ceux qui vivent dans le Christ, vivent de l'agriculture". Le passage des tentes aux maisons par la création de réserves, sorte de goulag à la canadienne, ainsi que l'obligation de la fréquentation scolaire de septembre à juin pour les enfants amérindiens sont les facteurs déterminants et décisifs de l'acculturation des Autochtones. Éducation, oui, mais pas trop, car jusqu'en l952, la loi interdira aux amérindiens de fréquenter les universités canadiennes. L'acculturation amérindienne se mesure par la différence entre la forêt et la réserve.

Un tel assaut moral a profondément marqué les premiers habitants du Canada qui, malgré tout, depuis la venue des blancs, se sont accrochés à leurs croyance, à leur propre identité, à leur origine. Cette conscience de leur identité leur a donné une fierté non seulement issue du passé, mais aussi résolument tournée vers l'avenir. A l'annonce de la phase l du projet de la Baie James, l'harnachement de la rivière la Grande en plein cœur du territoire cri, ceux-ci s'organisèrent et contestèrent juridiquement le projet. Un jugement retentissant du juge Malouf confirma les droits territoriaux des Indiens cris et accorda une injonction arrêtant ainsi la construction des barrages. Le gouvernement se devait maintenant de négocier; c'est ainsi qu'est née l'entente de la Baie James, une douce revanche des Amérindiens. Cette convention de 500 pages est le seul traité moderne signé par des Autochtones. Contre une somme de 225 millions de dollars, ceux-ci renonçaient à leurs droits sur un territoire de 1 080 000 kilomètres carrés, presque deux fois la France, à l'exception des terres avoisinant leurs communautés, (terres de catégorie l) gardaient un droit de chasse, de pêche et de trappe exclusif dans les terres de catégorie ll et non exclusif sur le reste du territoire (catégorie lll).

En contre partie, le document reconnaît un gouvernement régional autonome et contient une longue liste d'engagements gouvernementaux en matière de logement, d'éducation et d'équipements communautaires. La langues et la culture cries seront désormais enseignées dans les écoles. L'entente a permis aussi aux bandes indiennes de s'incorporer, d'utiliser leurs biens en garantie aux fins d'emprunts bancaires permettant la coentreprise avec l'extérieur. Ainsi sont nées des corporations comme Air Creebec, Cree Yamaha, Cree Housing Corporation qui font aujourd'hui la fierté de ce peuple jadis dépossédé de tout, vivotant d'aide sociale.

Une des clauses les plus novatrices de la convention est le programme de revenu garanti pour les chasseurs et pêcheurs (43% de la communauté) administré par le gouvernement du Québec. Ce programme a presque remplacé les prestations d'aide sociale. Pour y être admissible, un chasseur doit passer au moins 120 jours en forêt. Cette création québécoise,

unique au monde, a permis aux Autochtones de maintenir un leur mode de vie traditionnel sans compter les bénéfices économiques pour la communauté: la chasse procure une provision de viande nécessaire, alimente l'industrie du transport et d'équipements ainsi que celle de la fourrure dont les Cris sont les principaux fournisseurs. Un programme qui démontre que la coexistence pacifique entre intérêts blancs du Sud et autochtones du Nord est possible. La lune de miel aura été de courte durée. Avec la phase ll, le projet Grande Baleine, tout s'effondre, plutôt se noie. Tout l'écosystème fragile de ce territoire nordique sera bouleversé: 12 terrains ou lignes de trappe et de chasse séculaires seront soit modifiés ou inondés ainsi que les aires de nidification de centaines d'espèces de sauvagines et d'oiseaux migrateurs. Moins de gibiers, le beau programme de revenu garanti devient inadéquat, c'est le retour à la pauvreté et à l'aide sociale La coexistence pacifique est terminée, de nouveau, les Cris ont repris le sentier de la guerre.

X

Japon

Le club Hakko Ishui est probablement le groupe financier le plus puissant de la planète. Tous les grands cartels industriels appelés zaibatsu et toutes les grandes banques y sont représentés. Déjà en l945, à la fin de la deuxième guerre mondiale, le général MacArthur tenta en vain de démanteler cette oligarchie financière.

Dans un pays dominé par son économie, la plus forte part du pouvoir appartient naturellement aux grands patrons, aux managers du Japon industriel. C'est d'eux que procèdent les grandes orientations, ce sont eux qui détiennent les livres de commande les plus importants. Autant le Japon de l'ère Showa était gouverné par le clan des militaires, autant il est aujourd'hui gouverné par les dirigeants des zaibatsu modernes. Presque tous les zaibatsu sont regroupés sous le toit des fabuleux keiretsu.

Le keiretsu représente sur l'échiquier mondial de la finance la plus formidable arme de l'économie japonaise. Le keiretsu est un cartel de cartels, c'est la réunion associative des plus grands zaibatsu nippons qui, à leur tour, contrôlent des milliers d'entreprises. Il y a sept keiretsu au Japon: Mitsubishi, Mitsui, Sumitomo, Fuyo, Sanwa, Dai-Chi et Kanggo. Les sept réunis possèdent un actif cumulatif de 4 298 milliards de dollars qui représente 15% du produit national brut japonais et emploient 2 millions de japonais. Soixante dix huit pour-cent du volume des transactions annuelles à la bourse de Tokyo origine de ces sept keiretsu; une capitalisation évaluée à 2.5 trillions, 5 fois plus que toute l'économie canadienne.

Encore une fois, il n'y a que l'analogie avec le militaire qui nous permet de bien saisir la structure d'un keiretsu. Le keiretsu, c'est le porte-avions de l'économie japonaise. Chaque avion représente différente compagnie dans différents secteurs d'activités. Le porte-avions est défendu par une escorte de destroyers, les zaibatsu. Comme dans la marine, la discipline des employés (shain) est essentielle. Il est recommandé à chaque employé d'acheter en

préférence ses balles de golf, son téléviseur, ses appareils ménagers, ses produits alimentaires, ses assurances, ses billets d'avions, son papier de toilette et de déposer ses économies à l'intérieur du système de compagnies et de banques formant le keiretsu. Non seulement au Japon, on achète japonais mais on achète à l'intérieur du keiretsu dans lequel on travaille; adieu concurrence étrangère, les keiretsu formant entre eux un mur quasi infranchissable.

Le commandement en chef des sept keiretsu, porte-avions de l'économie repose entre les mains du Club Hakko Ishui, c'est là que se décide les grandes stratégies internationales. Sur le plan intérieur, les membres du club ont le devoir de s'entraider en cas de difficultés. Si par exemple, un poids lourd américain comme Exxon (chiffre d'affaire 87.3 milliards) est assez stupide pour s'attaquer à Mitsubishi Oil (chiffre d'affaire: 5.2 milliards) pour l'avaler, il n'aura pas face à lui un poids plume mais une "famille colossale" autrement plus musclée que lui. Si par hypothèse, la famille Mitsubishi ne pouvait régler son compte avec Exxon, elle aurait alors recours à une "famille" plus étendue, celle du club Hakko Ishui. Ce comportement financier typiquement japonais est appelé par les économistes: la stratégie des participations croisées. Cette stratégie est une arme à la fois offensive et défensive qui permet de maintenir hors du marché une grande partie du capital de l'entreprise convoitée par un rival étranger. Ce capital se retrouve "soudainement" détenue dans les coffres d'actionnaires et amis fiables en d'autres termes, par les zaibatsu affiliés au keiretsu auquel appartient Mitsubishi Oil.

Au plan de la stratégie mondiale, les keiretsu découpent l'ensemble de l'industrie planétaire en autant de cibles que l'on réduit les unes après les autres, un peu comme l'on mange un saucisson, rondelle après rondelles jusqu'à en dévorer la totalité. Le passage d'une cible industrielle à une autre ne s'effectue qu'après avoir atteint le premier rang mondial et éliminé le plus de concurrents étrangers. Cette stratégie est en soi fondée sur le renseignement. Chaque keiretsu possède des services entiers de traducteurs qui épluchent jour après jour tout ce qui s'imprime ou s'édite pour en dresser des synthèses. Le réseau intégré d'informations dont disposent les cadres des keiretsu est unique au monde et d'une extrême efficacité. Grâce au pouvoir de l'information, le club Hakko Ishui dirige de loin et de haut et possède une puissance collégiale au-dessus du gouvernement dont l'inspiration et les conseils dictent en fait au cabinet des ministres ses principaux devoirs et à l'encontre desquels il ne peut aller. Ce sont ces leaders du directoire économique suprême pour la plupart inconnue des Japonais eux-mêmes que Nihisma, PDG de la Tokyo Mining convoque d'urgence en séance extraordinaire.

XI

Sibérie, URSS.

Accolée aux terres européennes de l'Union soviétique, la Sibérie est l'aventure orientale des Russes. Pendant longtemps des mondes multiples se sont croisés dans cette immensité rude cernée par la taïga, les marécages et les déserts. De l'Oural à Sakhaline, on rencontra tout à tour des Bachkirs et des Hirghiz, des Tatars et des Ostiaks, des Bouriates et des Toungouses. Le célèbre cosaque Yermak lança, en 1582, la conquête russe en refoulant des Tatars vers l'est. L'avance russe se termina en 1860 dans les provinces du Pacifique. Le port de Vladivostok fut fondé la même année.

L'empire russe s'employa à consolider sa présence en concédant des terrains aux paysans-colons et en déportant massivement les prisonniers qui fournissaient une main-d'œuvre bon marché comme bûcherons et mineurs. La France faisant de même pour coloniser la Nouvelle France, un siècle plus tôt. Un monde cosmopolite de marchands, d'orpailleurs, de cosaques et de trafiquants se côtoyaient dans les kabaki de Yakourst, la capitale, sortes de comptoirs de fourrures, d'or et de magasin général. La mise en valeur des richesses minières hâta la construction du transsibérien au début du siècle. Comme au Canada, le chemin de fer fut la pièce maîtresse du développement économique soviétique favorisant la pénétration du territoire par les immigrants. Comme au Canada pour les Amérindiens et les Inuit, la colonisation et l'industrialisation ont fait beaucoup de ravages dans les populations Bachkirs, Tatars, Ostiaks et autres. Aujourd'hui, il reste peu des belles traditions des cavaliers bachkirs ou des pêcheurs ostiaks du bassin de l'Ob.

Les gisements d'ytterbium de la république autonome de Yakoutie sont situés géographiquement au sud de la capitale yakoute dans les monts Stanovoï. La Yakoutie est à la Russie ce que le Nouveau-Québec est au Québec multiplié par 1 000 tellement la superficie et les richesses naturelles de son sol sont immenses. Cette république autonome sibérienne, grande comme la France, coupée en deux par le fleuve Léna, huitième fleuve au monde, est le joyau de l'empire soviétique; un diamant brut que Japonais, Américains et Européens lui envient, et pour cause.

D'abord le gaz naturel, un océan renfermant le huitième des réserves mondiales connues, des réserves de pétrole égales à la moitié de l'ensemble du monde arabe de beaucoup supérieures aux réserves nord-américaines. Plusieurs ignorent que la plus grande société pétrolière au monde est l'État soviétique. La taïga yakoute possède la moitié du bois sibérien, quinze fois le volume du bois abattu chaque année sur la planète. Les gisements diamantifères sont estimés à dix millions de carats: 22% des réserves mondiales. De l'or, des montagnes d'or, près de 23% des réserves mondiales; des tonnes de mica, matériau précieux et essentiel à l'industrie de l'informatique. A elle seule, la Yakoutie pourrait assurer mille ans de consommation de charbon au monde entier. Des réserves immenses d'amiante, de tungstène,

du molybdène, du zinc, du plomb, du manganèse, du nickel, du fer, de l'argent et de l'uranium, bref, les réserves de minerai les plus vastes au monde sans compter les territoires non encore prospectés mais dont l'histoire géologique est semblable. Une légende russe rapporte que Dieu, en arrivant en Sibérie, se gela les mains et renversa tout son sac de richesses naturelles. Lorsque les gouvernements et industriels occidentaux souhaitent la réussite du plan de restructuration de l'économie soviétique (perestroïka), c'est en réalité aux richesses naturelles de la Yakoutie qu'ils rêvent tous de s'approprier un jour. Terre inhospitalière et lointaine, terre d'exil des dissidents politiques, la Sibérie est un ensemble de terres peu exploitées comme le rappelle l'origine tatare de son nom: "sib" (dormir), "ir" (terre), littéralement: "terres assoupies" Les grandes compagnies d'ingénierie se chargeront bien de les réveiller.

Xll

Tokyo, 2 septembre 90

Le nom du groupe financier le plus puissant de la planète provient de l'ancienne doctrine impériale de Hakko Ishui selon laquelle l'empereur du soleil levant possède le droit divin de gouverner "les huit coins du monde". Droit divin qui fut aliéné à jamais avec la fin de la deuxième guerre mondiale; l'empereur Hiro-Hito ayant renoncé, sous l'ordre de Washington, à tous ses titres ou droits divins, reléguant celui-ci au rang de simple citoyen. En revanche, il est universellement admis, aujourd'hui, que les grands noms de l'industrie nipponne tels que Honda, Toyota, Mitsubishi, Sanyo, Sony, de même que les banques japonaises (neuf des dix plus grandes au monde) règnent bel et bien sur les "huit coins du monde". Les Occidentaux ont compris trop tard que les pouvoirs impériaux dont ils avaient usurpé l'empereur furent rapatriés par les principaux conglomérats industriels et financiers japonais et adaptés aux réalités économiques de notre époque moderne. Les réunions du club Hakko Ishui ne se déroulent-t-elles pas selon le rite ancien du Gozen Haigi, la conférence impériale sacrée? Au lieu d'y parler de stratégie militaire, on y discute de stratégie économique; ce qui revient au même: le yen étant les munitions, les shains des zaibatsu sont les fantassins et les banquiers, industriels et courtiers, les nouveaux samouraïs.

Selon la coutume du club Hakko Ishui, seul l'homme qui a convoqué la réunion exceptionnelle aura droit de parole, le silence est de rigueur pour tous les autres membres. A la fin de son exposé, chacun se retirera seul dans une petite cellule pour y réfléchir et méditer. Ce n'est qu'au retour de tous les membres que l'on pourra enfin discuter de l'objet de la réunion. Dans un silence monacal, Nihisma commence nerveusement son discours.

- "La conquête de l'énergie, c'est l'histoire de l'humanité. De la conquête ancestrale du feu est née les plus grandes conquêtes de l'homme. Pour la première fois, un être s'appropria l'environnement pour le transformer en source d'énergie. A partir de cette date, toute la culture humaine naîtra des efforts de l'homme pour transformer, préserver, transmettre ou défendre cette énergie. De ces efforts naîtront des inventions fabuleuses: roue hydraulique,

turbine, machine à vapeur, moulin à vent, moteur à gaz, fission de l'atome. Naîtront aussi des guerres atroces dans le but de se les approprier ou les défendre. Et pourtant l'histoire nous apprend que ces guerres furent une erreur. Par le pillage des territoires nourriciers d'Asie et d'Afrique, l'empire romain s'appropria plus d'énergie que la Grèce, avec son régime sobre, n'en possédait au Ve siècle. Mais Rome n'a produit aucun poème, aucune statue, aucune architecture originale, aucune oeuvre scientifique, aucune philosophie comparable à l'Odyssée, au Parthénon, aux oeuvres des sculpteurs grecs du Vl et Ve siècle et à la science de Pythagore, d'Euclide, d'Archimède, de Héro. Ainsi la grandeur, le luxe et la puissance quantitative des Romains, malgré leurs extraordinaires qualités d'ingénieurs, sont restés relativement insignifiants. Même pour le développement des technologies en général, l'œuvre des mathématiciens grecs fut plus importante. C'est pourquoi aucun idéal efficace du bien-être collectif ne peut être basé uniquement sur l'augmentation de la production énergétique et encore moins sur une augmentation constante de la consommation. Tout l'Occident est en train d'apprendre cette amère leçon à ses frais".

- "Je me dois, continue nerveusement Nishima, de vous mettre en garde contre un excès d'euphorie vis à vis cette découverte dont je vais maintenant vous entretenir. Comme vous le savez, toute la communauté scientifique internationale travaille d'arrache pied afin de convertir l'hydrogène liquide, le carburant du 21e siècle, en énergie de consommation courante. L'hydrogène en fusion nourrit le soleil, en revanche son association avec l'oxygène nous fournit l'eau. C'est précisément la simplicité de cet alliage hydrogène-oxygène qui nous permit, depuis la fin du siècle dernier, de créer l'hydrogène liquide par électrolyse de l'eau. Les possibilités énergétiques sont réelles et fascinantes compte tenu des multiples atouts de cet élément à la fois le plus simple et le plus abondant de l'Univers. Cependant les applications énergétiques de l'hydrogène demeurent, pour la plupart, au stade expérimental. Tous les problèmes viennent du fait que l'on est incapable de créer une pile à conversion efficace de l'hydrogène en énergie de consommation pour ainsi dire boucler la boucle. On peut produire facilement l'hydrogène liquide, on ne peut pas consommer son énergie...du moins jusqu'à aujourd'hui. Grâce à un alliage disponible en grande quantité dont nous seuls connaissons le secret et découvert par le professeur Yokoi, nous possédons cette pile à conversion. Je vous laisse penser aux conséquences de cette découverte à la fois fabuleuse scientifiquement et dangereuse politiquement. Nous sommes ici confrontés à des problèmes aussi bien politiques que moraux. Si nous devons nous servir raisonnablement et à bon escient des énormes sources d'énergie dont nous disposons, nous nous devons aussi d'examiner en détail et même provoquer les événements nécessaires au but désirable que nous avons tous promis d'accomplir devant notre empereur Hiro-Hito, la veille de sa mort. Il nous est donc aujourd'hui possible d'accomplir le dernier vœu de l'empereur qui en se réalisant permettra la transition de l'ère Showa à l'ère Heisi dite "l'état de paix retrouvé".

Sans qu'un seul soupir ou murmure fut prononcé, tous se retirèrent vers leur cellule...tous souriaient. Plusieurs années plus tard, les historiens appelleront cette période; "L'ère transitoire du lys".

XIII

Poste à la Baleine, Nouveau-Québec

Pour les porte-parole cris réunis en Grand conseil de bandes, l'opposition au projet Grande Baleine est catégorique, non seulement parce qu'il menace leur survie comme peuple autochtone mais également, parce que ce désastre écologique, le plus important en Amérique du Nord servira, en grande partie, à alimenter les Américains en électricité en vertu de douteux contrats d'exportation à long terme. Ils ont longuement insisté sur la perte de contrôle de leur population, sur la dégénérescence de la jeunesse au prise avec des problèmes endémiques d'alcool et de drogue. Ces problèmes, s'ils ne sont pas le propre des gens du Nord, deviennent catastrophiques pour une nation de 8 000 personnes dispersées qui se voient imposer un changement culturel important dans leur mode de vie. Depuis la construction de la route Matagami-LG2, des centaines de "sauvages blancs" ont envahi leurs territoires ancestraux. Des caravanes de 4X4 se sont répandues dans ce fragile écosystème avec son cortège de bruit et de canettes de bières abandonnées. Des camions tout terrain équipés de glacière de 19 pieds cubes remplies de truites, de dorés, de brochets. Des lacs se sont vus privés en quelques heures de leurs principaux géniteurs. L'effet pervers du développement touristique nordique: l'industrie du braconnage, dont certains Amérindiens se sont aussi rendus coupables, risque d'anéantir la valeur du territoire.

Mais le plus dangereux reste à venir. Tout le développement de la Baie James dont les bassins hydrographiques couvriront la grandeur de la France, n'est que la pointe de l'iceberg du développement nordique comparé au projet Grand Canal déjà surnommé "Le Frankenstein environnemental"

Les États-Unis vont avoir de graves problèmes d'approvisionnement en eau dans un avenir relativement proche à cause de l'assèchement des couches aquifères, des nappes phréatiques du Midwest américain. Le projet Grand Canal consiste donc à transformer la Baie James en une immense mer d'eau douce. Pour ce faire, on séparerait la Baie James de la Baie d'Hudson par une digue de 160 kilomètres de long entre Churchill au Manitoba et le Nouveau-Québec. L'eau douce ainsi stockée sera ensuite acheminée vers les Grands Lacs et, de là, vers d'autres régions du Canada et des États-Unis. Pour y arriver, l'eau suivra la rivière Harricana dont le cours sera "inversé" au moyen de huit réservoirs en escalier se succédant sur 270 kilomètres. Ensuite, l'eau sera déversée par un canal dans le cours supérieur de la rivière Ottawa près de Val d'Or au Québec d'où elle s'écoulera vers le sud par l'intermédiaire du lac Témiscamingue. Près de Mattawa dans l'Ontario, l'eau se déversera à nouveau dans le lac Nipissing puis, par la French River dans le lac Huron. Les quelques centaines de mégawatts nécessaires aux stations de pompage pour transporter l'eau seraient fournies par Hydro-Québec à partir des barrages de la phase NBR. Des Grands Lacs, l'eau serait redistribuée par un réseau transcontinental de pipe-line, d'aqueduc et de canaux de drainage. Le Grand Canal exigera un investissement de 100 milliards étalés sur huit ans; 50

milliards pour la construction de la digue séparant la Baie d'Hudson de la Baie James et le transfert des eaux vers les Grands Lacs et une somme égale additionnelle pour le pipe-line vers les États-Unis. Selon les Cris, avec le projet Grand Canal, on ne parle plus d'impacts socio-économiques mais bien de génocide culturel.

XlV

Tokyo, 2 septembre 90

Après une heure d'isolement et de méditation, le groupe Hakko Ishui se reforma et selon la coutume, le doyen des membres réunis, le président de Mitsubishi prit la parole.

- "Messieurs, je crois que cette heure de réflexion nous a permis de mesurer l'ampleur économique, politique et stratégique du secret que nous possédons. Je tiens à remercier monsieur Nihisma pour la justesse de ses propos et de sa mise en garde fort justifiée. Ma première préoccupation, vous me connaissez tous, sera de nature financière. Présentement, si je ne me trompe, la production de l'hydrogène revient à un coût trois fois plus élevé que le pétrole. D'après vous, professeur Sakaimoto, comment pourrions-nous rentabiliser cette découverte?"

- "La réponse vient de l'Allemagne et des groupes écologistes répondit lentement le directeur de l'Institut de l'énergie nationale. L'hydrogène est un produit environnementaliste pur. Plus de pollution par le CO2 des voitures, l'hydrogène est un carburant propre. Abandon aussi des centrales thermiques au charbon; finis les Tchernobyl et les Tree Miles Island de la planète, d'ici 30 ans, le nucléaire tombe en désuétude. Non seulement, l'hydrogène liquide se transporte aisément par voie maritime mais, en plus, tout ce qu'il faut pour le produire ce sont des masses d'eau et d'électricité, bref cette découverte est un miracle écologique et financier. Imaginez les industries et les maisons de la planète, tous convertis à l'hydrogène grâce à la pile à conversion."

- "Mais pourquoi l'Allemagne reprit le président de Toyota?"

- "C'est là l'aspect le plus important, les citoyens allemands sont les premiers au monde à vouloir additionner au coût du pétrole les coûts de la pollution; le PNB vert si l'on veut. Dorénavant les ressources naturelles et les biens de consommation en découlant auront un prix qui inclura le coût des dommages causés à l'environnement et le coût des programmes de décontamination. Tous les pays industrialisés devront suivre l'exemple allemand dans un proche avenir. Cette surtaxe verte donne à l'hydrogène une forte position concurrentielle; des milliards de profit en perspective. Juste pour le Japon, cette découverte représente une économie substantielle car pour répondre à la demande d'électricité en 2010, il nous faudra construire, selon nos pronostics, 40 centrales nucléaires. Regardez la Chine, notre voisin, le plus grand marché du 21e siècle, consomme tellement de charbon que chaque kilomètre

carré de Beijing, (Pékin) la capitale, reçoit en moyenne 39.2 tonnes de poussières pendant les mois d'hiver, j'ai bien dit 39.2 tonnes au kilomètre carré."

- "D'accord pour les avantages financiers et environnementaux mais qu'en est-il de l'aspect politique continua le PDG de la Banque de Tokyo. Cette découverte représente une coupure nette d'au moins 50% de la production pétrolière, que feront l'OPEP et les multinationales du pétrole?"

- "Vous avez raison reprit Sakaimoto, c'est pourquoi la prudence s'impose. Nous aborderons ces considérations plus tard en temps et lieu. Pour le moment, nous avons un autre problème sur le bras."

- "Un problème! "s'inquiète Nihisma

- "Pas insurmontable mais disons de taille....plutôt délicat."

- "De nature politique ?" interroge à nouveau le patron des mines

- "Politique et économique tranche sèchement Sakaimoto. Je veux parler des droits miniers. La république de Yakoutie pose peu de problème; ses besoins en devises nous permettront de les obtenir aisément; la grande difficulté vient du Québec."

- "Quelle difficulté!" s'emporte Nihisma

- "Des millions de mètres cubes d'eau dit lentement Sakaimoto pour que chacun comprenne bien. Dans cinq ans, le gisement minier canadien, par sa situation géographique en plein cœur du bassin hydrographique de Grande Baleine, sera submergé sous des montagnes d'eau. Nous n'avons pas le choix, la construction du complexe de la Baie James doit être arrêtée immédiatement sinon..."

- "Je tiens à vous signaler que le Canada est un bon partenaire commercial dit le banquier perplexe. Nos échanges commerciaux représentent 20 milliards par année et nous possédons des investissements majeurs dans ce pays, il ne faudrait pas..."

- "Rien! coupa encore une fois Sakaimoto, comparé au profit généré par l'hydrogène, nous parlons ici d'un marché 300 milliards de dollars par année pour au moins..."

- "100 ans selon nos pronostics miniers continua fièrement Nihisma. Des gisements immenses"...

- "Voilà! Sans oublier le but ultime qui sous-entend cette opération; notre promesse faite à notre empereur Hiro-Hito. Pour le moment, nous devons en savoir davantage avant d'établir

notre plan d'action. Je propose donc que nous mandations notre ambassade au Canada pour qu'elle nous fournisse un rapport complet sur ce projet hydroélectrique et sur la situation socio-économique de la province de Québec. Un rapport aussi sur les forces en présence pour et contre le projet. Enfin, il nous faut trouver un conglomérat industriel canadien avec qui s'associer pour la réalisation de notre projet minier. Pouvez-vous libérer maître Fujihama pour ce travail" demanda Sakaimoto en fixant l'homme devant lui.

- "Bien sûr répondit le président de Mitsubishi."

- "Vous comprendrez que nous aurons grandement des services de ce grand futurologue, maître de la prospective internationale pour qu'il nous prépare un dossier et plan d'action complet couvrant les trente prochaines d'années. Il est bien de pouvoir créer une nouvelle source d'énergie encore faut-il pouvoir la transporter là où on le veut, n'est-ce pas!"

A la fin de la réunion, il était évident pour chaque membre du club Hakko Ishui que le docteur Sakaimoto, directeur de l'Institut de l'énergie nationale avait pris le leadership des opérations. Dans leur fort intérieur, ils en étaient tous satisfaits.

XV

Yakoutie, URSS

Inutile de préciser que c'est en Yakoutie que l'on retrouve le plus de géologues au kilomètre carré. Presque tout est vierge, presque tout est à prendre, à exploiter et pourtant la république croupie sous les dettes, incapable de mettre en valeur ce don du ciel. Étant donné la dimension du territoire, l'énormité de la tâche à accomplir, les sommes à investir, l'aide extérieur s'impose. A tous les jours, les dirigeants de la Yakoutie se posent inlassablement la même question…comment?......comment?...et encore comment ?

Comment asseoir l'infrastructure nécessaire aux plans de développement qui dorment sur les tablettes? Comment les amener à pied d'œuvre? Comment recruter le personnel qualifié et surtout comment expédier ces tonnes de richesses à ceux qui les consomment?

A partir de 1960, le développement industriel de la Sibérie décolla après plusieurs années de querelles entre prospecteurs et théoriciens de l'économie. On décida finalement qu'il serait plus rentable d'amener les industries là où se trouvent les ressources et l'énergie. Le premier transsibérien construit sous les tsars entre 1890 et 1904 avait pour but de relier Moscou à Vladivostok, port de pêche et de guerre de l'extrême Orient, capitale de la lointaine république maritime du Pacifique. A l'époque, les préoccupations stratégiques, militaires et administratives étaient dominantes, l'intérêt économique secondaire. Cette voie de 9 175 kilomètres à été l'instrument essentiel qui a permis de consolider et d'accélérer la colonisation de la Sibérie méridionale. Soixante dix ans plus tard, l'espérance économique

du peuple soviétique reposa à nouveau sur le BAM: le Baikal-Amour-Magistrale, soit le dédoublement nordique du transsibérien par une nouvelle ligne de chemin de fer d'une longueur de 3 200 km permettant de rejoindre les plus importants gisements miniers de la Yakoutie. De loin, le plus gros investissement jamais consenti par l'URSS pour un projet d'ingénierie civile; près de 10 milliards de dollars comparable à l'effort initial de la conquête de l'espace par les Soviétiques. Grâce au BAM, des millions d'hectares de terres vierges où nul n'a jamais pénétré, prêtes à l'exploitation ont été désenclavées.

Comme pour le projet québécois de la Baie James, le projet du siècle soviétique élève l'ingénierie à des sommets jamais égalés. Le BAM, tout comme le barrage de LG2 étant des oeuvres d'art de la technologie moderne. Certains tunnels de la voie ferrée atteignent une longueur de 15 km - nécessité de se prémunir contre des tremblements de terre de magnitude 10 et des écarts de températures dépassant l00 degrés Celsius - vide absolu où il a fallu tout amener, hommes, machines et matériaux.

Les capitaux américains ont financé la Baie James; le yen, le BAM. En échange, des milliers de conteneurs japonais empruntent aujourd'hui le transsibérien vers la Russie, l'Europe de l'Est et de l'Ouest et même la côte est des États-Unis, ce qui fait gagner deux à trois semaines et coûte 30% moins cher. Depuis longtemps, le Japon sait qu'il ne peut plus se passer de la Russie et de la Chine. Le Japon est donc contraint de naviguer calmement entre les deux grandes puissances du continent asiatique en se montrant discret et prudent pour ne pas inquiéter les Américains. Ce jeu de cache-cache politique a pour but de rapatrier les fameuses îles Kouriles et Sakkaline, un archipel de 35 îles que les Japonais ont dû céder, en l945, aux Soviétiques comme butin de guerre. Les ogives nucléaires soviétiques de Sakkaline peuvent frapper en moins de 15 minutes Tokyo et tous les autres objectifs militaires ou complexes industriels japonais.

XVl

Japon

Le club Hakko Ishui a été fondé à la fin de la deuxième guerre mondiale. Peu d'Occidentaux se souviennent ou se sont aperçus que nulle part, dans le discours de Hiro-Hito mettant fin à la guerre en l945, apparaît les mots "capitulation", "défaite" ou "reddition"; l'empereur précisait simplement que les combats devaient cesser. A cette époque, les "arrogants" vainqueurs américains ont commis deux énormes erreurs qui ont cimenté à jamais la cohésion sociale des vaincus contre les Yankee: la bombe atomique de Nagasaki et le tabou du chrysanthème. La fondation du groupe Hakko Ishui devint la réponse japonaise des zaibatsu à cette Amérique irrespectueuse

Les 6 et 9 août l945, les villes japonaises d'Hiroshima et Nagasaki étaient littéralement "ramenés à l'âge de pierre", l'expression favorite du grand patron de l'US Air Force de

l'époque le général Curtis Le May. Tout au long de sa présidence, Harry Truman affirma que la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki avait sauvé un quart de million de vies humaines. Et pourtant, même le général Dwight Eisenhower informa ses supérieurs "que le Japon était déjà battu et que l'utilisation de la bombe était complètement inutile". Alors pourquoi l'holocauste nippon? Huit mois auparavant, le 13 février l945, Winston Churchill ordonne la destruction totale de Dresde. Pourtant, comme le montrèrent par la suite les photographies aériennes des avions Mosquito anglais, Dresde était totalement dépourvu d'installations militaires allemandes. Alors pourquoi l'holocauste allemand? Mais surtout, pourquoi une deuxième bombe atomique, celle de Nagasaki, alors que le Japon était déjà "knock-outé" par celle d'Hiroshima? Dresde, Hiroshima et Nagasaki n'étaient, en fait, que des villes-cobayes dont la destruction avait pour objectif d'impressionner militairement les Soviétiques et marquait "officieusement" le début de la guerre froide: stratégie diplomatique concoctée par le tandem Churchill-Truman. Le secret de cet explosif puissant modifiait complètement l'équilibre diplomatique en faveur des alliés. Restait donc à démontrer aux Russes qu'on possédait les capacités de les utiliser. Hiroshima et Nagasaki en firent la démonstration dramatique.

Ainsi, le 27 septembre l945 marqua la fin de deux mille six cents ans d'invincibilité japonaise. Ce jour-là, un petit homme portant jaquette noire, pantalon rayé et chapeau haut de forme, l'empereur déchu venait rencontrer le nouveau "shogun" américain: le général MacArthur, commandant suprême des forces alliées. La photographie immortalisant la rencontre, publiée à la une du Asahi Shimbun, plus grand journal de la planète, consterna le peuple japonais. MacArthur, les mains dans les poches, sans cravate, en simple chemise et pantalon beige se tient debout à côté de l'empereur qui lui arrive à peine à l'épaule. La tenue négligée du géant MacArthur et le contraste entre les deux hommes scandalisèrent, non seulement, les rédacteurs en chef des journaux japonais mais aussi presque tous les lecteurs. Le tabou du chrysanthème, interdisant à la presse japonaise de publier des photographies de l'empereur, fut ainsi donc violé sur ordre du SCAP, le commandement suprême des forces alliées. Le 28 septembre au soir, le club Hakko Ishui se forma pour la première fois et ses membres jurèrent à l'empereur que cette humiliation serait un jour vengée.

XVll

Québec

Le projet de société électrique du Québec a repoussé de plusieurs décennies l'échéance nucléaire. A l'élection de l970, le parti d'opposition était résolument pro-nucléaire, le parti au pouvoir, résolument hydroélectrique. Bourassa l'emporta. L'histoire a depuis donné raison au PM Bourassa. Il y a vingt ans, le pétrole assurait 70% de la consommation d'énergie; aujourd'hui, sa part est tombé à 43%. L'or noir a été remplacé surtout par l'électricité, qui répond maintenant à 40% des besoins énergétiques. En recourant ainsi massivement à l'électricité le Québec a presque doublé son degré d'autonomie énergétique

qui approche maintenant les 80%. Non seulement, l'hydroélectricité s'est avérée plus rentable économiquement mais surtout, l'industrie nucléaire n'a cessé depuis de suivre un véritable chemin de croix parsemé d'embûches qui ont miné grandement la crédibilité de cette nouvelle technologie énergétique.

Le credo énergétique de Bourassa est à la base du credo énergétique du Québec. Seule une économie forte et saine assurera l'avenir collectif et autonomiste du peuple québécois. Stabilité politique, main-d'œuvre qualifiée et disponible, énergie propre et peu coûteuse, baisse d'impôt pour les investisseurs aime répéter Bourassa aux industriels américains et européens. D'où l'importance du traité de libre échange avec les Américains qui engage la société québécoise dans le jeu de la concurrence internationale. Seule ombre au tableau, la question des Autochtones, son talon d'Achille. Encore une fois, en relançant le projet Grande Baleine, la tension monte entre les deux groupes ethniques, blancs du Sud, autochtones du Nord. Surtout que maintenant, l'opposition amérindienne aux projets hydroélectriques a franchi la frontière. Européens et Américains entendent de plus en plus parler des projets de Bourassa; les Cris, maniant les relations publiques comme auparavant le tomahawk.

Toute la stratégie médiatique des Autochtones se jouera dorénavant à l'extérieur des frontières canadiennes, à New York, Washington, Londres et Paris. Leur slogan: “le territoire cri n'est plus à vendre”. Déjà, l'expédition en canot, qui les a amenée de la Baie d'Hudson à l'Hudson river à New York, a porté fruit. La National Audubon Society, puissante organisation écologique forte de ses 550 000 membres, n'a pas tardé à réagir en affirmant que le projet hydroélectrique du gouvernement québécois met en péril un écosystème unique au monde. Elle entend mener une bataille judiciaire féroce en réclamant aux tribunaux américains un moratoire sur tous les contrats de vente liant Hydro-Québec et les États du Nord-Est américain. Audubon est un adversaire de taille qui dispose d'un budget annuel de 35 millions et se compose d'une équipe de 200 environnementalistes. Elle produit aussi des émissions de télévision de prestige diffusées par la chaîne éducative américaine PBS.

Son intervention est basée sur le fait que les citoyens américains sont à la source des demandes accrues d'électricité en provenance du Québec. C'est cette opinion publique américaine qui est la cible. En quelques mois, la National Audubon Society s'est retrouvé à la tête d'un imposant groupe de pression dont le Parti vert du Vermont, le groupe No Thank du Maine, Greenpeace, les Amis de la terre et la fédération québécoise de la faune; en tout, plus de 34 organisations reconnues formant un puissant lobby contre les projets du Premier ministre Bourassa. Sans compter le Japon qui se mettra lui aussi de la partie.

XVlll

Tokyo, 4 novembre 90

Trois mois se sont écoulés depuis la découverte de professeur Yokoi, deux mois depuis la dernière rencontre du club Hakko Ishui. Depuis, maître Fujihama est au travail. Les rapports, analyses, dossiers et statistiques arrivent à une vitesse folle sur les téléscripteurs. En un mois, les attachés des ambassades japonaises à Moscou et Ottawa ont amassé une somme impressionnante de données couvrant toute l'activité sociale, économique et politique tant de l'Union soviétique que du Québec. Jamais, on avait vu autant de Japonais dans les officines des ministères concernés et ciblés. Une armée nipponne d'ingénieurs, d'économistes épluchaient, comme une nuée de sauterelles dans un champs de mais, des centaines de rapports, d'études techniques et statistiques. Toutes ces données, une fois rendues à Tokyo, étaient colligées par une équipe de vingt informaticiens supervisés par le maître de la prospective japonaise.

Le secret de Fujihama est aussi un secret d'État: l'ordinateur photonique, d'une puissance telle qu'il dépasse de plusieurs générations tout ce qui existe sur terre. La photonique est une technologie fondée sur le laser qui manipule et transforme les signaux avec la lumière plutôt que par l'électronique classique, les puces. Chaque disque de trois pouces de diamètre contient 550 dispositifs optiques. Chacun de ses dispositifs peut-être utilisé pour transmettre, à titre d'exemple, le texte entier de l'encyclopédie Britannica de Boston à Washington en une seconde. Une grande partie de "l'infaillibilité" du futurologue repose sur ces dispositifs optiques qui lui fournissent, en quelques minutes des rapports d'une exactitude jusqu'ici inégalée; rapports appelés dans le jargon du milieu: des études d'impacts cumulatifs. L'étude d'impacts cumulatifs, comme son nom l'indique, ne se limite pas à l'analyse d'un élément unique. Au contraire, elle exprime la connaissance globale d'un milieu donné, sa dynamique propre et son évolution. Ainsi, l'étude d'impacts cumulatifs sur le contrôle mondial du système production-consommation de l'hydrogène a tenu compte de paramètres comme: la situation économique et politique mondiale en rapport avec la répartition d'eau douce sur la planète, de la production de l'électricité, les voies internationales de transport maritime, les relations Nord-Sud et ainsi de suite.

L'étude de Fujihama se dessine comme suit sur la carte du monde. Après obtention des droits miniers russes et québécois, deux technopoles nordiques seront construites sur les sites miniers. L'ytterbium soviétique empruntera le BAM jusqu'au port de Vladivostok où il embarquera sur d'immenses minéraliers en direction de la Baie d'Hudson via le passage du nord-ouest. Point de chute, le port en eau profonde de Poste à la Baleine qui sera construit en liaison avec l'usine de transformation du minerai en piles à conversion. Les minéraliers à lège repartiront remplis de caisses contenant les piles à conversion pour distribution. A Montréal, un complexe de transformation d'hydrogène utilisera par pompage l'eau douce du Saint-Laurent; il en sera ainsi sur la Léna en Yakoutie. Toutes les rivières importantes se

jetant dans le Saint-Laurent comme la Saint-Maurice, la Montmorency, le Saguenay, la Moisie, la Romaine posséderont leur usine de pompage et d'hydrogène reliée par un réseau de pipe line aboutissant au port de Sept Iles qui alimentera d'immenses tankers d'hydrogène liquide qui, à leur tour, alimenteront les Amériques et l'Afrique. De Yakoutsk partiront deux importants réseaux de pipe-line reliant et transportant l'hydrogène fourni par toutes les grandes rivières de Sibérie. Un réseau se dirigera vers Moscou et alimentera l'Europe; le deuxième, vers le sud jusqu'au port de Vladivostok, alimentera le Japon, l'Asie, l'Indonésie et l'Australie par tankers. Éventuellement, toutes les grandes rivières de la planète pourront servir à produire de l'hydrogène sur place, cependant, l'URSS, le Canada avec presque 40% de l'eau douce au monde et le Brésil, grâce à l'immense bassin hydrographique amazonien, seront les plus grands producteurs mondiaux d'hydrogène.

- "Mais c'est colossal! s'écrie estomaqué le président de Mitsubishi devant les membres du club Hakko Ishui réunis pour entendre maître Fujihama et son projet. Et combien cela nous coûtera -t-il ?"

- "Nos prévisions se chiffrent à un trillion 800 milliards de dollars...en dollars constants bien sûr répartis sur 30 ans", répond calmement le futurologue.

- "C'est beaucoup observa une voix discrète."

- "C'est peu trancha Sakaimoto pour le contrôle de cette source d'énergie."

- "Mais dites-moi maître Fujihama, demande inquiet le président de Sanyo, pourquoi faites-vous de Montréal la capitale mondiale de l'hydrogène? Pourquoi la seule usine de piles à conversion se retrouve-t-elle au Québec? En somme, pourquoi créer tant d'emplois au Québec? Ne pourrions-nous pas construire la pile ici au Japon?"

Maître Fujihama, d'un calme rassurant, tend à son interlocuteur un dossier fort détaillé. - "Comme vous le verrez après analyse dit-il, cette étude d'impacts cumulatifs démontre que le Canada possède le quart des réserves d'eau douce de la planète, un autre quart en Sibérie. Deux régions peu peuplées se partagent près de la moitié de l'eau douce sur terre. De Sept-Iles, port en eau profonde, nous pouvons facilement rejoindre, par la voie maritime du Saint-Laurent, le Midwest américain et par l'Atlantique les ports des deux Amériques et d'Afrique. Ajouter à cela le traité de libre-échange canado-américain nous permettant de contourner les lois protectionnistes dirigées contre nous. Enfin, la déchéance socio-économique de l'Est de Montréal fait, de ce quartier ouvrier, un réservoir de main-d'œuvre non négligeable, l'est de Montréal, c'est le tiers-monde du Québec. L'étude d'impacts nous apprend que 20% de la population de Montréal vit sous le seuil de pauvreté, plus de 40% dans les quartiers de l'est. Ces quartiers sont à l'abandon, les terrains peuvent s'acquérir pour une bouchée de pain. Nous allons faire de la ville la plus démunie au Canada, la plus prospère".

- “Mais pourquoi?” insiste à nouveau le président de Sanyo.

- “En annexe l, vous verrez, dit calmement Fujihama, que nos propres statistiques nous confirment que, dans l0 ans, le Japon se retrouvera à court de 2.6 millions de travailleurs qualifiés pour faire fonctionner nos industries déjà existantes. Pour accroître notre part du marché mondial, il est urgent de trouver de nouveaux réservoirs de main-d’œuvre. Il y aura la Chine, un jour, mais présentement, nos relations sont trop tendues sur trop de sujets de discorde. Par contre, l’analyse du miracle économique des Québécois, la croissance fulgurante du Québec depuis les années 60 ressemblent beaucoup à la nôtre au niveau international probablement, parce que tous deux, nous avons subi un jour une défaite militaire et surtout, avons été humiliés par les vainqueurs. Croyez-moi, mon étude récente de la société québécoise me laisse penser que, psychologiquement, il y a plus de ressemblance entre un Japonais et un Québécois qu’il n’y en aura jamais entre un homme d’affaire de Montréal et de Toronto. Quelqu’un dans cette salle a-t-il déjà entendu du nationalisme canadien?”

- “Vous avez probablement raison dit en riant le président de la Banque de Tokyo. Maintenant, dites-moi comment allons-nous tirer notre épingle du jeu? Vous savez fort bien que l’annonce de cette découverte extraordinaire et de votre projet international de production d’hydrogène vont provoquer un déséquilibre, un tremblement de terre, un raz de marée économique parmi les autres grandes puissances; jamais les Russes et les Américains vont nous laisser jouer la carte de l’hydrogène à notre seul profit, n’est-ce pas maître?”

- “Vous avez parfaitement raison, reprit calmement Fujihama. Voilà pourquoi Montréal revêt une telle importance stratégique, c’est son atout majeur, sa proximité avec les États-Unis. Les missiles soviétiques de Sakkaline, à moins de 15 minutes du Japon, font de notre pays un endroit trop vulnérable si l’ours soviétique se réveille. En fixant nos installations au Québec, nous tombons automatiquement sous la protection du bouclier nucléaire américain. Si affrontement il y a, Russes et Américains paieront la note. En d’autres mots, le meilleur moyen de gérer le chaos, c’est de le provoquer.”

- “Merci, maître Fujihama pour cet excellent exposé dit Sakaimoto. Vous pouvez maintenant quitter, vous avez carte blanche.”

Docilement, le futurologue quitte l’assemblée. Après quelques instants de silence, le docteur Sakaimoto remet à chacun des membres la traduction japonaise de la première page du quotidien “La Presse” premier quotidien francophone d’Amérique, second au monde.

La Presse, 5 novembre 1990

Décès accidentel de George Carmichaël.

Triton Système, le plus puissant conglomérat militaro-industriel canadien, vient de perdre son président et actionnaire majoritaire, M. George Carmichaël, mort accidentellement dans l'écrasement de son avion près de Causapscal, dans la vallée de la Matapédia. Monsieur Carmichaël, seul au commande de son bimoteur, revenait d'une excursion de chasse à la réserve faunique de Matane. Selon les inspecteurs de Transport Canada, présentement sur les lieux, l'enquête s'annonce difficile, l'avion s'étant totalement désintégré sous la force de l'impact. L'absence de témoin.........................

Après la lecture de la dépêche, aucun membre du club Hakko Ishui n'osa demander à Sakaimoto si la mort de Carmichaël était vraiment accidentelle. Puisqu'il en est ainsi autant profiter du hasard et comme le hasard fait souvent bien les choses......Seul le président de Mitsubishi prit la parole pour clore l'assemblée. - "Puisque le Québec et Montréal deviennent le pivot stratégique de toute cette opération, je suggère que cette opération soit maintenant connue et appelée entre nous sous le nom " lys de Heisi"; le lys étant l'emblème floral du Québec."

Depuis ce jour, un magnifique lys trône en permanence au milieu de l'énorme bouquet de chrysanthèmes ornant la salle de réunion du club Hakko Ishui.

XX

Tadoussac, Québec, 6 novembre 90

Marie Carmichaël, grande et svelte, cheveux noirs retenus par un bandeau montagnais aux couleurs vives, coupe d'une main sûre et experte la chair blanche et graisseuse d'un autre béluga retrouvé sans vie, gisant sur une grande plage de sable blond près de Tadoussac, endroit de villégiature réputé pour l'observation de baleines et situé à l'embouchure de la rivière Saguenay sur les rives du Saint-Laurent.

A la hauteur du Saguenay, la profondeur du Saint-Laurent passe de 300 à 30 mètres sur une distance de 20 km. Par le fond, arrive alors une masse d'eau salée de l'Atlantique qui frappe la paroi abrupte et provoque un brassage formidable. En surface l'eau moins salée du Saguenay s'écoule avec un fort débit vers la mer, oubliant sur son passage des particules d'une grande richesse nutritive qui accélèrent le développement du plancton. Outre les marées, divers tourbillons et autres courants secondaires horizontaux et verticaux agitent sans cesse les eaux ainsi grandement oxygénées. Au fil des siècles, Tadoussac est devenu le rendez-vous des grands cétacés en mal de reproduction. Pour combien de temps encore? Il

existe, aujourd'hui, plus de quatre millions de composés chimiques officiels employés au Canada et aux États-Unis dont 33 000 sont employés couramment. En quelques décennies, ces polluants ont transformé les Grands Lacs en une immense toilette dont les déchets disparaissent dans un grand tuyau d'évacuation appelé fleuve Saint-Laurent, branché directement sur un super égout nommé océan Atlantique. Le système hydrographique Grands Lacs Saint-Laurent, formé par le retrait d'un glacier il y a 15 000 ans, est devenu en quelques décennies, en l'espace d'à peine trois générations, l'un des régions les plus contaminées de la planète. Le ventre des bélugas en est une preuve irréfutable.

Une fois encore, l'autopsie pratiquée par la biologiste confirmera la présence de métaux lourds (mercure, cadmium, cobalt, chrome, zinc, cuivres) de plusieurs produits organiques nocifs (des HAP, des BAP, des BPC, du mirex, du DDT) et des pesticides tels que chlordane, lindane et dieldrine. Comme d'habitude, l'étude pathologique du cétacé se lira comme suit: cancer de la vessie, anévrisme de tronc pulmonaire, dermatite, fibrose de la rate, ulcères gastriques perforées ainsi que plusieurs tumeurs.

Contrairement aux autres espèces de baleine, le béluga est le seul qui demeure dans le Saint-Laurent toute l'année. Son alimentation est très diversifiée mais opportuniste se concentrant sur la proie la plus abondante du moment. Selon les mois de l'année, son menu se compose de morues, de capelans, de harengs, d'éperlans, de crevettes et d'anguilles. A chaque automne, les anguilles du lac Ontario, fortement contaminées par la bouillabaisse chimique des rejets domestiques et industriels de quelques 6 000 industries et de plus de 60 millions d'individus, descendent le fleuve, se dirigeant vers la mer des Sargasses pour s'y reproduire. Il suffit qu'un béluga consomme 88 kilogrammes d'anguilles, moins de 2% de ses besoins alimentaires annuels, au moment où les anguilles traversent la région de Tadoussac, pour expliquer sa mort précoce. Pour Marie Carmichaël, sauver les bélugas de cet égout à ciel ouvert, c'est aussi sauver la race humaine, prochaine espèce à être inscrite dans la longue liste des animaux en voie d'extinction.

Sa vie est un inlassable combat personnel contre la négligence et l'indolence d'une société de "junk bonds" humains asphyxiée par ses propres excréments. Drapeaux, religion et famille ne provoquent en elle aucun sentiment d'appartenance. Pour elle, la notion de valeurs traditionnelles doit aussi inclure l'esclavage de millions d'êtres humains et la barbarie des industriels de la mort. Toute sa vie, elle s'est opposée à son père, PDG et actionnaire majoritaire de Triton Système, qu'elle appelait "Python Système" pour bien marquer son dégoût. A la mort de sa mère, elle rompit définitivement tout lien familial et sentimental avec son père, quitta le foyer à l'âge de 20 ans et entreprit des études de biologie marine en Californie. Cinq ans plus tard, elle revint au Canada et s'installa à Tadoussac pour entreprendre sa thèse de doctorat sur les cétacés, elle y est toujours restée depuis.

Un matin, comme ça, sans crier gare, à l'aube de ses trente cinq ans, un télégramme vient bouleverser sa vie paisible. Ce télégramme, signé du nom d'une étude notariale reconnue, lui apprend qu'elle se retrouve unique héritière du plus grand complexe militaro-industriel canadien, elle qui s'était réfugiée dans l'écologie justement pour oublier cet état de fait. Pendant quelques instants, elle se demanda sérieusement s'il fallait comprendre quelque chose au destin ou si son père ne la faisait pas chier une dernière fois?

Les funérailles furent un enfer. Pendant trois jours, elle côtoya tout le gratin politico-militaire canadien.....l'horreur. Sa visite chez le notaire lui apprit l'étendue de son empire et de sa fortune personnelle. Elle vacilla devant cette avalanche de chiffres. Seul réconfort, ce télégramme de condoléances accompagné d'un billet d'avion et d'une notice l'invitant au Congrès de Tokyo où, sous l'égide de la société Mitsubishi, les plus grands savants des plus prestigieux instituts scientifiques du monde, se rencontreront. Pendant une semaine, on y parlera de prospective, on fera refleurir des déserts, on construira des barrages ici et là, on parlera de conservation de la nature. - "Dieu merci! dit-elle en lisant la missive, en plein ce qu'il me faut pour me changer les idées."

XXl

Congrès de Tokyo, Japon, décembre 90

Plus cette conférence internationale avançait, plus elle appréciait. Enfin, Marie Carmichaël se retrouvait en territoire ami discutant avec différents confrères de toutes nationalités. Elle avait laissé une forte impression lors du séminaire sur la protection des cétacés. Après avoir décrit la nature de ces travaux de recherche, elle s'était livrée à un vibrant réquisitoire pour la survie des espèces marines en voie de disparition. L'ovation, qu'elle reçut de ses pairs de la communauté scientifique internationale, l'exalta au plus haut point. C'est alors que Masaki Nakajima, directeur de l'Institut océanographique de Tokyo, lui proposa, en aparté, un tête-à-tête surprenant avec maître Fujihama, leader mondialement reconnu de la prospective. Elle, qui un mois auparavant s'occupait des bélugas du Saint-Laurent, se retrouve maintenant à la tête d'un empire industriel et s'apprête à rencontrer une des sommités du Japon moderne.

Le rendez-vous eut lieu dans un magnifique jardin japonais dont l'harmonie reflète une culture millénaire qui, sous bien des aspects, nous échappe complètement. Accompagné du directeur de l'Institut océanographique, maître Fujihama fit son entrée; l'homme impose le respect. Après les salutations d'usage, tous trois se retirèrent à l'intérieur du pavillon inspiré de l'architecture de l'époque Kamakura (1185-1392); époque où naquit la caste des samouraïs ainsi que son code d'éthique: le hagakure, son code d'honneur: le bushido, tous deux basés sur le confucianisme et le zen.

- "J'ai bien connu votre père dit solennellement Fujihama. Sa puissance était telle qu'aucun

milieu diplomatique lui était fermé. Tout à fait normal pour l'un des plus grands marchands d'armes au monde." Cette dernière remarque indisposa quelque peu la Québécoise. Elle s'apprêta à l'interrompre puis, se retient.

- "L'accroissement des ventes d'armes au tiers-monde, de continuer le Japonais, annonce d'autres tensions et m'inquiète au plus haut point car il permet dorénavant aux belligérants de mener des guerres longues et de grande envergure. Lors du conflit Iran-Irak, quarante et un pays ont participé à l'effort de guerre de l'une ou l'autre partie; vingt et un pays ont approvisionné en armement les deux adversaires. Lors du conflit Koweit-Irak, la force de frappe des forces de la coalition a démontré sa puissance mais à quel prix en vie humaine. Il est faux de prétendre que ce sont des conflits dits "régionaux" lorsque l'on constate le nombre de pays impliqués. A l'opposé, j'ai préparé pour vous une étude d'impacts cumulatifs dont j'aimerais que vous preniez connaissance. Ce document explique très bien que plus les pays atteignent un niveau d'interdépendance économique plus il leurs est difficile d'entrer en conflit entre eux. A cette fin, nous pensons créer un Fonds international d'investissement dont le but sera de donner la possibilité aux scientifiques du monde entier de travailler sur des projets colossaux de nature pacifique. Nous pensons, en autre, à la construction du canal de Kra en Malaisie et d'un barrage sur le Brahmapoutre en Inde. Tout en nous assurant une place prépondérante sur l'échiquier asiatique de l'an 2000, ces projets aideront à l'enrichissement de la Malaisie et de l'Inde, tous deux en voie de développement. Nous aimerions vous associer à ces projets de développement".

- "Rien de moins réplique l'héritière en souriant. Vous savez maître, je vous connais de réputation par vos travaux mais bien peu de gens savent qui vous êtes?"

- "Disons que je suis un vieux visionnaire qui a vu son pays coloniser la Corée, envahir la Manchourie, couler la flotte américaine à Pearl Harbour, recevoir deux bombes atomiques sur la tête, signer la fin des hostilités, reconstruire toute son économie et remonter la pente jusqu'à devenir l'un des pays le plus riche de la planète."

- "Rien que ça!", ironise-t-elle.

- "Je sais, reprend-t-il affable, que vous êtes très mal à l'aise en ce moment de vous retrouver à la tête d'un immense complexe militaro-industriel."

Après quelques instants de silence, le futurologue fit signe au directeur de l'Institut océanographique qui prit aussitôt la parole.

- "Avant de vous départir de vos industries, j'aimerais que vous songiez à l'aventure, à l'alternative que nous vous proposons. Nous croyons que vous voulez vendre vos compagnies et fonder avec ces millions un centre de recherche océanographique. Est-ce que je me trompe?"

- “C’est une possibilité “, répondit vaguement la Québécoise

- “D’accord continua Nakajima. Par contre, cette vente ne changerait rien au fait que vos compagnies militaires resteraient militaires dans les mains des nouveaux propriétaires. Nous vous suggérons plutôt de nous les céder et en retour, nous vous promettons de les reconvertir dans l’ingénierie civile et ainsi affaiblir l’industrie et les lobbyistes de la mort. Nous vous proposons de racheter votre consortium et votre bloc d’actions au prix courant, soit près de 1 milliard 350 millions de dollars; vous construisez votre centre de recherche océanographique et ensuite, nous vous garantissons un jumelage avec notre institut sur un projet de recherche conjoint sur le phénomène des transferts interactifs de la chaleur et des polluants entre l’atmosphère et l’océan. Vous savez sans doute que c’est là que se jouera l’avenir de la planète?”

- “Vous parlez du cycle du carbone?”

- “Exact!”.

Le cycle du carbone est un des mécanismes essentiels de la vie sur terre dont l’étude récente permit de découvrir l’énorme potentiel épurateur des océans. Nous rejetons 3 000 000 de tonnes par année de plomb dans l’atmosphère depuis l’ère de l’automobile. L’océan nous a débarrassé de la moitié du plomb émis depuis le début de la révolution industrielle au siècle dernier. L’Atlantique Nord reçût, à lui seul, 60% du plomb circulant dans notre hémisphère. Aspiré par l’océan, le plomb dans l’atmosphère finit par se fixer à tout jamais au fond de l’écosystème marin. Il y serait définitivement piégé et neutralisé dans les sédiments. Grâce à ce transfert interactif entre l’air et l’eau, nous fûmes sauvés d’une catastrophe écologique plus grave encore. Trois semaines après l’accident nucléaire de Tchernobyl en URSS, la radioactivité commence à apparaître à 200 mètres de profondeur. Le plancton de surface a joué son rôle épurateur en excrétant la radioactivité absorbée en surface vers le fond. Une semaine plus tard, la radioactivité revenait à des taux presque normaux.

- “Cette proposition est en effet fort intéressante dit Marie mais quelles garanties ai-je que vous allez respecter votre parole de pacifier le consortium?”

- “Nous nommerons, s’il accepte bien sûr, Charles Haumont, président de la nouvelle société, le meilleur ami de votre famille, grand diplomate de carrière et votre parrain si je me trompe!”

- “Cette garantie est nettement insuffisante vue l’ampleur de la transaction”.

- “Que désirez-vous alors?” s’inquiète le directeur de l’Institut océanographique.

- “Vous devez me démontrer votre bonne foi, c’est tout. Car voyez-vous j’ai de la difficulté

à croire que le plus grand assassin mondial de la faune aquatique qu'est le Japon soit subitement viré au vert."

- "Qu'attendez-vous de nous?" s'inquiète aussi Fujihama.

- "Simplement que votre gouvernement mette fin au massacre des cétacés et à la pêche aux filets dérivants."

La pêche aux filets dérivants consiste à laisser traîner derrière le chalutier un filet de 35 à 60 kilomètres de long à 10 ou 15 mètres de profondeur ramassant tout sur son passage. Mille deux cents bateaux connus pratiquent cette pêche. En allouant une moyenne de 30 kilomètres de filets par bateaux, c'est 36 000 kilomètres de filets dérivants qui sont employés à chaque nuit dans le Pacifique Nord durant les six mois de la saison de pêche. Des milliers de poisons d'espèces non-commerciales meurent inutilement chaque nuit, des centaines d'oiseaux plongeurs se retrouvent noyés dans les mailles des filets.

- "Mais pourquoi seulement nous alors que vous savez très bien que les Coréens, les Chinois, les Malais pratiquent aussi ce type de pêche dit nerveusement le directeur."

- "Maître Fujihama n'a-t-il pas dit que "nous nous devons de donner l'exemple" Alors favoriser l'adoption de mesures internationales aux Nations-Unies bannissant à jamais ce crime "

- "Vous aurez votre réponse bientôt", répondit sèchement Fujihama peu habitué aux ultimatums.

XXll

Yakoutsk, URSS

L'URSS compte des scientifiques et des ingénieurs par millions, c'est indéniable, mais l'état de la recherche y est lamentable. Depuis la perestroïka, il est de plus en plus évident que le régime totalitaire stalinien a freiné l'économie mais aussi le développement scientifique et technique. Le climat de peur de ce terrorisme idéologique a semé une gangrène paranoïaque dans le milieu scientifique se traduisant par la résurgence de l'arrivisme, la falsification de données, l'appropriation des travaux d'autrui, la tendance à s'imposer comme co-auteur. Et la situation perdure: tel directeur fait rédiger sa thèse par un subordonné qui n'a pas d'autre moyen à sa disposition pour obtenir enfin un logement individuel.

Les terres lointaines de la Yakoutie devinrent donc un refuge pour les scientifiques fuyant l'univers pourri de la capitale. Comment autrement expliquer la présence de plus de 2 000 professeurs pour le seul institut polytechnique de Yakoutsk situé en plein cœur d'un territoire

que l'on décrit comme le plus inhospitalier au monde ? Les primes d'éloignement accordées aux chercheurs et ingénieurs y sont pour quelques choses; salaires trois fois plus élevés qu'à Moscou, bons de séjour gratuits dans les sanatoriums de la mer noire, voyages touristiques gratuits à travers l'URSS et même quelques fois à l'étranger.

Ce climat de travail douillet est donc favorable aux grandes explosions créatrices, aux folies contrôlées. Des projets existent déjà de villes sous dôme de verre, complètement air-conditionné s'ouvrant l'été comme fleur au soleil. Des centrales géothermiques sont projetées dans la région volcanique des geysers du Hamtchatka notamment par des puits de récupération forés dans les flancs du volcan Avatchinski. Une usine marémotrice expérimentale de cent mille kilowatts dans la mer d'Okhotsk sur laquelle les experts soviétiques fondent de grand espoir.

XXlll

Zurich, Suisse, 20 janvier 91

Zurich est le berceau de l'activité bancaire helvétique. L'économie moderne s'y manifesta fort tôt, dès l755, avec la création de la première banque suisse. Les fonds étrangers y affluèrent et se placèrent en hypothèques terriennes à des taux très bas, si bien que les capitaux suisses se retrouvèrent sous-employés. Les Zurichois décident alors de prendre des risques à l'étranger au moment où les étrangers cherchent la sécurité en Suisse. Grâce à cet esprit d'audace, naissent la Banque de Leu et le rôle de Zurich comme place financière internationale.

Maître Fujihama avait tenu parole. Avant son départ de Tokyo pour la Suisse, le Asahi News, l'édition anglaise du grand journal nippon, annonçait la fin de la pêche aux filets dérivants dans le Pacifique Nord. La rencontre de Fujihama avec Charles Haumont, prévue au consulat japonais de Zurich, va donc commencer sous de bons augures.

Après un entretien avec l'héritière, Charles Haumont ne fut pas long à convaincre, sa curiosité l'emportant sur son intérêt personnel. Déjà, il entrevoyait les défis diplomatiques que comportait la création du Fonds international d'investissement et les projets d'ingénierie civile s'y rattachant. De plus, cet ex-diplomate de carrière partageait complètement l'analyse démilitariste du Japonais. Comme diplomate, il avait apporté une contribution importante à la promotion et à la défense de la position canadienne donnant ainsi au Canada, un rôle clé comme "peace keepers" à l'intérieur de multiples forum et comités des Nations-Unies.

- "Je me réjouis de votre présence", dit gentiment Fujihama en recevant le diplomate dans le salon du consulat

- "Je suis tout aussi honoré", répond poliment le diplomate.

- “J’imagine reprit le futurologue que vous avez déjà analysé et retourné dans tous les sens ma proposition de vous nommer président de Triton Système. Je vous écoute donc.”

- “En effet, comme diplomate, je me suis premièrement demander pourquoi, ces deux projets, le canal de Kra et le barrage du Brahmapoutre, vous tenaient si à cœur. C’est en regardant la mappemonde que j’ai compris votre stratégie. Le barrage du Brahmapoutre enrichira considérablement l’Inde. L’agriculture par irrigation à partir des eaux du bassin de retenue atteindra son plein rendement, l’énergie électrique sera disponible pour le développement industriel donc, le niveau de vie des Indiens s’élèvera rapidement.”

Haumont marque une pose essayant de percevoir une quelconque réaction chez le Japonais.
- “Continuez, c’est très intéressant”, dit impassible le futurologue.

- “Donc, de reprendre Haumont, qui dit hausse du niveau de vie dit hausse du marché à la consommation. Toute la stratégie commerciale du Japon se retrouve ici condensée. Trop peu d’économistes occidentaux ont compris que la notion de profit capitaliste vous est secondaire. Non ce qui compte avant tout c’est l’accroissement de la part du marché mondial, là est le véritable profit, non pas pour la compagnie mais pour la nation. Or, qui profitera de la soudaine richesse indienne? L’infrastructure industrielle indienne, carrément déficiente, sera incapable de répondre à la demande en biens de consommation et en nouvelles technologies. Tous les pays frontaliers de l’Inde se retrouvent dans la même situation. Le seul pays capable de répondre à la demande est à la fois près et loin de l’Inde; le Japon bien sûr. Sauf que sans le canal de Kra, les coûts de transport seront énormes. Résumons-nous, le Fonds d’investissement finance un barrage, Triton Système obtient le contrat de gérance, le projet enrichit l’Inde, ensuite, le Japon inonde de ses produits le marché indien via le canal de Kra. Un marché, disons-le, de 950 millions d’individus, le deuxième plus gros marché potentiel au monde après la Chine. De quoi faire fonctionner l’industrie nippone à plein régime pendant 20 ans soit le temps nécessaire à l’Inde pour combler son retard technologique. Maintenant, maître, à votre tour de m’expliquer. Cette stratégie ne ressemble-t-elle pas à une sorte de colonialisme économique?”

-.”Voilà un bien grand mot dit le Japonais employé avec une pointe d’ironie. L’histoire du XXe siècle ne nous enseigne-t-elle pas qu’en bout de ligne, les pays du tiers-monde qui ont connu la colonisation occidentale s’en sorte mieux que les autres. Précisons toutefois que le colonialisme est une notion politique qui ne peut s’appliquer à l’économique Dans une économie de marché libre, les frontières existent de moins en moins, on parlera plutôt d’investissement étranger. Je ne dis pas ici que le colonialisme politique fut une bonne aventure, loin de là. Je constate simplement qu’économiquement, le colonialisme a créé des infrastructures commerciales et industrielles qui profitent aujourd’hui au pays tiers-mondistes débarrassés de leurs envahisseurs.

- "Par contre dit Haumont, le Japon colonialiste s'est permis des atrocités envers les Coréens qui relèguent les réserves amérindiennes du Canada à un genre de club Med pour yuppies.

Fujihama feint la remarque. - "Je suis et reste partisan de l'indépendance pour ces pays. Sauf qu'historiquement, malgré l'ignominie de la présence japonaise en Corée, toute l'infrastructure industrielle de la Corée moderne: système d'irrigation, construction de route, a été préparé par la présence japonaise.".

- "Si je vous suis bien, vous me dites que le colonialisme politique fut une erreur mais pas le colonialisme économique."

- "Exact et pour être plus précis, ajoutons que c'est l'erreur historique qu'ont commis la plupart des pays impérialistes du 20e siècle. Plus une puissance impérialiste s'armait pour mener à bien ses projets hégémoniques, plus elle déclinait de l'intérieur. Il en a été ainsi du Japon en Manchourie, des États-Unis au Vietnam et de l'URSS en Afghanistan

- "Erreur historique qui, à cause de la présence américaine dans le conflit du Vietnam, a renforcé votre leadership économique sur la planète."

- "Nous nous comprenons parfaitement remarque le futurologue. N'est ce pas l'historien anglais Toynbee qui disait: "méconnaître son passé, c'est se condamner à le revivre". Eh bien!, il me semble que les Américains n'ont pas tiré les bonnes leçons de leur expérience au Vietnam. Fin analyste de la diplomatie internationale, vous savez que la montée industrielle du Japon correspond au déclin des USA comme puissance économique et que le tout a commencé avec la guerre du Vietnam. A cette époque, Washington n'a jamais voulu admettre qu'il était en guerre. Le gouvernement a essayé de produire des armes sans couper dans la production de biens de consommation. Le résultat fut d'étrangler la recherche en haute technologie parce que l'on avait besoin d'argent pour la production massive d'armement. Aujourd'hui, avec le conflit Koweit-Irak, les États-Unis ont démontré l'ampleur de leur déclin en se comportant comme des mercenaires à la solde des pays arabes. Sans les milliards koweitiens et saoudiens, les États-Unis auraient été incapables économiquement, au risque d'une récession sans précédente, d'affronter Saddam Hussein."

- "Laissez-moi continuer votre raisonnement", demande le Canadien visiblement heureux de participer à une telle analyse de la situation politique internationale.

- "Je vous prie", acquiesce Fujihama

- "Même scénario pour l'URSS commente Haumont. La guerre de l'Afghanistan lui a coûté très cher. Le retrait des Soviétiques du conflit coïncide avec cette déclaration de Gorbatchev qui affirma qu'à long terme, la sécurité de son pays et son statut de superpuissance dépend

de la santé économique de son économie. Toute la politique étrangère soviétique en fut ébranlée. Distancé de plus en plus par l'Occident en matière de technologie, du train où vont les choses, l'URSS, dans dix ans, fera figure de pays du tiers-monde. L'objectif central du président soviétique est donc d'obtenir une trêve dans la course aux armements afin de consacrer d'importantes ressources financières à la modernisation de l'économie. On se retrouve donc avec deux superpuissances en crise financière due à leurs dépenses militaires et une dette extérieure trop élevée. Pendant ce temps, l'étoile filante japonaise continue sa route vers le sommet. La paix et la liberté de commerce demeurent pour le Japon une nécessité vitale. Le Japon, comme puissance économique, ne veut pas et surtout, ne peut pas jouer à l'arrogance militaire. Lui reste donc que la carte de la démilitarisation."

- "C'est ici que vous intervenez si vous acceptez notre offre bien sûr dit Fujihama. Nous voulons faire de Triton Système un exemple international démontrant que la reconversion à des fins civils d'un consortium militaire est plus profitable."

- "Et qu'attendez-vous de moi?"

- Nous rachetons Triton Système à l'héritière que vous convertirez ensuite en consortium d'ingénierie civile, vous vous préparer pour les contrats du canal de Kra et du barrage indien, ces contrats colossaux vous aideront à faire accepter la transition par votre conseil d'administration. Pour le moment c'est tout."

- "Et comment s'effectuera le financement?"

-... Nous sommes réunis à Zurich pour cela. Un compte sera ouvert ici en Suisse, y seront déposées toutes les sommes couvrant la transaction. Dans un premier temps, vous laissez courir la rumeur voulant la restructuration de Triton Système, les courtiers haïssent ce genre de potins financiers. Donc, ils vont conseiller à leurs clients de se départir de leurs actions Triton, ce mouvement de vente spontanée créera une panique et fera baisser le prix de l'action. Bien sûr, nous garantissons à l'actionnaire majoritaire Marie Carmichaël, le prix avant la dévaluation artificielle. Vous gardez silence durant deux jours pour accentuer la panique. Au jour 3, pour éviter l'effondrement du consortium, nous rachetons au nom du FII tous les blocs d'actions disponibles, transaction couverte par notre banque suisse. Jour 4, vous convoquez votre conseil d'administration et les médias pour une séance publique, vous annoncez la restructuration, le plan de financement et les contrats. En cinq jours, le FII obtient près de 90% des actions, 10% resteront entre les mains de petits épargnants."

- "Toute cette transaction repose sur la confiance que je dois vous porter. Même si j'accepte, quelle garantie aurez-vous de ma confiance indéfectible?"

- "Cette brillante conversation vous a sûrement creusé l'appétit enchaîne aussitôt Fujihama, je vous ai donc préparé un excellent "fugu"."

Le sang du diplomate se glaça, pour la première fois depuis le début de l'entretien des sueurs froides perlaient sur son front.

- "Je vois, c'est ici que tout se joue laisse tomber le diplomate".

Fujihama, sans répondre, dépose le plat de "fugu" devant le diplomate.

Le "fugu" est la quintessence du raffinement gastronomique japonais aussi le plus décrié. D'ailleurs, un décret de la Maison Impériale interdit à l'empereur d'en consommer, ce qui, dit-on, fit le malheur d'Hiro-Hito, grand amateur de plats de poissons exotiques. Cette gourmandise japonaise ne peut être préparée que par des mains expertes car elle contient un poison violent, la tetratoxine, un milligramme de trop, c'est la mort; il n'existe aucun antidote connu. Droit dans les yeux, les deux hommes se fixèrent ainsi durant.........une éternité.

Le lendemain, au siège social de la Banque de Leu, les deux associés signent leur entente. Cette entente prévoie donc que le Fonds international d'investissement sera en somme une société de holding qui, comme son nom l'indique, ne peut exercer aucune forme de commerce. Elle peut seulement détenir des parts dans d'autres sociétés ou compagnies comme Triton Système qui, elles, transigeront; ainsi, le FII se soustrait et se retrouve parfaitement à l'abri des enquêtes sur les revenus étrangers ainsi que de toutes enquêtes ministérielles des gouvernements étrangers cherchant à découvrir les propriétaires puisque les actions sont émises au porteur. Le FII peut maintenant s'emparer de Triton Système sans que le gouvernement canadien puisse s'interposer.

Chapitre ll

XXlV

Washington, USA, fin janvier 91

De méchantes langues affirment, à tort ou a raison, que le lobbyisme serait avec l'autre, l'un des plus vieux métiers du monde, tous d'eux cherchant à entretenir des contacts particuliers. Toute vie sociale ou sentimentale est marquée par cette activité qui consiste, simplement, à entretenir de bonnes relations entre individus ou groupes dans le but d'amener l'un ou l'autre à agir dans un sens donné; le nôtre. Politiquement, cette même activité vise essentiellement la victoire d'intérêts particuliers, en accord ou au détriment selon les circonstances, de l'intérêt général.

Savin & Co est probablement la firme de lobbyiste la plus réputée de Washington et des États-Unis en général. Spécialiste des relations dans l'anti-chambre du pouvoir américain, Bob Savin, son PDG, s'est créé, au fil des années, l'un des plus impressionnants réseaux de contacts, tellement diversifié, que sa firme est présente dans tous les grands enjeux politiques, du débat sur l'avortement aux contrats de la NASA en passant par la crise israélo-palestinienne. Passionné de billard, Bob Savin a basé toute sa stratégie de lobbyiste sur ce jeu.

Imaginons que le lobby, le groupe de pression soit le club Hakko Ishui représenté par Fujihama, le joueur. Celui-ci a comme instrument la queue de billard, le lobbyiste Bob Savin. Les boules de couleurs, que le joueur Fujihama avec l'aide de la baguette (Bob Savin) va faire courir sur le tapis vert (échiquier politique), sont les fonctionnaires, les partis politiques, le conseil des ministres, les membres du Congrès et du Sénat, les autres groupes de pressions et la presse. La boule blanche (le dynamisme socio-politique) détermine le mouvement du jeu par ses carambolages. Selon l'habilité du joueur (Fujihama) à contrôler sa baguette (Bob Savin) et la trajectoire de la blanche (dynamique socio-politique), il va mener les boules de couleurs dans la poche (le but à atteindre, ici l'arrêt des travaux de la Baie James). L'art du jeu commande que le joueur fournisse à la baguette les éléments essentiels (le bleu ou le diable) pour bien diriger la boule blanche, ce sera le rôle des études d'impacts cumulatifs.

Bob Savin a maintenant entre les mains des dizaines de rapports bien scellés fournis par Fujihama qu'il doit faire parvenir à une liste préétablie de destinataires comme l'Association des charbonnières américaines, l'Association de l'industrie nucléaire, la National Audubon Society, le groupe No Thank du Maine, le Vermont Vert, le Grand conseil des Cris, Greenpeace, le Washington Post, le New York Times, le Globe & Mail, la Presse de Montréal, l'European de Londres, le Monde de Paris et même l'Hindustan Sun de New Delhi et autres grands journaux asiatiques. Tout est maintenant en place. Le Québec et sa société

d'État, Hydro-Québec, vont subir douloureusement les contrecoups de la plus grande guérilla judiciaire de l'histoire jamais entreprise contre un État et un gouvernement démocratiquement élu.

XXV

URSS

Affamé, enfermé dans la cage qu'il s'est lui-même fabriquée depuis trois générations, l'ours soviétique tend maintenant sa patte à l'Occident. La superpuissance de façade cherche toujours des solutions pour nourrir convenablement sa population. Après des années de perestroïka sous Gorbatchev, le régime ankylosé par des décennies de stagnation n'a pu surmonter la famine qui guette sa population. La faim et la honte sont le lot de millions de Soviétiques. La chute du mur de Berlin, l'avènement de la nouvelle Allemagne font perdre à l'URSS un commerce estimé à plus de 15 milliards de roubles par année. Ce recul accentue la dégradation économique du pays, déjà 70% des sociétés les plus importantes au niveau mondial, ont tous repensé leurs stratégies commerciales afin de s'accaparer ces nouveaux marchés. Moscou a donc un besoin urgent de devises estimé à 150 milliards de dollars. Washington et Londres ont opposé un refus catégorique. Pas question d'épauler un gouvernement qui engloutit encore entre l8 et 25% de son budget dans sa défense. Pourtant, il y a urgence, le pays est au bord de la mutinerie. Des centaines de régions rurales en sont rendues au ticket de rationnement pour la viande et le beurre. Pourtant dans l'Arbat, le vieux quartier de Moscou, les fruits et légumes fleurissent sur les étagères des maraîchers clandestins; la réponse populaire au délabrement du système: le marché noir est aux pauvres ce que l'évasion fiscale est aux riches

Ce que les Russes veulent, c'est un peu de liberté et de meilleures conditions de vie, si la démocratie leur concède une meilleure existence, allons-y pour la démocratie répond la masse. Mais le peuple ne sait rien des exigences démocratiques et des implications de l'économie de marché, des taux de chômage dramatiques qui en résulteront. Autant au niveau idéologique qu'économique, le pays sombre dans la confusion. De plus en plus, les républiques se rebellent contre un gouvernement central qui ne répond plus à leurs attentes. Les républiques se réclament donc en droit de choisir seules de nouvelles voies pour préserver sa sécurité, y compris la recherche de partenaires étrangers.

Cette position souverainiste est endossée par Boris Eltsine, le président élu au suffrage universel de la Fédération de Russie à laquelle est rattachée la république autonome de Yakoutie. Son programme vise notamment à accélérer le processus de privatisation des terres et des entreprises d'État et affaiblir le contrôle du Kremlin sur cette vaste fédération qui s'étend des côtes du Pacifique aux côtes baltes, soit les trois quarts du territoire soviétique où vivent la moitié des 289 millions de Soviétiques. Le succès électoral de Boris Eltsine confirme l'effondrement de tout le système politique fondé par Lénine au lendemain de la Révolution. Ce système, faut-il le rappeler, a remplacé une démocratie naissante par la toute puissance d'un parti qui s'est constamment substitué à la volonté populaire.

En novembre l9l8, alors que Lénine venait de s'installer au pouvoir, une élection au suffrage universel mobilisa quelques 40 millions de votants pour élire l'Assemblée constituante. Les Bolcheviques de Lénine, en dépit de leur position dominante, n'obtinrent que 24% des voix et 168 sièges sur 419. Désavoué par les électeurs, Lénine en conclut que ceux-ci avaient "tort" et il abolit l'Assemblée constituante. Dès lors, les élections furent toujours, en URSS, l'obligation faite aux électeurs de plébisciter (à 99.9%) l'unique candidat que le Parti présentait à leurs suffrages. Plusieurs décennies plus tard, en votant massivement pour Eltsine, le candidat combattu par le Parti communiste, les électeurs russes ont brisé ce système et montré que, dorénavant pour eux, démocratie et choix personnel de l'électeur étaient inséparables.

Dans cette atmosphère de délabrement économique général et de renouveau démocratique, les négociateurs japonais n'eurent aucun problème à négocier avec la république autonome de Yakoutie les droits miniers des monts Stanovoï. Ce geste permet incontestablement de renforcer la position de Eltsine face au numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev, ce dernier s'étant toujours opposé sur le rythme et l'ampleur à donner aux réformes économiques ainsi que sur les pouvoirs respectifs du Kremlin et des républiques. Aujourd'hui, le message est sans ambiguïté, les ouvriers russes ont entrepris leur deuxième révolution et enterré Lénine pour la seconde fois.

XXVl

Nunavik, Nouveau-Québec

Au cours des années 70, avec la crise du pétrole commence l'exploitation des ressources en pétrole et gaz naturel de l'Arctique. Le comportement des hommes du Sud change alors radicalement. Les chasseurs, les aventuriers et les missionnaires du XlXe siècle sont remplacés par les mineurs, les géologues et les ouvriers; l'expansion grossière de l'Arctique débuta. Les déversements des déchets provenant des forages pétroliers, de l'extraction minière, les émissions radioactives des navires à propulsion nucléaire menacent aujourd'hui les terres et eaux arctiques. Une étude canadienne démontre que l44 ours de l'extrême Nord arctique étaient contaminés par plusieurs substances toxiques, dont le DDT et autres pesticides employés à des milliers de kilomètres plus au sud. Les mers circumpolaires sont menacées par les déchets déversés en mer et transportés par les courants de l'Atlantique et du Pacifique. Des substances chimiques ont été trouvées dans chacun des maillons de la chaîne alimentaire arctique surtout dans les graisses et les viandes et bien sûr dans le sang et le lait maternel des Inuit. L'ampleur de ce crime écologique est tel que les Inuit pourraient, dans un avenir prochain, devoir passer à une diète de poulet et bœuf afin d'éviter la contamination. Ce nouveau régime alimentaire supposerait une véritable révolution culturelle puisque les Inuits n'ont à peu près pas modifié leur mode d'alimentation depuis leur arrivée au Canada, il y a plus de 8 000 ans.

L’Arctique, autrefois poétique est devenu stratégique. Il n’est pas exagéré de dire que cette région est devenue un des endroits les plus géostratégiques de la planète; le lieu où les superpuissances militaires de la planète se retrouvent face à face. Sous la calotte polaire, il y a plus de sous-marins expérimentaux américains et soviétiques que partout ailleurs au monde et probablement une concentration inquiétante d’ogives nucléaires. Des centaines d’avions militaires et de lignes commerciales sillonnent, à chaque jour, son espace aérien.

Pour combattre ce désastre environnemental et la militarisation grandissante, les Inuit ont créé, depuis une décennie, la Conférence circumpolaire inuit qui proclama que les Inupiat et les Yupics de l’Alaska, les Yupics de Sibérie, les Inivialut et les Inuit du Canada et enfin les Kalaallit du Groenland forment une seule et même nation. L’homogénéité du territoire alliée à celle de la culture fait que les Inuit vont probablement réussir là où les groupes amérindiens échoueront et ainsi tracé la voie aux autres peuples autochtones. Les quelques 105 000 Inuit des régions circumpolaires réclament maintenant voie au chapitre quand vient le temps de parler de paix et de sécurité, d’environnement, de culture et d’économie. Ils veulent dorénavant voir leurs droits fondamentaux comme peuple distinct garantis par le système juridique des États circumpolaires. Ils considèrent leur droit à l’autodétermination comme pré requis à la sauvegarde de leur culture.

XXVIl

Washington, 10 février 91

Bob Savin connaît par cœur les mœurs politiques de la capitale américaine. Il y a, en tout, 536 décideurs politiques à Washington; l président, l00 sénateurs et 435 représentants du Congrès. Leur vie sociale, leur philosophie politique, les vices et vertus de chacun n’ont plus de secret pour le directeur de Savin & Co. Puis, il y a les 298 comités et sous-comités parlementaires où chaque chef tente d’attirer la plus grande couverture médiatique possible en traitant les sujets à la mode comme les pluies acides, la faillite des agriculteurs du Midwest, le rôle de la CIA au Moyen-orient, le scandale des Saving & Loan, la plus grande fraude de l’histoire bancaire américaine qui coûtera aux contribuables la jolie somme de 500 milliards de dollars. Chacun a sa cause favorite, chacun veut sa loi à son nom. Une armée de 20 000 aides parlementaires doive fournir, à leur patron respectif, les arguments nécessaires à la défense de leur cause. Ajouter au tableau, des centaines de lobbyistes qui, chaque jour, sillonnent les couloirs du Congrès pour comprendre que toute la vie législative du pays s’en trouve paralysée. Bob Savin sait depuis longtemps que les “congressmen” voguent d’une coalition à l’autre, tout étant une question de prix. Pour être élu au Sénat, par exemple, il faut dépenser, en moyenne trois millions de dollars, c’est à dire qu’il faut amasser 10 000 dollars par semaine pendant les six ans du mandat. Cette course à la collecte de fond fait donc la joie des lobbies de toute sorte, jetant encore plus de confusions dans le jeu “démocratique” de la capitale américaine. Pas surprenant que la critique du Congrès, le “congress-bashing” comme on dit là-bas, soit devenu le sport national de la presse américaine.

En moins d’une semaine, la stratégie, mise au point par Fujihama, noyauta complètement les activités du Congrès. Différents dossiers d’impacts cumulatifs furent envoyés aux différentes associations concernées avec bien sûr un chèque de 10 000 dollars au nom du congressiste représentant le groupe de pression. Ainsi, le représentant du Massachusetts, État charbonnier, s’inquiète des perspectives alarmantes du chômage pour sa population si le projet Grande Baleine est réalisé. Le représentant de l’Illinois pourfend Hydro-Québec au nom de l’Association nucléaire américaine; tous réclament à tue-tête la création de comités parlementaires.

Les groupes écologistes reçurent, quant à eux, des chèques encore plus importants qui serviront à couvrir les frais judiciaires encourus. Même tactique, pour supporter les groupes autochtones dans leur guérilla judiciaire. En peu de temps, les cours de justice américaines et canadiennes furent saisies d’un nombre effarants de demandes d’injonction et de moratoires contre le projet hydroélectrique.
Audubon et Sierra Club demandèrent à l’État de New York de surseoir aux contrats d’exportation d’électricité et de tenir des audiences publiques environnementales. Le groupe No Thank du Maine et Green Vermont réclamèrent des audiences publiques sur les “autoroutes électriques”; ces lignes de transmission haute tension de 750 millions de kilowatts seraient, selon eux, responsables d’un taux élevé de leucémie dans les populations vivants près de celles-ci.

A la suggestion du rapport d’impact japonais, Le Grand conseil des Cris envoya au gouvernement une facture de plusieurs millions de dollars comme taxe foncière pour utilisation indue du territoire. La contestation judiciaire de cette taxe fut immédiatement inscrite au rôle des cours de justice québécoise, en plus, de toutes celles contestant la légalité de la phase ll en regard de la convention signée auparavant. Le contentieux juridique du Québec et d’Hydro-Québec devinrent rapidement ensevelis par cette avalanche de procès. Seulement pour répondre à ces poursuites judiciaires et contestations juridiques tant au Canada qu’aux États-Unis, l’État québécois devra dépenser quelques 150 millions de dollars pour assurer sa défense à cause de la longueur des procès.

De son côté, la presse internationale, lassée de la rengaine des forêts amazoniennes, dévore à belle dent le nouveau Brésil nordique qu’est devenu le Québec. Depuis une semaine, toutes les maisons diplomatiques du Québec à l’étranger, surtout en Allemagne, sont littéralement prises d’assaut par les manifestants verts occasionnant des coûts supplémentaires considérables pour en assurer la protection. Des trous géants apparaissent dans le budget de la province pour couvrir ces imprévus.

XXVlll

Nunavik, Nouveau-Québec.

Au début des années 80, après six années de débats et de délibérations, le Conférence circumpolaire inuit adopta un document portant le sceau de l'expérience séculaire du peuple inuit et qui démontre aussi à quel point, les Inuit sont parvenus, avec le temps, à apprivoiser et même s'approprier les technologies du monde moderne. Intitulé “Politique de l'Arctique”, ce document, sur le plan de la politique intérieure, précise que les Inuit vont chercher à obtenir une participation pleine et entière aux discussions constitutionnelles lorsque leurs intérêts sont en jeu. Participation aussi à tout forum national et international touchant aux problèmes des communautés nordiques allant de l'éducation aux services sociaux en passant par le développement économique durable couplé à la protection de l'environnement et à la définition de normes pour les recherches scientifiques effectuées dans l'Arctique. Sur le plan international, la politique arctique propose une zone libre d'arme nucléaire et un plan de démilitarisation progressif de l'Arctique sous la supervision des Nations-Unies. Enfin, que l'Arctique et l'Antarctique deviennent réserves de la biosphère mondiale et qu'à ce titre, le développement industriel du Nord soit soumis à des mesures restrictives.
En l987, le parlement québécois adopta la création et la constitution du premier gouvernement régional inuit de la planète. Appelé dorénavant Nunavik, ce territoire, situé au nord du 55e parallèle, sera maintenant géré par l'administration inuit Kativik, dont les membres sont élus démocratiquement au suffrage universel. Les quatorze villages de Nunavik ne sont plus des réserves mais bien des municipalités relevant, comme celles du Sud, du ministère des Affaires municipales.

En l989, les Inuit de Nunavik, aidés par les membres de la Conférence circumpolaire inuit, entreprirent leur première bataille diplomatique contre les militaires de l'OTAN, la bataille Goose Bay au Labrador. Dans le cadre de ses obligations avec l'OTAN, le Canada a autorisé les forces aériennes de l'Allemagne de l'Ouest, de Hollande et Grande-Bretagne à utiliser, pour des vols d'entraînement à basse altitude de chasseurs-bombardiers, la région de Goose Bay qui présente une topographie analogue à celles de nombreuses régions de l'URSS, l'ennemi potentiel. La vie des Inuit en fut grandement perturbée. Ces vols d'entraînement allaient à l'encontre de la politique arctique de démilitarisation exigée par les Inuit. Les phantom 4, les F-2 et les F-18, les Tornado volaient en effet souvent à trente mètres du sol, à des vitesses atteignant 980 kilomètres-heure. Incommodé par ce bruit et ce va et vient incessant, les caribous et autres gibiers fuyaient les lieux de chasse traditionnels des Inuit. Devant le fait accompli, ces derniers décidèrent de jouer la carte de la diplomatie internationale. Le rapport de la mission de la Fédération internationale des droits de l'homme leur donna raison sur la base de l'article 2 de la Convention des droits civils et politiques des Nations-Unies qui stipule “...en aucun cas, un peuple ne peut être privé de ses moyens de subsistance”. La pacification de l'Arctique est en marche.

XXlX

Washington. 15 février 91

Pendant que les pressions judiciaires et l'opinion publique se mobilisent pour décrier le gouvernement québécois et son projet de barrage hydroélectrique, Bob Savin met fin à la deuxième partie de son mandat vis-à-vis cet employeur anonyme qu'est Fujihama. Il devait rédiger un rapport détaillé sur les méthodes de négociations des Autochtones canadiens et présenter les meilleures avenues possibles pour obtenir gain de cause. La lecture d'une somme impressionnante de documents juridiques, de traités et l'analyse de la philosophie de négociation crie et inuit servirent à cerner les recommandations inclues dans son rapport final.

Selon Savin, il est évident que les Inuit forment un groupe plus homogène et mieux structuré que les Cris. Des méthodes de négociation diamétralement opposées en découlent. Vu de la capitale américaine, les négociateurs cris ont un sérieux problèmes de crédibilité en ne voulant pas respecter des ententes déjà signées même si leurs revendications paraissent légitimes. Il nous semble évident, écrit Savin, que les Cris se servent de leur opposition au projet Grande Baleine pour obtenir du gouvernement des ententes sur les autres revendications territoriales des autres bandes indiennes. Or sachez, qu'il y a plus de 660 bandes amérindiennes au Canada et plus de 1 550 litiges territoriaux enregistrés à ce jour.

De plus, le trop grand nombre de représentants indiens à la table des négociations, le trop grand nombre de revendications extérieures au projet Grande Baleine font de ceux-ci des intervenants qui tentent simplement de faire grimper les enchères des compensations monétaires et territoriales, telle est la philosophie de la stratégie de négociation dite du "wampum à deux rangs". Chaque rétrocession de territoire par les Cris doit s'accompagner d'une compensation monétaire (1er rang) et en plus, d'une compensation territoriale ailleurs au pays (2e rang) en faveur d'une autre bande amérindienne.

La philosophie de négociation inuit est tout autre. Pour ceux-ci, il ne s'agit plus de contester des ententes déjà approuvées mais bien d'en signer des nouvelles qui permettront une association des compagnies inuit aux projets de développement ainsi qu'une participation au profit. Toute la philosophie de négociation inuit est basée sur l'entrepreneurship de la collectivité de Nunavik qui espère négocier les diverses façons de tirer profit du développement nordique plutôt que de les faire avorter selon la stratégie crie. Tout projet de développement nordique a plus de chance de réussir en territoire inuit à condition de respecter les normes du développement nordique émises par ceux-ci, termine ainsi Savin.

Contrairement au projet Grande Baleine qui inondait des milliers de kilomètres en terres cries, le projet de Fujihama sur la rive septentrionale du lac Bienville ne concerne qu'un petit périmètre comprenant la mine, l'usine de fabrication et les installations portuaires, tous situés au-dessus de 55e parallèle donc en territoire inuit.

XXX

Montréal, 17 février 91

Place Ville-Marie est le cœur financier de la métropole. Depuis plus de vingt ans, ce gratte-ciel, l'un des premiers à Montréal, symbolise, pour certains, la fierté de l'entrepreneurship québécois des années 60, pour d'autres, il est le symbole de la main mise étrangère sur l'économie canadienne. Ce bel édifice a dominé aussi comme symbole de la réussite financière des entreprises qui ont établies leurs bureaux entre les murs vitrées.

Les locaux de Triton Système au l6e étage sont, en ce lundi grisâtre, envahit par une meute de journaliste. Pour la première fois dans l'histoire de cette société, une réunion de son conseil d'administration sera ouverte à la presse. Les beignets et le café circulent à une vitesse vertigineuse dans un brouhaha indescriptible. Le début de la conférence de presse calma les esprits.

- "Messieurs, mesdames, silence s'il vous plaît.......Bienvenue à ce point de presse. Mon nom est Charles Haumont, le nouveau président du consortium. Tous vous savez déjà que Triton Système a été racheté dernièrement par un holding suisse: le Fond International d'Investissement. Or, après étude de la situation financière de la compagnie, nous avons décidé de réorienter la philosophie corporative de Triton Système vers des activités d'ingénierie civile. Ce choix a été voté et accepté à l'unanimité par le conseil d'administration ici présent. La conférence de presse d'aujourd'hui a pour but premier de vous expliquer les motifs qui ont conduit à la restructuration de l'entreprise. Comme vous vous en doutez, la chute du mur de Berlin, la fin de la guerre froide ont pris de court l'industrie militaire mondiale. L'abandon, par le Canada, de la construction de huit sous-marins nucléaires et le retrait de l'offre américaine portant sur la fourniture de 387 ADATS (Air Defence/Anti-Tank System) au coût unitaire de 15 millions de dollars, nous ont forcé à revoir toute notre stratégie commerciale, à accélérer notre diversification afin de trouver de nouveaux créneaux d'investissements".

- "La pénurie de contrats militaires, la menace de chômage pour des centaines de travailleurs dans une région fortement appauvrie déjà par le récession nous commandèrent d'agir vite. Triton Système se retire donc du marché militaire. Déjà, nous pouvons vous annoncer la participation de notre compagnie dans deux projets majeurs qui assureront la vitalité financière de l'entreprise. Triton Système construira le barrage du Brahmapoutre en Inde et le canal maritime de Kra en Malaisie. Ces deux projets assureront une sécurité d'emploi à nos employés pour les dix prochaines années. Montréal en a grand besoin".

- "Des questions?" hasarda le PDG.

- "Oui monsieur! - Pierre Dubé de la Presse - Votre retrait du marché militaire vous prive

de contrats de plus de 800 millions de dollars prévus dans le programme de militarisation de l'Arctique par le gouvernement. Est-ce vraiment une bonne décision?"

- "Certainement, nous croyons que moins de la moitié du programme est réaliste, notre déficit est trop grand pour se lancer dans de telles dépenses, de plus, toute la nation inuit s'oppose à toute militarisation accrue de l'Arctique."

- "Faut-il pour autant laisser l'Arctique canadien sans défense?"

- "Vous savez la défense de l'Arctique me fait toujours sourire. Prenons l'exemple des sous-marins nucléaires canadiens qui coûteraient aux contribuables près de l0 milliards de dollars, une absurdité économique. Déjà, les sous-marins russes, américains, français et anglais infestent l'océan Arctique et se surveillent mutuellement. Quelques sous-marins canadiens de plus ne feront qu'ajouter à la confusion. Dites-vous bien que ces sous-marins torpilleront bien plus nos programmes sociaux que les sous-marins russes. Mon expérience de la diplomatie internationale m'a convaincu plutôt que la tradition canadienne de sa défense jusqu'ici soumise aux impératifs de la diplomatie de conciliation est meilleure que celle qui s'inscrit dans une idéologie de confrontation. Le Canada se doit plutôt de forcer les grandes puissances à rechercher en commun les moyens de garantir à l'Arctique une vocation vraiment pacifique en conformité avec la position des peuples inuit. Si les Soviétiques et les Américains veulent jouer à cache-cache sous la calotte polaire qu'ils en assument les frais. Les Canadiens ont mieux à faire".

- "L'abandon du militaire ne risque-t-il pas de créer un dangereux précédent qui relancera la récession et le chômage?"

- "Au contraire, j'ai ici pour vous plusieurs copies d'une étude canado-américaine qui démontre clairement que, pour chaque milliard investit dans l'économie civile, 39 000 emplois sont créés contre 22 000 pour l'économie militaire. Voilà, vous avez de quoi lire pour toute la journée. Merci de votre attention, au revoir".

A Ottawa, siège du gouvernement canadien, c'est la consternation. Le ministère de la Défense nationale vient de recevoir toute une torpille médiatique sur son flanc. La réunion d'urgence de l'état-major canadien confirme le désarroi des militaires. Pour eux, il est évident que l'opinion publique est certainement acquise à la reconversion de Triton Système et cette attitude positive des citoyens ne peut qu'ébranler le gouvernement dans la poursuite du projet militaire arctique.

- En apprenant les conséquences de cette nouvelle, le ministre de la Défense frappe violemment la table de son poing fermé. - "Comment a-t-il pu se procurer cette étude confidentielle? Merde, bien sûr que l'on sait ça mais ce n'est pas une raison pour le crier sur les toits."

XXXl

New Delhi, Inde, 18 février 91

A l'autre bout de la planète, le rédacteur en chef de l'Hindustan Sun reçoit sous pli recommandé un rapport d'impacts fort détaillé sur la construction du barrage du Brahmapoutre, les retombées économiques positives ainsi que les exigences des investisseurs. Pour la première fois, un grand consortium financier exigeait des conditions politiques à la réalisation d'un mégaprojet. Avant d'investir plusieurs dizaines de milliards dans la construction du barrage, le Fonds international d'investissement demande au gouvernement indien de garantir 35% des emplois créés aux castes inférieures et devra réduire son budget militaire de 200 millions de dollars et réinvestir ces sommes dans l'éducation et la formation professionnelle. Le rédacteur en chef de l'Hindustan Sun en est sûr, il détient le scoop de sa vie. La prochaine édition du soir sera percutante.

L'Hindustan Sun, organe officiel de la droite indienne, proteste avec véhémence contre ces exigences inadmissibles et exhorte le parti de droite de se retirer de la coalition gouvernementale et son appui au cabinet si le gouvernement accepte de toucher au système de castes en vigueur.

Contrairement à la société occidentale, la société indienne est fortement hiérarchisée et trouve sa source dans le concept d'opposition entre le "pur" et l' "impur" traduit socialement par le système de castes. Les "dalit" ou opprimés appartiennent à la caste "sudra", la toute dernière des castes du système hiérarchique hindou. La caste "sudra" est elle-même divisée en douze sous-castes dont les Intouchables en bout de ligne. Les basses castes représentent 54% des 830 millions d'indiens; 450 millions d'humains sont donc condamnés à l'errance de villages en villages et à la misère la plus noire, de générations en générations sans qu'il ne leur soit seulement permis d'espérer un sort meilleur ni pour eux, ni pour leurs enfants. Ignorants et misérables, ils furent maintenus en dehors de tout courant culturel, de toute évolution sociale et, par-là même, livrés à toutes les formes d'exploitation venues des castes supérieures.

L'Inde est une mosaïque de cultures possédant des douzaines de groupements religieux, linguistiques, ethniques et de castes dont l'interaction a engendré une dynamique politique inconnue dans la plus grande partie du tiers-monde. En raison de cette diversité, les pères fondateurs avaient sagement choisi un cadre de gouvernement - une démocratie basée sur le modèle de Westminster - et une idéologie - séculaire et socialiste - qui puissent répondre aux aspirations légitimes d'une population diversifiée où le danger de conflit au sein d'une société multiethnique est toujours présent.

Si l'on a pu espérer un moment que le régime colonialiste britannique apporterait quelques changements à cet état de fait, il n'en a rien été. Il faudra attendre 1947 et l'indépendance de

l'Inde pour que le gouvernement abolisse le système de castes et encourage l'intégration sociale. Aujourd'hui, ceux, qui ont réussi à franchir la barrière des tabous et de l'ignorance, ont déclenché une lutte farouche tant sociale qu'idéologique afin d'engendrer une nouvelle société où les "dalit" trouveront leur place; on les appelle les "dalit panthères" Si Fujihama atteint son objectif, les "dalit panthères" feront un bond formidable vers l'égalité sociale. La droite indienne ne peut se le permettre.

A l'opposé, Hasani Satrota représente bien la nouvelle classe moyenne indienne. Chercheur à l'Institut national des eaux, il est celui-là même qui avait proposé le projet du Brahmapoutre à la conférence de Tokyo. Un site fabuleux pour un barrage qui alimenterait le Nord de l'Inde en électricité. Le projet: détourner la rivière Sampo très haut en montagne près des sources du Brahmapoutre dans l'Himalaya, creuser un immense tunnel à travers le massif du Népal et construire le barrage à l'extrémité d'une immense gorge naturelle inhabitée. Un rendement énergétique assuré de trois cent millions de kilowatts, de quoi faire tourner des centaines d'usines, éclairer Delhi et Calcutta et irriguer des centaines d'acres de terres arides du Nord. L'Inde, qui connaît la plus grave crise financière de son histoire, possède, en effet, le rythme d'industrialisation le plus faible de l'Asie. Longtemps réputée pour sa gestion rigoureuse, l'Inde a contracté, dans les années 80, de nombreux emprunts auprès de banques commerciales. Depuis, l'Inde a pris rang parmi les nations lourdement endettées et sa cote de crédit a rétrogradé sur certains marchés financiers. Les premiers résultats du dernier recensement soulignent son retard en matière d'éducation et de soins primaires, l'existence de grands écarts de revenus, l'échec de la politique démographique et de la promotion des femmes. Cette situation favorise la reproduction des élites et la place prépondérante des castes dominantes.

En apprenant que son projet est retenu par ce consortium étranger, une joie immense mêlée de fierté s'empare de lui. Fini le cycle de la misère séculaire et endémique qui a si longtemps entravé le développement de son pays. Finie l'angoisse des moussons tardives ou carrément inexistantes qui ont affamé pendant des millénaires des millions d'individus; finie l'inéluctable descente le long de l'échelle sociale. Hasani Satrota est en liesse. Oui, il peut les voir ces pylônes transportant l'électricité dans le cœur des grandes villes mais surtout, il voit l'eau, cette eau retenue, maîtrisée irriguant les terres à l'année longue. L'eau qui féconde la terre, la victoire de l'homme sur les éléments d'où jaillira, de toute part, une luxuriante végétation amenant avec elle son cortège d'insectes, de grenouilles, d'oiseaux gazouillant en bâtissant leurs nids à la cime des arbres. Des milliers d'hectares de champs inféconds recouverts comme par enchantement d'un duvet du plus beau vert. Aujourd'hui est jour de réjouissance pour Hasani. Le rêve et la réalité se sont enfin rencontrés. Vite, allons retrouver le brahmane pour célébrer une "puja" en l'honneur du grand Bhâgavan.

XXXll

Montréal, 6 mars 91

En général, les journalistes ont bien du mal à prendre Hydro-Québec en défaut. Une armée d'ingénieurs, d'économistes et d'environnementalistes ont d'habitude réponse à tout. Depuis maintenant une semaine, les spécialistes d'Hydro-Québec s'arrachent les cheveux en tentant de réagir désespérément à cette campagne de presse si savamment orchestrée. Les rapports d'impacts cumulatifs de Fujihama fournissent une telle somme de renseignements, de statistiques, de prévisions économiques alarmistes que tout le conseil des ministres du gouvernement québécois en est secoué. De partout, les nouvelles fusent.

A la une de la Presse; "Grande Baleine, un bond inflationniste de 15 milliards". Sous la plume du journaliste, tout y passe: le coût des études techniques, les frais judiciaires, les taux d'intérêts. "Du nucléaire à meilleur marché" rajoute le lendemain, le journal Le Devoir qui sous la foi d'un rapport confidentiel affirme que les coûts du nucléaire ne peuvent que diminuer dans les années à venir tandis que les coûts de la Baie James, on ne le dira jamais assez, ne peuvent qu'augmenter. Un sondage du Journal de Montréal-IQOP confirme l'inquiétude grandissante des Québécois envers les coûts astronomiques de la phase ll.
Comme des forcenés, les relationnistes d'Hydro-Québec contre-attaquent chaque article par des rapports et études contradictoires pour endiguer cette sorte de vendetta journalistique. Ils annoncent toute une série de travaux correcteurs orientés vers la productivité et la rationalisation des effectifs, rien n'y fait. Une nouvelle étude publiée cette fois-ci par le journal Le Soleil affirme que la dette de chaque hydro-québécois de la province passera de 7 000 dollars à 22 000 dollars après la réalisation de Grande Baleine. Cette guérilla médiatique trouvera son apogée par la diffusion au journal télévisé du réseau TVA d'un reportage sur la découverte par les Inuit du Nouveau-Québec d'une population de 200 phoques d'eau douce, unique au monde qui pataugent dans un des affluents de la rivière Grande Baleine.

Le coup de glas sonne le lendemain. Le New-York Times titre à la une "Bank's Boycot for Save Seal". La société Audubon réclame rien de moins que le boycott des banques et institutions financières américaines prêteuses associées au développement de la Baie James. Seule la pression de milliers d'épargnants américains pourra sauver ces phoques de ce drame, de ce génocide écologique. Lorsque l'on connaît la passion des Américains pour tout ce qui s'appelle "pets", on comprendra que le coup de Audubon est fatal. La Chase Manhattan Bank annonce immédiatement son retrait du financement. Standart & Poor's revoie aussitôt à la baisse la cote de crédit Aa3 d'Hydro-Québec. Une véritable tempête financière s'abat sur le Québec. En ce vendredi noir, l'atmosphère à l'Assemblée nationale du Québec est sulfureuse. Démission!, démission!, l'opposition officielle n'a que ce mot à la bouche. Le président d'assemblée, devant l'indiscipline cacophonique des élus du peuple, reporte les débats parlementaires au lundi suivant.

XXXll

Boston, samedi 6h am. 7 mars 91

L'avion gouvernementale, un challenger qui n'a jamais aussi bien porter son nom, s'envole de la piste de l'aéroport Dorval de Montréal; à son bord le Premier ministre Bourassa, son ministre des Finances et le président d'Hydro-Québec. A leur arrivée à Boston, les trois hommes s'engouffrent dans une limousine aux couleurs de la First Boston Bank. Depuis la nuit des temps, les intérêts du Québec et de sa société d'État sont représentés aux États-Unis par un groupe de banques d'investissements dont le chef de file est Dick Marshall, le "lead manager" de la First Boston Bank. Sont présents au rendez-vous des représentants de Merrill Lynch, de Salomon Brothers, de la Prudential Insurance et de Moody's, bref, une race d'hommes qui pèse sur le budget du Québec plus que n'importe quelles autres institutions financières canadiennes. Quand les grands investisseurs américains signent des chèques à l'ordre du Québec, c'est à Dick Marshall qu'ils les donnent. Moitié "booky", moitié conseiller, Dick Marshall est l'un des rares yankee pour qui l'économie du Québec, les budgets, les hommes politiques et leurs jeux de coulisses gardent encore leurs secrets.

A leur arrivée dans la grande salle de réunion de la First Boston Bank, tous s'installent autour de la table de marbre rose. Le déjeuner y est déjà servi, le café fumant.

- "Vous avez fait bon voyage", demande Marshall au Premier ministre, question de détendre l'atmosphère.

Quand Bourassa est sur la défensive, il attaque. - "Excellent, maintenant allons au cœur du sujet, j'espère que je ne suis venu pas ici pour me faire dire que la poule aux oeufs d'or ne pond plus".

- "Écoutez cher ami de répondre Marshall, vous faites face en ce moment à une opposition concertée de la presse, des mouvements écologistes, vous êtes impliqué dans 28 procès judiciaires, le Congrès est mobilisé contre vous, des menaces de boycott nous assaillent, notre clientèle risque de déserter nos banques. Vous comprendrez qu'il nous est impossible présentement de financer la phase ll et lll de la Baie James; 47 milliards c'est trop risqué. Peut-être dans cinq ans quand la poussière sera retombée".

- "Dans cinq ans! s'exclame Pépin, le PDG d'Hydro-Québec, c'est trop tard. Si le Québec peut actuellement exporter de l'électricité aux États-Unis, c'est qu'il a des surplus importants. Mais au cours des deux prochaines décennies, la demande intérieure d'électricité pour le Québec atteindra le niveau de l'énergie produite, donc plus de surplus. Vous ne devez pas prendre pour acquis que, dans 20 ans, nous pourrons offrir des contrats d'exportations comme ceux-ci".

- “Le projet Grande Baleine, de continuer le ministre des Finances, n’a de sens que par ses contrats d’exportations. Nous n’avons que cinq ans pour construire les barrages et quinze ans pour rembourser les emprunts grâce aux exportations, si non le projet n’est plus viable”.

- “Je sais, je sais dit Marshall, nous sommes ici justement pour trouver une solution. Avez-vous penser au marché financier européen”

- “Parlons en des Européens s’emporte rageusement le Premier ministre. Que le parlement européen accuse le gouvernement du Québec d’avoir violé sa parole et reconnaît les revendications amérindiennes, laisse pantois. Ils sont carrément dans le cirage nos amis européens. Un tel étalage d’ignorance aura des répercussions économiques désastreuses. Ce qu’il y a de plus triste, c’est que les Québécois, un des peuples les plus tolérants de la planète, risquent de faire les frais de cette stupéfiante résolution. Ignorent-ils donc que le Québec détient une bonne longueur sur n’importe quel autre gouvernement en matière de reconnaissance des droits autochtones. Autre ironie, de poursuivre Bourassa, c’est ce même parlement européen si prompt à se porter à la défense des Amérindiens qui a été le plus ardent promoteur des sanctions contre la trappe des animaux à fourrure. Ces nobles esprits de Strasbourg savent-ils que ces mêmes Amérindiens, ainsi privés d’une importante source de revenu, figurent au premier rang des victimes de leur belle et grande mesure. Si ces députés ont été assez tartes pour adopter ces résolutions qui peut alors nous garantir que la bêtise ne gagnera pas Londres, Paris, Berlin, là où se trouvent les vrais pouvoirs financiers”.

- “Vous pourriez rectifier les faits”, demande le représentant de Merrill Lynch”.

- “Rectifier les faits! s’exclame d’impatience Bourassa. Quels faits? Dire aux Allemands qu’ils feraient mieux de s’occuper du nettoyage de leurs propres écuries néo-nazies. Les Français, qui font si bien vivre Le Pen et dont le racisme envers les Maghrébins atteint des dimensions répugnantes. Les Espagnols, qui ont massacrés avec une brutalité inouïe plus du trois quart des Indiens d’Amérique du Sud, les esclavagistes néerlandais, les Italiens qui, il y a à peine un demi-siècle, s’attaquaient avec un rare courage à coup de gaz toxiques à un des pays les plus pauvres de l’Afrique, les Anglais qui ont asservi et exploité presque la moitié du monde et même les bons petits socio-démocrates danois pourraient peut-être nous expliquer ce qu’ils font au Groenland. Tout ce beau monde n’a qu’à regarder dans sa cour. Je refuse de perdre temps et argent pour faire comprendre à une opinion européenne attardée qui persiste à croire à l’image romantique du noble et fier Indien que cet Indien a été assassiné voilà plus de deux siècles par les Européens eux-mêmes. Je refuse de me laisser donner des leçons de morale par ces gens-là”.

- “Nous irons voir les Japonais dit le président d’Hydro-Québec pour laisser le temps à Bourassa de reprendre son souffle”.

- “A une seule condition, de renchérir le ministre des Finances. Quoi qu’il arrive lundi matin à l’ouverture de la bourse, il n’est pas question de vous départir des milliards d’obligations que vous détenez déjà. De votre côté, vous de Moody’s, contrairement à votre sœur jumelle de la Standart & Poor’s vous maintiendrez la cote Aa3 pour le Québec. De notre côté, ni Hydro ni le Trésor québécois n’iront tester le marché new-yorkais, c’est le seul moyen d’éviter la débâcle”.

- “Si nous maintenons la cote Aa3, vous foncez sur Tokyo?”

- “Exact, dès lundi les financiers japonais recevront par le biais de notre maison du Québec à Tokyo, toute la documentation nécessaire: profil financier d’Hydro-Québec, prospectus sur la Baie James ainsi que la copie du contrat lui-même de 27 pages et des 15 annexes que vous avez déjà signés pour la phase l, ça devrait les rassurer”.

- “Très bien dit Marshall, on peut mettre fin à notre rencontre”.

- “Un instant! Marshall dit le ministre des Finances. Lundi à Wall street, allez-vous vendre vos obligations?”

- “Vous aurez ma réponse lundi matin à 9h 30 h à l’ouverture de la bourse”, dit calmement Marshall qui prenait un malin plaisir, à chaque fois qu’il en avait l’occasion, à montrer à tous qui était le vrai patron financier au Québec.

XXXlll

New Delhi, Inde, samedi 7 mars 91, 15h 30

New Delhi, la ville aux sept cités, capitale de la république indienne vit de l’atmosphère bouillante d’un 40 Celsius à l’ombre. L’activité de ses 6 millions d’habitants ne semble pas être perturbée. Taxis, rickshaw, motos et voitures engorgent comme toujours la place Connaught Circus, cœur de la cité. Négociants enturbannés, hauts fonctionnaires en complet croisent la foule de mendiants et de paysans venus des villages voisins. Sur l’une des intersections principales à l’intérieur du quartier du parlement, une centaine d’étudiants de castes dominantes occupent la voie publique. Ils expliquent aux journalistes rassemblés qu’ils continueront leur mouvement tant que le gouvernement n’aura pas renoncé à sa politique en faveur des castes inférieures qu’ils jugent “injuste” à leur égard. Le barrage du Brahmapoutre créera, selon eux, un dangereux précédent. En quelques minutes, un attroupement monstre s’est formé avec ses dizaines de bannières représentant les différents partis de la droite. L’arrivée soudaine de la contre-manifestation organisée par les “dalit panthères” provoque déjà quelques échauffourées ici et là entre manifestants. Appelés sur les lieux, des policiers armés de bâtons et de grenades lacrymogènes tentent de se frayer un passage à travers cette mer humaine pour disperser les manifestants. Soudain à une

cinquantaine de mètres de l'attroupement, une colonne de flamme s'élève. Les engueulades s'arrêtent, toutes les têtes se tournent, quelqu'un hurle: "un étudiant est en train de s'immoler". Ses camarades se ruent vers une large tente dressée en plein milieu du croisement routier. Ils arrachent des morceaux de tissus, courent vers la colonne de flammes, l'entourent, étouffent le feu. Ils ramassent le corps de l'étudiant et l'installent sur la banquette-arrière d'une voiture de presse, seule présente à proximité. Au bord de l'hystérie, les étudiants extraient le chauffeur de son siège, L'un d'eux s'installe au volant et part à vive allure vers l'hôpital de Safdarjang, spécialisé dans le traitement des grands brûlés. Reposant entre la vie et la mort, son état est critique. Quinze autres sympathisants de la droite hindoue, s'opposant à la réhabilitation des castes inférieures imiteront ce geste durant le week-end.

XXXIV

New-York, lundi 9 mars 91, 9h 30 h am.

Dans son édition matinale, le Wall Street Journal titre: "Hydro-Québec, 4e plus gros emprunteurs au monde en difficulté". L'avenir du fleuron de l'économie québécoise est en jeu. A l'ouverture du marché des obligations, une poignée de petits porteurs institutionnels, petits fonds de pension ou compagnies d'assurance mineures, larguent les titres d'Hydro-Québec et du Québec qui, croient-ils, vont leurs brûler les mains. Ce marché secondaire a généralement peu d'effet sur Hydro-Québec mais l'article du Wall Street Journal mine la confiance des investisseurs. En bradant leurs obligations, les petits porteurs font chuter la valeur marchande de la dette d'Hydro-Québec. Les gros porteurs sont inquiets mais ne bougent pas.

A midi exactement, une folle rumeur s'empare des courtiers: Bourassa, sous la pression de l'opposition, démissionnerait. En 15 minutes, 5 milliards de dollars en obligations sont bradés, Hydro-Québec est à son plus bas, une chute imprévisible et vertigineuse. Mis au courant de la débandade des titres, le Premier ministre téléphone immédiatement à Dick Marshall pour rassurer les gros porteurs mais le mal est fait. La valeur des obligations d'Hydro-Québec étant garanti par le gouvernement, c'est le désastre, le Québec est en train de sombrer dans une des pires crises économiques de son histoire.

Une heure plus tard, coup de théâtre. Les 5 milliards en obligations délaissées sont rachetées par un unique acheteur stabilisant immédiatement le cours des obligations; la banqueroute est évitée de justesse, reprise de la confiance des investisseurs. Les titres d'Hydro-Québec clôturent la séance à son niveau normal. Le Fonds international d'investissement vient de réussir tout un exploit boursier mais surtout il vient de se positionner avantageusement à l'intérieur même d'Hydro-Québec. Dick Marshall vient d'être délogé de son poste de patron financier par les keiretsu du club Hakko Ishui qui auront maintenant leurs mots à dire dans toute décision que prendra la société d'État québécoise. Le gouvernement Bourassa lui doit sa survie.

XXXV

New Delhi, lundi 9 mars 91, l6 h

La fin de semaine fut orageuse pour le gouvernement indien. Des centaines de manifestants des castes dominantes envahirent les rues pour protester contre la perte de leurs privilèges. Les castes dominantes mobilisèrent jusqu'à des centaines de milliers de personnes souvent armées. Dès lundi après-midi à la reprise des travaux parlementaires du gouvernement indien, la droite accuse le parti du Janata Dal, gouvernement minoritaire de la coalition au pouvoir, de vouloir occidentaliser le pays par l'implantation massive de technologie moderne au détriment des valeurs traditionnelles. En retirant son appui à la coalition gouvernementale, le parti au pouvoir est mis en minorité, démissionne et déclenche le processus électoral. Au peuple indien maintenant de se prononcer sur son avenir, ce que souhaite ardemment Fujihama.

XXXVl

Montréal, lundi 9 mars 91, 20 h

L'avion privé de la Tokyo Mining se pose à l'aéroport international de Mirabel. Charles Haumont, dépassé par les événements de la journée, est fidèle au rendez-vous.

- "Vous avez demandé à me voir", dit Haumont

- "Exact, vous devez bien vous demander ce qui se passe en ce moment répondit narquoisement le futurologue. J'ai jugé bon de vous faire une visite surprise, question de discuter de tout cela."

En quittant l'aéroport, Haumont n'a pu apercevoir, ne les connaissant pas, que trois des hommes les plus influents du Japon moderne prirent la direction du Hilton International de Montréal.

XXXVll

Washington, lundi 9 mars 91, 21 h

L'art du lobbyiste repose essentiellement sur la bonne connaissance des dossiers qu'il a à représenter. Pourtant jamais, Bob Savin n'a pris connaissance des études d'impacts cumulatifs qu'il distribua aux "huit coins du monde". Doué d'un sens de l'analyse hors de l'ordinaire, il a vite compris, en suivant l'activité politique et boursière, que son client anonyme était à l'origine du discrédit d'Hydro-Québec qui fit chuter le cours des obligations. Il sait aussi fort bien que cette information lui rapportera bien, un jour ou l'autre, quelques

faveurs du département d'État américain pour un futur client. Ainsi fonctionne la politique, un service en attirant un autre.

Bob Savin décroche le combiné téléphonique et compose un numéro codé donnant accès directement à son contact au département d'État.

- "Allo Steve! Toujours au boulot, je le savais".

- "Salut Bob! Quoi de neuf?"

- "J'ai l'impression que j'ai découvert un petit quelque chose qui pourrait vous intéresser".

- "Cause toujours, je t'écoute"

- "Cet après-midi à New York, un groupe financier rachète pour 5 milliards d'obligations d'Hydro-Québec, pendant ce temps, à l'autre bout de la planète, le gouvernement indien démissionne. Je sais qu'il y a un lien entre ces deux événements, je ne peux pas te dire qui et pourquoi pour le moment, mais je sais qu'il y a un lien".

- "Et pourquoi en es-tu si sûr?"

- "Parce que ce lien, c'est moi".

- "Là tu m'intéresses dit Steve Drayton. Alors, commences depuis le début, je t'écoute."

- "Voilà maintenant un mois, je reçois au bureau un colis, une boîte remplie de documents tous soigneusement cachetés dans des enveloppes pré-adressées. Enveloppes que j'ai distribué selon un ordre et un horaire précis. Des groupes de pression, des mouvements écologistes, des membres du Congrès, des associations professionnelles, des corporations, des grands quotidiens et même des bandes amérindiennes, bref, le bordel. Le tout accompagné d'un chèque personnel de 50 000 dollars...50 000 dollars pour jouer au postier, tu te rends compte! . Donc tous les documents sont mis à la poste selon les directives. Deux semaines plus tard, le gouvernement québécois fait face à une des plus belles guérillas judiciaires jamais organisée contre le développement de Grande Baleine. Hydro-Québec frise la catastrophe à la bourse de New York, sauvé in-extremis par un groupe financier appelé le Fonds international d'investissement enregistré en Suisse donc couvert par l'immunité bancaire, le même groupe financier qui a auparavant acquis Triton Système, le plus gros conglomérat militaire canadien maintenant reconverti vers le civil. Triton Système annonce ensuite sa participation au projet du canal de Kra en Malaisie et du barrage du Brahmapoutre en Inde. Toujours selon les directives de mon client, j'envoie un document à l'Hindustan Sun journal de New Delhi. Le journal publie les exigences demandées pour la réalisation du barrage dont, une coupure de 200 millions de dollars dans le budget militaire

indien. La droite s'affole, le gouvernement démissionne, des élections auront lieu prochainement. Tout se tient mais je ne sais pas pourquoi et vers quel but".

- "Bravo Bob dit-il admiratif. Ici, on a rien vu. Mais dis-moi, pourquoi te payer le prix fort pour envoyer des enveloppes que ton client aurait pu tout aussi bien envoyer lui-même?"

- "C'est là que j'ai bloqué moi aussi. Pendant des heures, je me suis demandé pourquoi et, tout à coup, j'ai tout compris......d'une simplicité désarmante, mon client voulait tout simplement que je vous mette au courant. Encore une fois, je ne sais pas pourquoi mais c'est évident que mon client voulait "télégraphier" son opération".

- "Et ce client serait?", demande Drayton.

- "Écoute Steve, ce n'est qu'une supposition mais, selon les sommes gigantesques investies, les tactiques employées et leur apparent illogisme, je dis bien apparent car il y a un lien, tout cela me laisse penser que toute cette opération est l'œuvre d'un keiretsu japonais caché derrière le Fonds international d'investissement".

- "Tu crois", dit Drayton perplexe.

- "J'en suis sûr, Steve."

XXXVlll

Montréal, mardi 10 h, 10 mars 91

Dans la grande salle de conférence du consortium maintenant dirigé par Charles Haumont, ce dernier fit la connaissance du PDG de la Tokyo Mining, du président de la Banque de Tokyo et du directeur de l'Institut de l'énergie du Japon.

Sans dire un mot, après les salutations d'usage, le président de Triton Système scrute attentivement le visage de ses invités. Fujihama brise le silence

- "Nous avons besoin ici de votre discrétion la plus totale; une fuite et c'est la catastrophe. Nous jouons gros en ce moment, très gros même".

- "Je vous promets que cette conversation restera secrète".

Nihisma prend aussitôt la parole. - "Très bien! Allons donc droit au but. Nous croyons que nous avons fait une découverte qui bouleversera la consommation mondiale de l'énergie. Si ce bouleversement n'est pas bien programmé, bien structuré, ce sera la catastrophe. Des pays s'affronteront, s'entredéchireront pour posséder cette découverte".

Pendant plus d’une heure, Charles Haumont écoute religieusement les savantes explications de Nihisma sur les propriétés du nouveau métal et son haut potentiel supraconducteur. A son tour, Sakaimoto explique les immenses retombés énergétiques reliées à la production de l’hydrogène liquide et à la pile à conversion sans omettre les avantages environnementaux. Le président de la Banque de Tokyo y alla des avantages économiques fabuleux reliés à la commercialisation des produits sans oublier le boom économique sans précédent pour Montréal et la province de Québec. Finalement, Fujihama termine ce long exposé par l’explication de son plan pour contrecarrer le projet Grande Baleine. Quand Fujihama eût fini, le président de Triton Système resta songeur de longues minutes.

- “Mais pourquoi, ce précieux métal n’a-t-il pas été découvert avant au Lac Bienville?”

- “Les métaux du Lac Bienville n’ont en soi aucune valeur sauf, s’ils sont mis en contact avec une autre substance, ils deviennent alors hautement conducteur, explique le PDG de la Tokyo Mining”.
- “Et cette autre substance dont vous taisez le nom se retrouve?”

- “En URSS dit Fujihama devant l’hésitation de Nihisma et nous possédons les droits miniers”.

- “Je vois...Maintenant, parlons des Indes, quel lien avec tout ceci”.

- “L’Inde est notre banc d’essai. Nous voulons vérifier si un pays du tiers-monde est prêt à faire des sacrifices important en retour d’un développement économique imposant comme celui du barrage du Brahmapoutre Cet essai nous servira de paramètre pour l’introduction future de l’hydrogène liquide dans ces pays”.

- “Vous me comprenez?”

- “Pas très bien, non”.

Patiemment Fujihama reprend ainsi son exposé.

- “Depuis la crise du golfe persique, l’aide aux pays en développement est en chute vertigineuse. Leur revenu est plus bas qu’en 1981, ajouter l’augmentation depuis du prix du pétrole et vous comprendrez que ces pays se retrouveront encore plus marginaliser, leur économie complètement désarticulée, les ressources humaines profondément affectées par le manque de service, d’éducation et de santé. Nous ne pouvons plus rester de simple spectateur devant cette crise. Pendant que les Russes, les Américains, les Français, les Anglais et les Chinois s’occupent de la vente d’armement militaire, nous avons décidé de travailler à l’après crise, de repenser toute la stratégie occidentale en favorisant plutôt l’entrepreneurship des individus au détriment de l’État embourbé dans ses dépenses militaires. Alors que la

logique commande à ces pays tiers-mondistes de réduire leurs dépenses militaires, c'est l'inverse qui se produit, on parle ici de dépenses atteignant plus de 60 milliards de dollars. Nous devons casser cette escalade. Nous nous sommes aperçus que ce marché tiers-mondiste est très concentré. Douze pays en tout: l'Angola, Cuba, Égypte, Éthiopie, l'Inde Irak, Iran, Libye, l'Arabie Saoudite, Syrie, Vietnam, ont accaparé près des deux-tiers des exportations d'armes durant la dernière décennie. Au cours des années 90, le commerce des armes sera relancé par la volonté de nombreux pays en voie de développement de renforcer leur rôle de puissance militaire régionale. Nous voulons plutôt en faire des puissances économiques régionales".

- "Vous me suivez toujours Charles?"

- "Sans problème, vous essayez de me dire que plus les pays atteignent un niveau élevé d'interdépendance économique entre eux plus il leur sera difficile d'entrer en conflit armé".

- "Exact. Pour cela, il nous faut reproduire à l'échelle mondiale ce que les Américains ont fait chez eux avec le New Deal et le Plan Marshall dans l'Europe de l'après-guerre. Nous sommes prêts, nous avons des milliards de yen à investir sauf que ces pays devront se conformer à nos exigences de démilitarisation. L'Inde est devenue le premier importateur d'armes au monde et continuera d'acheter massivement à l'avenir. Nous enrichirons l'Inde à condition qu'elle se démilitarise et fasse respecter la Charte des droits de l'homme en abolissant le système de castes. C'est de ça que le peuple aura à décider à la prochaine élection. L'Inde est notre cible qui donnera l'exemple aux autres pays endettés, l'exemple des quatre "D" : démocratie, droits de l'homme, démilitarisation, développement."

- " Êtes-vous certain que démilitarisation impliquera croissance économique?".

- "Vous oubliez l'histoire, vous oubliez qu'en 1945, les forces alliées nous ont contraint à ne jamais nous réarmer. Nous et l'Allemagne sommes devenus, en quarante ans, deux grandes puissances économiques; cet exemple vous convient".

- "Parfaitement dit souriant Haumont, mais dites-moi, à l'annonce de la découverte, jamais les Russes et les Américains vous laisseront manœuvrer. Ils vont tout tenter pour vous arrêter?".

- "C'est exactement ce que nous voulons qu'ils fassent, qu'ils s'enlisent jusqu'au coup avec leur vieux réflexe hégémonique et comme vous serez bientôt probablement interrogé par le département d'État, vous n'aurez qu'à leur expliquer notre stratégie. Mais pour l'instant, revenons au Québec. Jeudi prochain, vous demanderez à être reçu par le Premier ministre, le président d'Hydro-Québec et tout l'establishment financier québécois. Vous leur présenterez alors ce document que vous aurez pris soin d'étudier."

- “Comment voulez-vous les convaincre d’assister à un meeting en si peu de temps?”

- “Dites leur simplement que 5 milliards en obligations d’Hydro-Québec vont être en jeu, ça devrait suffire à vous ouvrir rapidement toutes les portes”.

XXXIX

Montréal jeudi, 12 mars 91

La Caisse de dépôt et placement, la Société générale de financement, le Mouvement Desjardins représentent pour beaucoup ce que la jeune élite financière québécoise a fait de mieux au cours des ans. Peu de grandes décisions économiques, d’achats ou de fusions d’entreprises se prennent sans l’accord de l’un d’eux. Tout homme d’affaire d’envergure aura un jour ou l’autre à transiger avec ces grands de la finance. A eux trois, ils possèdent des dizaines de milliards d’actifs placés dans des centaines d’entreprises québécoises, canadiennes et étrangères et détiennent souvent des participations majeures à l’intérieur de celles-ci. Ils modèlent à leur guise la composition des conseils d’administration où elles ont des représentants et pratiquent, depuis longtemps, une politique nationaliste à tout crin qui fait frémir ses concurrents ontariens de Bay Street.

Avec la complicité du gouvernement québécois, ils gèrent des fonds impressionnants comme la régie des rentes et le régime de retraites mettant fin à la main-mise et au monopole des syndicats financiers anglophones sur les emprunts du gouvernement. Des 50 compagnies canadiennes affichant la plus forte croissance, 50% sont québécoises pour une population représentant moins de 25% du Canada. La stratégie de ces trois grands de la finance est claire: favoriser à tout prix la constitution de grands consortiums québécois pour contrer les prises de contrôle étrangères, faire bloc pour conserver au Québec certaines compagnies jugées essentielles tout en pénétrant les marchés étrangers. Par contre sur le plan international, comparés à un keiretsu japonais, ils forment réunis ensemble qu’une chiure de mouche sur l’échiquier mondial de la finance internationale, plus pour longtemps.

En ce jeudi, tous étaient présents et maintenant réunis autour du Premier ministre et du ministre des Finances dans la grande salle du conseil d’administration au siège social d’Hydro-Québec. Visiblement nerveux, Charles Haumont sait qu’il doit frapper vite et fort; sans plus de préambule, Charles Haumont prend la parole.

- “Comme vous le savez maintenant, je représente ici un holding d’investissement qui détient pour 5 milliards d’obligations dans votre principale société d’État. Tous, vous en êtes conscient, savez aussi que sans notre intervention, une crise économique très grave aurait suivi. Je vous ai réuni ici aujourd’hui, premièrement, pour vous rassurer sur nos intentions et ensuite, pour parler d’avenir; d’avenir avec un grand “A”. Dans ce document que je vous remets à l’instant, vous avez un plan d’investissement gigantesque couvrant les trente prochaines années. Vous avez quatre jours pour l’analyser et nous donner votre réponse”.

- “Quatre jours, c’est peu dit le Premier ministre, peu habitué aux décisions rapides”.

- “A la lecture du document, vous comprendrez très vite de quoi il en retourne. Pour le moment, laissez-moi vous expliquer ce que le document ne précise pas pour des raisons évidentes de sécurité. Dans un mois, notre groupe d’investissement annoncera la découverte d’un procédé qui révolutionnera le monde de l’énergie dit Haumont en retirant un caillou de sa poche. Ce matériau bouleversera la production d’énergie. Je vous le remets, monsieur le Premier ministre; les ingénieurs d’Hydro-Québec vous expliqueront mieux que moi de quoi il s’agit. Ce qu’il importe de savoir, c’est qu’il est maintenant possible de transformer l’hydrogène liquide en source d’énergie; des retombées économiques époustouflantes analysées dans le document. L’un des composants de ce nouveau matériau se trouve au Lac Bienville, en territoire inuit, en plein cœur du futur bassin hydrographique de Grande Baleine. Nous seuls pouvons produire le matériau, vous seuls pouvez nous fournir un des composants essentiels. Pour cela, vous devez arrêter le projet Grande Baleine. En retour, nous formons un consortium d’investissement impliquant le Fonds international d’investissement, la Caisse de dépôt et placement, la Société générale de financement, Hydro-Québec et le Mouvement Desjardins. Notre groupe, en investissant 250 milliards dans la réalisation du projet d’hydrogène, aura 55% des actions et nous ferons de Montréal, la capitale mondiale de l’énergie”.

- “A qui reviendra la gérance du projet?”, demande intéressé le Premier ministre

- “A Triton Système, compagnie bien établie ici à Montréal dont je suis le nouveau président. Des milliers d’emplois seront créés, l’est de Montréal sortira de la misère. Toutes les sommes nécessaires, près de 250 milliards, seront mises en fiducie au Mouvement Desjardins qui deviendra, par le fait même, l’une des plus importantes institutions financières d’Amérique du Nord. Toronto n’a qu’à bien se tenir, ça va barder; les grands consortiums internationaux afflueront vers Montréal. Toutes les grandes compagnies québécoises, Bombardier, Unigesco, Noverco, Soconav, se retrouveront en plein cœur de l’arène internationale. Les universités, les écoles polytechniques, les hautes études commerciales, fortement subventionnées par les contrats de recherches privés, rouleront à plein régime pour fournir les compétences nécessaires. C’est une aventure unique”.

- “Quel sera le rôle d’Hydro-Québec?”, demande son président

- “Nous comptons sur votre expertise nordique unique au monde. Vous devrez construire un village minier sur le pergélisol, une vraie technopole nordique, un port minéralier. Vos juristes négocieront le contentieux. Vous devrez signer des ententes avec les Inuit selon les recommandations contenues dans le document, négocier des compensations financières et surtout, vous devrez les associer au développement comme partenaires. Nous avons un mois devant nous avant l’annonce de la découverte. Voilà c’est tout, sur ce, messieurs, bonne lecture!”

En quittant ainsi Haumont savait qu'il venait de faire une impression du diable. C'est tout un électrochoc qu'il venait de leurs servir. Les membres présents diront plus tard que le Premier ministre, en entendant le chiffre de 250 milliards, en mouilla son pantalon...probablement de plaisir.

XXXX

New Delhi, Inde, 28 avril 91

L'Inde est le pays de la démesure. Tout, là-bas, y prend des proportions considérables. La population de 950 millions s'accroît au rythme de 1 million par mois. Un sixième de l'humanité vit en Inde. Des dizaines de langues et des centaines de dialectes y sont couramment parlées. Plusieurs religions s'y côtoient, des milliers de temples sont érigés. L'Inde est le seul pays au monde où l'on adore tous les animaux sans exception. L'on vient de terminer la construction d'un temple tout en marbre, dédié aux moustiques, poux et punaises. Son coût: 1 million et demi de dollars; somme entièrement souscrite par la population. Dans cette atmosphère complètement ahurissante pour un Occidental, les campagnes électorales indiennes sont carrément surréalistes, ponctuées de milliers de manifestations des plus bigarrées, cortèges de banderoles et d'animaux qui parcourent les grandes villes de Bombay, Calcutta ou New Delhi.

Ici, ce sont les employés de bureaux municipaux et fonctionnaires des castes dominantes qui s'insurgent contre cette intrusion dans leurs privilèges. Là-bas, des milliers de laissé pour compte qui espèrent s'en sortir. Des meeting spectaculaires rassemblent des centaines de milliers d'auditeurs, des contre- manifestants s'interposent, des bagarres éclatent, des coups de feu sont tirés par la police pour disperser la foule. Les manifestants dispersés se regroupent plus loin, tout recommence, il y a des blessés et des morts. Des femmes chantent et dansent des rites incantatoires sur les carcasses de tramways renversés. Des hindous, habillés à l'occidental, sont pris à parti. Les transports sont désorganisés, même l'approvisionnement en eau de la capitale a été interrompu par des manifestants. Au cours des derniers jours, plusieurs villes furent placées sous couvre-feu et le contrôle de l'armée. A la fin de la campagne électorale, le nombre de morts se chiffrera à plusieurs dizaines de milliers.

Et pourtant, malgré cette apparente anarchie, le message politique des différents partis aura été entendu, analysé, décortiqué sobrement dans les temples et mosquées du pays. Ces élections sont non seulement cruciales pour l'Inde mais aussi pour le monde. Si l'on considère le poids démographique de l'Inde sur notre petite planète bleue, si l'on songe qu'un être humain sur six est Indien et que ces 950 millions de personnes seront plus d'un milliard bientôt, l'on comprendra que la fièvre électorale indienne puisse donner des frissons d'abord au reste de l'Asie et ensuite au reste de l'humanité. Chaque année, l'Inde a 17 millions de nouvelles bouches à nourrir. Au fur et à mesure que ces nouveau-nés grandiront, le pays aura besoin de 177 000 nouvelles écoles, 330 000 nouveaux professeurs, deux

millions et demi de nouveaux logements. Dans l'état actuel des choses, l'Inde n'a pas ce qu'il faut présentement pour faire face à ce formidable défi. Si l'on songe que l'Inde est le dixième producteur industriel au monde avec le troisième bassin de main-d'œuvre technique après les États-Unis et l'URSS et que malgré cela entre le tiers et la moitié des Indiens vivent sous le seuil de la pauvreté national - déjà l'un des plus bas au monde- alors on peut facilement s'imaginer les catastrophes à venir.

Le 28 avril, le parti de coalition de gauche du Front national remporte une victoire éclatante avec une forte majorité et dirigera dorénavant les destinées de la plus grande démocratie au monde. Les "dalit panthères" auront maintenant droit au respect et à un travail bien rémunéré; les budgets militaires seront dégraissés. La construction du barrage sur le Brahmapoutre peut enfin commencer. La deuxième révolution verte est en marche. Selon les prévisions du futurologue japonais, le rendement des céréales et de riz augmentera rapidement de 20% grâce à des sources d'irrigation assurées. L'électricité produite accentuera le développement industriel, les salaires augmenteront, le Japon pourra y écouler ses produits.

XXXXl

Communauté Économique Européenne. 30 avril 91

L'Europe des douze, avec 320 millions d'habitants, constitue le premier marché au monde, suivi de l'axe Canada-USA avec 265 millions et le Japon, 120 millions. Les vieux pays ont non seulement pour eux la culture et la tradition scientifique mais aussi le dynamisme économique. Leur objectif commun: transformer 12 pays de vieilles histoires, de force économique et de tailles inégales en quelque chose qui ressemblerait aux États-Unis d'Amérique. Les entreprises espèrent se partager un marché intérieur de 320 millions de consommateurs libérés de toutes entraves douanières, administratives et réglementaires en créant des groupes géants capables de rivaliser avec les Américains mais surtout avec les fameux keiretsu japonais.

Malheureusement, le rêve est loin de la réalité. L'Europe est, encore en bonne partie, une tour de Babel où chaque pays se retranche derrière des frontières plus ou moins visibles. Certes, il n'y a plus de douanes, mais chaque État, par le biais de sa réglementation ou de normes techniques, défend sournoisement le marché national au profit de ses groupes industriels et autres lobbies forts actifs qui essaient d'imposer des normes qui excluent la concurrence étrangère, mais il y a plus. La puissance retrouvée de l'Allemagne réunifiée fait craindre à plusieurs la naissance d'un nouvel hégémonisme germanique.

Troisième puissance économique mondiale, la RFA ne cesse d'accumuler les records financiers. Ce dynamisme économique s'appuie sur un puissant socle industriel et technologique formant la base du système de "konzern", ces consortiums industriels présents dans toute l'Europe et qui s'attaquent maintenant à l'URSS et les pays de l'Est. Les konzerns

allemands, à l'image des keiretsu japonais pour l'Asie, veulent assurer la pérennité de l'hégémonie allemande dans la grande Europe réunifiée de l'Oural au Portugal. En intégrant l'Allemagne de l'Est, les konzerns allemands se retrouvent en position privilégiée a l'intérieur du COMECOM, sorte de marché commun des économies socialistes. L'axe Moscou-Bonn fait craindre.

L'exemple le plus spectaculaire d'un konzern allemand est celui du groupe Daimler Benz, premier groupe industriel allemand avec un ensemble 400 000 travailleurs avec un chiffre d'affaires de 80 milliards de marks articulé autour de l'automobile et les hautes technologies civiles et militaires. L'annonce, en ce 30 avril, d'une alliance entre le konzern Daimler Benz et Mitsubishi, le plus riche keiretsu de l'empire du soleil levant, a eu l'effet d'une bombe de plusieurs mégatonnes à l'intérieur du cercle restreint de la finance internationale. La puissance financière de Mitsubishi, associée à celle du plus important groupe industriel allemand, donne en effet le vertige. Pour Tokyo, le rapprochement avec le groupe ouest-allemand présente un double intérêt. Mitsubishi sera présent sur le vieux continent sans implication directe et il pourra dorénavant parler d'égal à égal avec les Américains et les Soviétiques sur l'avenir de l'Europe. Sans le savoir, les Allemands vont contribuer à financer indirectement tous les projets du Fonds international d'investissement. La valse des deutch mark et du yen ne fait que commencer. L'association économique nippo-germanique, si redoutée, est maintenant réalisée.

XXXXl

Nunavik, Nouveau-Québec,

La construction de Saîmo, mot inuit pour bienvenue, sera colossale. Inspirée des cités médiévales du Moyen-âge, elle aura l'aspect d'une forteresse qui offrira une protection physique par sa compacité contre l'environnement nordique. En son centre, un immense atrium permettra de profiter au maximum de la lumière et de l'énergie solaire. Un solarium y sera intégré. L'aile sud sera convertie en serres hydroponiques permettant l'approvisionnement et l'autosuffisance en légumes. A l'aile est, sera concentrée la gamme des activités récréatives et les services communautaires de santé, quelques 500 unités de logement seront construites à l'ouest. Au sous-sol, un tunnel permettra les déplacements des travailleurs vers les chantiers et abritera toutes les infrastructures comme les égouts, les services téléphoniques, salle de chauffage et de ventilation et le réseau électrique qui sera branché sur celui en partance de LG2. Dans l'aile nord, on trouvera un mini centre d'achat d'alimentation et de boutiques diverses, une brasserie, un cinéma et une discothèque. A tous les dimanches, l'atrium servira de chapelle pour les offices religieux.

La logistique nécessaire pour la construction de cette technopole nordique est gigantesque. Transport par avion Hercule d'une usine de béton en pièces détachées, de poutres d'acier, d'excavatrices et de bois durant les mois d'hiver en se servant de la surface gelée du Lac

Bienville comme piste d'atterrissage. Construction du tronçon entre LG2 et le lac Bienville reliant la technopole à Matagami pour le transport de l'équipement lourd servant à la mine. Un chemin de fer, en longeant la rivière Grande Baleine, reliera la mine au village portuaire de Poste à la Baleine d'où arriveront les super brise-glaces minéraliers en provenance de Vladivostok.

Pendant que tous les départements d'ingénierie d'Hydro-Québec et de Triton Système sont en effervescence, les avocats du gouvernement sont à mettre au point le protocole d'entente selon les recommandations de Fujihama. Premièrement, les Inuit seront intégrés au développement du chantier par un maillage d'entreprises unique au monde: pour avoir droit de soumissionner sur les contrats offerts, une compagnie "blanche" du Sud devra s'être auparavant associée avec une compagnie "autochtone" de même nature pour la réalisation du contrat; en ce faisant, les nouvelles compagnies autochtones posséderont plus rapidement l'expertise nécessaire à leur croissance. Les Inuit auront aussi droit à une partie des revenus de la mine comme compensation financière à l'utilisation du territoire. Les sommes ainsi recueillies seront placées en fiducie au Mouvement Desjardins qui aura la responsabilité de préparer un plan d'investissement et de croissance pour la société Kativik qui détient le mandat légal de représenter le peuple du Nunavik. Le Mouvement Desjardins aura aussi à former le personnel inuit nécessaire à la relève de gestionnaires compétents.

Accepté par la Conférence circumpolaire inuit et la société Kativik, ce protocole d'entente servira d'exemple et de jurisprudence à toutes négociations futures entre les gouvernements des pays circumpolaires et le peuple inuit et les Nations-Unies l'adopteront comme modèle contractuel international pour tout litige impliquant des Autochtones.

XXXXll

Montréal

Au Québec, lorsque l'on parle de grand chantier de construction employant des centaines de travailleurs, la Fédération des travailleurs du Québec devient un interlocuteur incontournable. Près de 80% des travailleurs de la construction y sont regroupés et représentés par ce syndicat de cols bleus. Inspirée à l'origine par l'expérience américaine du grand syndicat AFL-CIO, la FTQ met à profit la formule de l'organisation syndicale par métiers en vigueur au début de l'industrialisation du Québec. Plus tard, elle transformera quelques peu ses structures pour les adapter à la nouvelle réalité industrielle du Québec et à la législation contemporaine du travail en créant une formule d'organisations syndicales par industries. A partir des années 60, cette centrale ouvrière donne un prolongement politique à son action syndicale en définissant des stratégies et des moyens de pression visant à lui assurer un pouvoir qui équilibre celui d'un patronat très puissant.

Par le passé, les grands chantiers de construction ont souvent servi d'appâts dans les négociations patronales-syndicales, perturbant ainsi les chantiers, provoquant des retards sérieux dans l'échéancier des travaux et des coûts additionnels pouvant atteindre plusieurs millions de dollars.

Fort bien renseigné par l'ambassade japonaise au Canada et prévoyant, le futurologue nippon annexa au document remit au gouvernement, un contrat de chantier fort original. Les relations de travail seront régies par un contrat unique qui lie toutes les parties. Cette convention de chantier valide pour la durée de la construction des infrastructures du projet, exclue toute possibilité de grève ou de lock-out et prévoit des mécanismes d'indexation des salaires. Ce qui en fait son originalité, c'est que les salaires seront calculés à partir des dix meilleures moyennes salariales des villes canadiennes et le réajustement se fera à tous les trois mois. En retour, le gouvernement adoptera aux lois existantes des modifications afin d'établir un seul régime de travail pour les travaux du chantier et, ce pour les dix prochaines années. Aussi, la Fédération des travailleurs du Québec s'engage à réserver 20% des emplois du chantier aux populations autochtones nordiques. Frappée de plein fouet par la récession et la baisse dramatique des chantiers de construction au pays, la FTQ signe la paix syndicale pour dix ans sur le plus grand chantier du Québec, une première.

XXXXlll

Ville de Québec, Québec, 8 mai 91

Le jour J est enfin arrivé. Tout est fin prêt pour cette conférence de presse internationale Tokyo-Québec via satellite. Les premières images nous montrent Fujihama expliquer, à la communauté journalistique internationale rassemblée dans l'amphithéâtre Sanyo, la fabuleuse découverte de ce nouveau minerai qui ouvre toute grande les portes à la supraconductivité à température ambiante et à la création de la pile à conversion de l'hydrogène liquide. Soudain apparaît dans la pénombre une carte du monde phosphorescente. Le futurologue y explique les différentes étapes prévues à la création du réseau de production-distribution-consommation de l'hydrogène liquide, ce combustible du 21e siècle.

- "A partir des monts Stanovoï en Yakoutie dit -il en pointant la carte, l'ytterbium sera acheminé par la voie ferrée du BAM jusqu'à Vladivostok. De là, des supers minéraliers brise-glace transporteront le minerai jusqu'au port de Poste à la Baleine en Baie d'Hudson via le passage du nord-ouest où sera construite l'usine fabriquant la pile à conversion. Un réseau de pipe line fournira, à partir de l'Union soviétique, l'hydrogène liquide dans toute l'Europe et l'Asie" Quoique qu'importante, la conférence de Tokyo est sobre et solennelle comparée au spectacle médiatique qu'a préparé le Premier ministre Bourassa.

Dès que retentit de la bouche de Fujihama: “A vous Québec”, le Colisé de Québec s’illumina laissant voir les militants du parti politique de Bourassa, plus de 7 mille y sont réunis. Sur la scène une immense fleur de lysée et un lutrin flanqué de deux écrans géants reliés par circuit fermé de télévision avec Tokyo. Sur le premier écran des images champêtres de l’Arctique canadien, sur le deuxième, des images modernes du Québec industriel. Soudain, dans un magnifique fondu-enchaîné apparaissent les paysages nordiques du lac Bienville sur toute la largeur des écrans.

Une narration y déverse un flot de chiffres impressionnants à chaque présentation des différentes maquettes. Écran l: technopole nordique, installations portuaires et minières grandioses sur les rives de la Baie d’Hudson. Écran 2, Montréal, usine d’hydrogène liquide, six en tout réparties sur les rives du Saint-Laurent, l milliard 500 millions d’investissement dit le narrateur; l25 000 emplois, rénovation complète de l’est de Montréal et des installations portuaires: 2 milliards; apparition de maquettes futuristes: Montréal, capitale mondiale de l’énergie; les épithètes les plus extraordinaires fusent de toute part; le délire s’empare de la foule, les journalistes ne savent que trop penser de cette euphorique conférence de presse.

Pour conclure le spectacle apparaît soudain le Premier ministre accompagné des leaders inuit et syndicaux. Sur fond de scène, l’entente historique signée par ceux-ci illumine l’amphithéâtre. C’est le délire chez les partisans. La vision est hallucinante, des faisceaux de lumières balaient les partisans et la scène; le coup est parfait. Dans moins d’une heure, tous les médias de la planète reprendront à leur compte ces images saisissantes de ce développement considérable et de cette découverte extraordinaire. Le projet hydroélectrique de Grande Baleine est bel et bien mort et enterré. Vive le projet Saîmo! Vive l’hydrogène liquide!

Chapitre 3

XXXXV

L'histoire politique canadienne est une suite ininterrompue de divorces culturels entre les trois peuples fondateurs: les Autochtones, les Français et les Anglais, formant tous trois le "triangle amoureux" canadien. La pomme de discorde étant les droits individuels versus les droits collectifs; l'hypocrisie érigée en système. Au début de la colonie, autant le régime français et anglais s'unirent pour imposer les droits collectifs des blancs sur le territoire au détriment des droits individuels amérindiens les plus élémentaires; pas de droit de vote, insolvabilité des Autochtones auprès des institutions financières. Deux siècles plus tard, lorsque les Francophones décidèrent d'affirmer l'autonomie politique et culturelle du Québec en légiférant démocratiquement sur les droits linguistiques francophones, un tollé de protestations s'éleva du Canada anglais au nom du sacro-saint principe des droits individuels des Anglophones bafoués par l'expression des droits collectifs de la nation québécoise. Le jeu politique canadien consiste en effet à se proclamer à la fois défenseur des droits individuels ou collectifs selon les circonstances et les intérêts des parties concernées.

Ainsi a été, est et sera la subtilité machiavélique du jeu politique canadien basé sur la notion de multiculturalisme. L'idée du multiculturalisme est née chez les minorités canadiennes en réaction contre les réclamations des Francophones du pays. Son objectif consiste à faire avancer le statut de certaines minorités en jouant sur les préjugés et le racisme à l'égard des autres, de préférence francophone, le groupe honni parce que fondateur et minoritaire. Tout le jeu politique des Anglophones canadiens repose sur un spectaculaire renversement des rôles alimenté par les médias qui se produit, quand pour venir à bout du groupe qu'on tolère mal, on le présente alors comme l'oppresseur. Autrefois, le blanc se défendait contre les "maudits sauvages", aujourd'hui, les Anglophones combattent les "frog racistes", demain ce sera le tour des "jaunes" de la Colombie-Britannique après l'exode de milliers de Chinois de Hong Kong au Canada, principalement à Vankong, nouveau surnom révélateur de Vancouver.

La situation politique du Québec a ceci de particulier: cette province du Canada est exclue de la constitution canadienne depuis plus de dix ans En effet, le gouvernement fédéral rapatria de Londres, en l982, la constitution canadienne sans l'accord du Québec. Ce dernier se retrouva, ipso facto, exclu de la constitution. C'est cette injustice que Brian Mulroney, un Québécois anglophone d'origine modeste devenu Premier ministre du Canada, veut réparer quelques années plus tard quand son parti est porté au pouvoir. L'accord du lac Meech, qu'il tente de faire accepter par le Canada, stipule, entre autres, que le Québec est une société distincte. Cette phrase symbolique est le minimum acceptable pour le Québec, garant de protéger le fait français au Canada. Meech devient un point de ralliement au Québec. En dépit de la bonne volonté d'une partie des responsables du Canada anglais, Brian Mulroney ne peut faire l'unanimité des provinces, condition essentielle pour la ratification de l'accord.

L’opposition farouche du Premier ministre de la province de Terre-Neuve, Clyde Wells associée à celle d’un député amérindien du Manitoba ruinent l’accord. Le Canada anglais vient d’exclure pour la deuxième fois le Québec de la constitution canadienne.

Les Canadiens sont les premiers responsables de la chute catastrophique de leur crédibilité internationale. Et ce mouvement à la baisse ne date pas d’hier. En l965, le président américain Lyndon Johnson ne manquait jamais une occasion de rappeler que si ce Lester Pearson était un si fin renard diplomatique avec en poche une solution toute faite pour sortir du cul-de- sac vietnamien pourquoi n’utilisait-il pas les mêmes talents pour régler le cas des séparatistes québécois. Pierre Trudeau, lui aussi, a eu droit au même traitement. “Un socialiste d’opérette” s’amusaient à répéter les éditorialistes américains qui “non seulement n’a pu sauver son mariage, mais qui laisse son pays dans un pire état qu’il ne l’avait pris”. Depuis bientôt plus de trente ans que tout ce que compte le Canada de diplomates, d’ambassadeurs itinérants et de ministres passent leur temps à répéter que (l) la crise canadienne est définitivement réglée, que (2) cette fois-ci la crise est sérieuse, que (3) le Canada est plus uni que jamais, que (4) en bout de piste les Canadiens vont réagir rationnellement. Et ainsi de suite. A chaque nouvelle explication, ils perdent encore un peu plus du peu de crédibilité qui leur reste et ils doivent alors se mettre à expliquer pourquoi leur dernière explication n’est plus tout à fait valide. A part une participation aux casques bleus de l’ONU, le Canada n’a presque plus rien à offrir sur la scène internationale surtout pas l’exemple d’une société capable de se réformer. On dirait même que les politiciens canadiens attendent d’être confrontés à une “Yougoslavie en Canada” avant de réagir à l’urgence. En somme, il ne reste plus aux Canadiens que l’illusion d’un pays à dimension internationale, c’est à dire “an international back bencher”.

L’annonce du projet Saîmo, les milliards en investissements, la place de Montréal sur l’échiquier mondial fit trembler les financiers de Bay Street, centre financier de l’establishment anglo-saxon. Selon cette perspective intolérable, Toronto ne sera plus Toronto. Tout le centre financier risque de glisser vers l’Est, vers Montréal la francophone. Toronto perdra son titre de ville “world class” de métropole canadienne. L’immigration des néo-canadiens attirés par la prospérité viendra grossir dangereusement les rangs des citoyens francophones de la société distincte. Bay street réalise maintenant qu’il existe un modèle québécois de développement économique comme il en existe un japonais et allemand, c’est à dire un modèle qui reflète l’aboutissement de 40 ans de nationalisme économique. Quatre décennies, trois partis politiques, une même direction économique, voilà le consensus de continuité qui agace tant l’establishment canadien anglais.

Pendant que les Anglophones inquiets se demandent si le Canada ne deviendra pas le 51e État américain, les Québécois, comme les grands aventuriers du début de la colonie, partent à la conquête des États américains limitrophes avec “la Belle province”. Pendant que les Canadiens s’inquiètent du traité de libre-échange avec les États-Unis, les financiers et industriels québécois traversent la frontière et se servent de ces régions comme rampe de

lancements vers le grand marché yankee. Déjà, ces régions ressemblent plus à une colonie du Québec que l'inverse. Le corridor Montréal - Burlington est en train de devenir une importante zone de croissance économique. La voilà, la réponse québécoise aux xénophobies du Canada anglais. Alors que partout au Canada, on rejette le bilinguisme officiel et le français, les Américains, eux, se mettent au français. On parle plus le français à Plattsburg et Burlington qu'à Toronto. Les commerçants, les vendeurs, les industriels américains se mettent au français, business as usual. Les hommes d'affaires américains et québécois ont compris depuis longtemps que de toute façon, avec la globalisation des marchés, ce n'est pas une mais trois ou quatre langues qu'ils devront parler incessamment.

Au début du siècle, l'exode de millions de Québécois vers les filatures des États de la Nouvelle-Angleterre, du New Hampshire saigna le Québec rural. Pendant ce temps, le Canada anglais permettait à des millions d'immigrants de s'installer à l'ouest dans le but non-avoué de supplanter la présence française dans ces régions. Manchester et Lowell, qui furent, jadis, de grands centres industriels mondiaux, étaient aussi de grands centres de la vie intellectuelle française avec leurs journaux, leurs associations, leurs églises, leurs écoles. Woonsocket, près de Boston, a déjà compté plus de Québécois que la ville de Québec. Se servant de leur dynamisme économique, les Québécois, comme les Allemands et les Japonais réécrivent l'histoire, se réapproprie des pans entiers d'un destin qui leur ont un jour échappé et ne le lâcheront plus jamais. Toronto vient de l'apprendre à ses dépens. De Fort Chimo à Burlington, le centre c'est Montréal.

XXXXVl

Washington, 9 mai 91

Au département d'État américain, c'est la consternation. Canal de Kra, barrage sur le Brahmapoutre, technopole nordique, usine d'hydrogène, un Fonds international de développement doté de budgets gigantesques, les pétrolières qui paniquent, un président furieux qui n'y comprend plus rien, cela en est trop. Un véritable branle-bas de combat s'est installé, une armée de fonctionnaires, de conseillers économiques, de juristes est mobilisée. Tous ont la vague impression que le tapis est en train de leur glisser sous les pieds, tous veulent comprendre. Ce sera le rôle de Steve Drayton, leader de la prospective américaine, le pendant yankee de maître Fujihama. La grande salle de conférence du département d'État est bondée pour entendre le futurologue.

S'avançant sur la scène sans dire un mot, il actionne le mécanisme de mise en marche du système vidéo. En 30 secondes, ce court vidéo au message éloquent glace la salle. A chaque soir, la chaîne de télévision NHK termine ainsi sa programmation: une vision du drapeau japonais suivie d'un savant fondu-enchaîné sur le globe terrestre qui vient peu à peu prendre sa place au centre du drapeau superposant le soleil rouge. A chaque soir, des millions de Japonais regardent cette image et vont ensuite se coucher.

- “Faut-il vous en montrer davantage? demande Drayton d’une voix puissante pour secouer la torpeur qui envahit la salle. Alors sachez, reprit-il sèchement que la deuxième guerre du Pacifique est commencée depuis 45 ans. Comme pour Pearl Harbour, nous n’avons rien vu venir. Oubliez vos navires de guerres, vos F-15, vos missiles “Patriotes’ et toute votre quincaillerie militaire. Ce qu’a besoin l’Amérique, c’est d’une armée d’économistes et d’hommes d’affaires sur le front en première ligne. Savez-vous qu’en moins de 25 ans, nous avons vendu la quasi-totalité de nos connaissances technologiques pour un montant global de 9 milliards et ce, à travers, 32 000 contrats de transfert technologique. Cela ne représente même pas le cinquième de l’excédent commercial que les Japonais vont se payer sur notre dos pour cette seule année. Les Japonais ne copient plus, ils découvrent. En 45 ans, un pays ruiné par la guerre, dépourvu de richesses naturelles est parvenu à se hisser au sommet de la hiérarchie mondiale suivi de l’Allemagne. Savez-vous, s’emporte à nouveau Drayton sans reprendre son souffle, que pour la première fois de notre histoire, les États-Unis dépendent d’un autre pays pour gérer son administration interne. Sans l’injection de capitaux japonais par l’achat des bons du Trésor américain, nous ne pourrions payer les salaires de nos employés. Cela s’appelle être économiquement colonisé, excusez la brutalité de mes propos mais c’est la vérité. Regardez nos propres compagnies quittées l’Amérique pour s’installer en Asie et aller chercher des salaires moins élevés pour les employés, des productivités plus grandes et des syndicats inexistants. Nous oublions trop souvent qu’une grande partie de ce déficit, nous est imposée par des Américains. Il est plus que temps de dénoncer les salaires astronomiques payés à nos dirigeants industriels qui ont affiché une préférence trop marquée pour la distribution de dividendes généreux, le rachat d’actions et les fusions au détriment de nouveaux investissements. Toutes les raisons sont bonnes pour expliquer un tel comportement, mais une chose est certaine, de continuer Drayton, une gestion à court terme est rarement rentable. Ce qui nous amène au paradoxe suivant: en Californie, terre promise de la recherche industrielle américaine, on ne parle que du Japon, en revanche, au Japon, on ne parle pas du tout de la Californie. L’infrastructure industrielle américaine est atteinte de sénilité et on ne fait rien pour remédier à la situation sans compter la dette. Les entreprises doivent plus de 3 500 milliards de dollars, les particuliers presque autant. L’ardoise totale avoisine donc les 10 000 milliards, l’équivalent de deux années de production. Auxquels il faut ajouter 2 300 milliards dus par les institutions financières. Force est d’admette, de constater que notre économie est en déclin et que nous devons désormais nous adapter à une économie qui s’internationalise de jour en jour. Voilà pour la situation générale”.

XXXXVIl

Houston, 9 mai 91

Rien n’a changé depuis le temps où du haut des remparts de Byzance, les guerriers byzantins repoussaient l’assaillant en l’arrosant de pétrole enflammé. Si l’or noir engendre tant de convoitises, c’est qu’il est avant tout un fantastique facteur de progrès pour les pays industrialisés et une source de richesses pour les pays exportateurs. Le pétrole est devenu, en un siècle, l’une des premières industries de l’Univers. Sur toute la surface du globe, on fore,

on pompe, on traite, on transporte et on tue pour elle. Les plus gros bateaux du monde sont des pétroliers, les pires catastrophes écologiques sont aussi reliées au pétrole. Sept des entreprises les plus riches au monde sont des compagnies pétrolières; on les appelle les sept sœurs: Exxon, Shell, Texaco, BP, Mobil, Gulf, Socal-Chevron.

Au fil des décennies, ces pétrolières ont pris l'allure de véritables gouvernements parallèles privés en faveur desquels les nations occidentales ont délibérément abdiqué une partie de leurs prérogatives diplomatiques. Leurs ambitions commerciales sont lourdes de conséquences diplomatiques telles les révolutions en Iran, le conflit en Irak ou les guerres civiles au Nigeria. Partout où il y a du pétrole se profile la diplomatie du pétrole des sept sœurs Plus que toutes autres, ces compagnies ont contribué à la transformation du monde où nous vivons. Installés au centre de leur citadelle de verre, les chefs du pétrole semblent, non sans raison, avoir pleinement confiance en eux-mêmes. Ils occupent des postes d'administrateurs au sein de compagnies qui ont survécu pendant un siècle à tous gouvernements de gauche comme de droite. Jouant quotidiennement avec des milliards, ces hommes placent, prospectent comme des enragés; seule la hausse de profits toujours plus considérables les animent.

Expertes au jeu des arrangements supranationaux, ces compagnies dépassaient sur ce terrain les capacités des États où elles opéraient. Elles avaient en outre étendu leurs activités à d'autres secteurs industriels dont la pétrochimie, les charbonnages, les centrales atomiques, non seulement pour produire de l'énergie mais aussi pour fabriquer des plastiques, des engrais, des produits pharmaceutiques, de l'armement. Le pétrole avait fait d'elles les maîtresses de la moitié du commerce mondial et, chose remarquable entre toutes, leur avait assuré le contrôle de concessions desquelles les pays d'accueil sous-traitaient une grande partie de leur souveraineté.

Pour l'Occident, la seule géographie véritable n'a rien à voir avec les noms et le tracé frontalier des nations; l'Arabie Saoudite est le domaine de l'Aramco; Koweit signifie Gulf et BP. Les sept sœurs possèdent et administrent des villes entières en plein désert; elles ont le pouvoir de décider de la croissance économique de tel ou tel autres pays. De là, une des origines du conflit Irak-Koweit. Dans l'esprit de Saddam Hussein, l'alliance du Koweit et de l'Arabie Saoudite avec les sept sœurs afin de maintenir artificiellement bas le coût du baril de pétrole affecta grandement les revenus de l'Irak endetté après sept ans de guerre avec l'Iran. L'invasion du Koweit avait pour but de briser cette alliance et de rétablir des prix du pétrole à la hausse. On connaît la suite. L'Occident ne fait qu'appliquer la diplomatie du pétrole telle que conçue auparavant par les sept sœurs

Que les pétrolières aient investi massivement dans la plus grande industrie mondiale qu'est l'armement cela va de soi ! On se bat pour le pétrole, on fomente des coups d'État pour s'approprier l'or noir, aussi bien en profiter. Les sept sœurs sont présentes sur presque tous les conseils d'administration des grandes industries militaires et vice versa. Le cartel privé

des marchands d'armes forme lui aussi une confrérie des plus étanches. Quelques compagnies seulement accomplissent 90% des opérations commerciales qui ne sont pas conduites par les États eux-mêmes; ce qui en fait l'industrie la plus prospère de la planète, suivie de la drogue et du pétrole en troisième place. Les administrateurs de ce club sélect sont d'origines diverses: anciens légionnaires comme George Carmichaël mais aussi des universitaires et polytechniciens comme le Canadien George Bull assassiné mystérieusement. Tous fréquentent les salons politiques et diplomatiques où ils sont couramment invités. Le succès aidant, ils possèdent des installations luxueuses et des appartements dans les beaux quartiers de toutes les capitales des pays-clients où ils donnent des réceptions fastueuses et, en Occident, des bureaux discrets dans des immeubles cossus. Tous se déplacent dans tous les coins du monde, leurs escales préférées: le Liechtenstein, Les Bahamas, Macao. Ces pays ayant une législation très souple en matière de ventes d'armes, les transactions peuvent donc s'y dérouler dans un climat serein. Dans ce monde nébuleux des grandes corporations supranationales, guerre ou non, tout baigne dans l'huile. Plutôt, tout baignait dans l'huile jusqu'à ce jour.

L'annonce du projet Saîmo par le consortium nippo-québécois provoqua immédiatement un chaos boursier sur les titres pétroliers dès l'ouverture des marchés. D'immenses sommes d'argent sont transférées vers l'hydrogène au détriment des pétrolières. Non pas que le pétrole soit en danger, il a encore plusieurs belles années devant lui. Ce qui inquiète les sept sœurs, est plutôt que, pour la première fois depuis un siècle, leur monopole total sur le contrôle mondial de l'énergie est attaqué; l'énergie du 21e siècle risque de leur échapper.

XXXXVlll

Genève, Suisse, 10 mai 91

Quarante ans plutôt que prévus, les pays producteurs de pétrole regroupés au sein de l'OPEP font face à un monde où le pétrole a perdu de sa valeur. En une matinée, le coût du baril a chuté de 50%. Pour la première fois, les pays de l'OPEP réalisent avec effroi qu'ils n'ont jamais pensé à diversifier leurs économies et leurs industries. Hier, tout cela pouvait attendre; le pétrole abonde encore pour plusieurs décennies. Aujourd'hui, avec l'arrivée soudaine de l'hydrogène, l'OPEP n'est manifestement pas prête à faire face à la musique. Par le passé, la richesse soudaine des pays arabes avait provoqué une orgie de dépenses inappropriées. Aucun plan d'ensemble, aucun concept de développement économique, aucune stratégie d'industrialisation furent coordonnés adéquatement; tout tournait autour du pétrole et de la guerre. Depuis maintenant dix ans, le monde arabe subit une crise financière dont la gravité a attaqué les fondements-mêmes des États. Les pays arabes du Maghreb et du Moyen-Orient sont étouffés par le poids des dettes à rembourser. Les dépenses de sécurité et de défenses ont absorbé plus du tiers de leur revenu pétrolier. Guerre du golfe persique, conflit arabo-israélien, conflits au Tchad et au Sahara occidental les ont presque ruinés; si bien, qu'ils ne peuvent même plus se permettre d'être à nouveau en conflit sous peine de retourner aux

conditions de famine et de délabrement industriel caractéristiques des pays du tiers-monde. En fait, depuis 1982, les pays de l'OPEP empruntent plus aux banques étrangères qu'ils n'y font de dépôts. La flambée des prix du pétrole en 1982 provoqua une véritable révolution technologique en Occident. L'OPEP et l'Union soviétique, riches en pétrole, ne participèrent à ce mouvement caractérisé par les technologies avancées en économie d'énergie.

Au Japon, l'industrie nucléaire prend le relais les centrales au mazout. En Amérique, le recours au gaz naturel local économise 800 000 barils de pétrole par jour. En France, 70% de l'électricité est produite par le nucléaire. Avec l'apparition de l'hydrogène liquide sur le marché, l'OPEP perd rapidement le contrôle de son unique atout: le cours mondial de l'énergie. Avec l'hydrogène, le monde s'engage vers l'après pétrole, le post-OPEP où le pétrole deviendra de plus en plus énergie d'appoint et de substitut. Du jour au lendemain, le Moyen-Orient cesse d'être un point de focalisation de la politique étrangère des grands pays industriels. L'OPEP ne peut plus tirer son épingle du jeu par le pétrole.

Pris de panique, les pays arabes réunis d'urgence à Genève, devant la perspective de voir leur économie s'effondrer, décident à l'unanimité de couper radicalement dans leurs dépenses militaires et de réinvestir des milliards dans les industries de haute technologie. Cette décision porte un coup mortel au cœur du complexe militaro-industriel occidental et soviétique. Les résultats ne se font pas attendre. Le complexe militaro-industriel est plongé en pleine crise. Dès l'annonce de ces coupures drastiques, les cinq grands américains de l'armement: McDonnel Douglas, General Dynamics, General electric, Tenneco et Raytheon, envisagent des réductions importantes dans leur carnet de commandes. En Europe, des licenciements sont annoncés: 2 000 départs chez Dassault, 3 000 chez Thompson CSF, chez CMM et SNIA, 25 % de réduction d'effectif. L'âge d'or est passé.

XXXXVlV

Moscou, 10 mai 91

Des hommes et des femmes de toutes générations, des intellectuels, des cadres, des artistes, des ingénieurs et ouvriers yakoutes fêtent dans l'exubérance cet essor économique sans précédent pour la république. Les Yakoutes savent depuis longtemps distinguer le vrai du faux; reconnaître l'espoir de l'illusion. Un tel développement économique annoncé par Moscou aurait provoqué incrédulité, scepticisme et cynisme. Mais que l'on parle d'investissements en yen plutôt qu'en roubles et tout devient possible, tout peut changer, l'espoir fleurit comme une plante nordique dans le pergélisol.

Pendant ce temps, les treize hommes, réunit d'urgence au Kremlin autour de la table en T du Politburo, sont préoccupés et méfiants. L'annonce de cette découverte exceptionnelle et le contrat de cessation des droits miniers des monts Stanovoï par la république autonome de Yakoutie en indisposent plus d'un. Seul Gorbatchev semble serein. Pourtant, il sait, plus que

tout autre, qu'une dangereuse lutte de factions à l'intérieur du Politburo est en train de se jouer; plusieurs sont loin de se rallier à la perestroïka et à la glasnot proposés par le président-secrétaire général. Gorbatchev se doit de composer avec l'aile conservatrice, héritage empoissonné de l'ère brejnévienne et andropovienne dont le credo se résume à discipline et économie centralisée. Comme prévu, c'est Ligor Ligatchev, l'incontournable numéro deux du régime, le chien de garde de l'orthodoxie communiste qui ouvre les hostilités.

- "Camarades, dit fermement Ligachev, vous savez tous maintenant que la république de Yakoutie a outrageusement dépassé ses pouvoirs en signant, avec une puissance étrangère, un contrat d'exploitation minier sans l'accord de Moscou. Ceci est inadmissible. Tous aussi, savez maintenant que les monts Stanovoï sont devenus une pièce maîtresse dans la fabrication de l'hydrogène qui deviendra d'ici vingt ans la source première d'énergie. Or les monts Stanovoï ne sont pas yakoutes mais soviétiques, encore moins japonais".

Pendant plus d'une heure, Ligachev poursuit ainsi son exposé suivi d'une âpre et vive discussion. Pour la faction conservatrice, il est évident que le contrat signé avec les Japonais, ouvre toutes grandes les frontières des républiques autonomistes à l'invasion commerciale étrangère. Pour elle, les décisions du parti deviennent des obligations pour toutes les républiques. Mais il y a plus que cela en jeu sur la scène internationale; Gorbatchev le sait très bien et le redoute au plus haut point.

- "Je ne vous apprendrai rien en déclarant de poursuivre Ligachev que le gouvernement chinois n'attend qu'un signe de faiblesse de notre part pour s'approprier les territoires sibériens chèrement acquis par nos ancêtres par les traités de Aigounen et de Pékin. Ligachev, visiblement bien préparé et informé, marque coup sur coup. Gorbatchev assiste impuissant à la victoire des orthodoxes."

Historiquement, Ligachev a raison. Les traités, signés autrefois entre l'empereur chinois et le tsar russe à Aigounen en l858 et à Pékin en l860, sont, en effet, par nature des traités inégaux. Le tsar profita de la période pendant laquelle la Chine était sans défense et livrée aux puissances impérialistes de l'Europe pour signer des traités iniques et récupérer ainsi les territoires de la Sibérie orientale appartenant historiquement à la Chine.

La compétition entre les tsars russes et les tsing chinois pour le contrôle des territoires sibériens s'échelonnent sur plusieurs siècles. Dès les premiers temps de la colonisation russe au début du XVIIe siècle, les Cosaques poussèrent leurs raids de reconnaissance à partir du lac Baïkal très loin vers l'est et le sud jusqu'à la grande muraille de Chine, la frontière du "Céleste Empire". Lorsque les Mandchous s'installèrent à Pékin, les hostilités reprirent. Les troupes du tsar, trop éloignées de leur base, subirent défaite après défaite et furent refoulées. En l689, le Russe Golovine, assiégé dans une forteresse de vieilles murailles en bois, signa le traité de Nertchinsk qui céda aux Mandchous la totalité des possessions russes sur les cours supérieur et moyen du fleuve Amour, théâtre principal des opérations militaires. Deux

siècles s'ensuivirent qui consacrèrent l'emprise chinoise sur la Sibérie orientale. Vers l850, la roue de l'histoire tourna à nouveau. La Chine, exténuée par la guerre de l'opium avec l'Angleterre mais plus encore par la révolte des Pai-ping, fut envahie et sa capitale occupée en l860 par un détachement franco-anglais. La Russie profita alors de l'extrême embarras de la cour impériale chinoise pour se découper un gros morceau de territoire sibérien. Affaiblie et impuissante, la Chine se résigna à signer ces fameux traités inégaux qui lui enlevèrent plus d'un million de kilomètres carrés. Les Russes se dépêchèrent de développer et de mettre en valeur ces territoires de peur de représailles internationales; un peu comme Israël qui, aujourd'hui, occupe illégalement lui aussi des territoires au détriment du droit international reconnu.

En septembre l920, coup de théâtre diplomatique, Lénine, chef de la révolution d'octobre, déclare que les traités inégaux avec la Chine doivent être abolis et renégociés. Déclaration que Staline a toujours refusée d'admettre par la suite. Le conflit territorial atteint son paroxysme en l969. Sous la poussée de la révolution culturelle maoïste, des incidents militaires éclatèrent à la frontière sino-soviétique. Ce fut un massacre sanglant de centaines de morts parmi les forces chinoises. Depuis ce temps, les Soviétiques prennent très au sérieux les menaces chinoises. Dans l'esprit des dirigeants chinois, le seul traité valide est celui de Nerchinsk en l689. En l964, près de quatre siècles plus tard, le président Mao Tsé-toung déclarait à une délégation japonaise en visite que les terres sibériennes appartenaient de plein droit à la Chine et qu'un jour elle présenterait la note. Dans l'esprit de Ligachev, dans son opposition à Gorbatchev, la Chine ne doit pas penser qu'elle peut se servir de la faiblesse économique et idéologique de l'URSS des années 90 pour refaire à l'inverse le coup de force de 1860 comme réparations aux traités inégaux, d'autant plus qu'en Chine, on pardonne mal à Gorbatchev, ce renégat du communisme, sa nouvelle politique étrangère qui est à l'origine du massacre de la place Tienanmen.

En ce mercredi soir, Gorbatchev et ses alliés sont mis en minorité au sein du Politburo par l'aile conservatrice et militariste. Le vote confirme la thèse et la résolution de Ligachev: la Yakoutie sera envahie, le contrat avec le Japon sera résilié et les troupes soviétiques renforcées à la frontière sino-soviétique. Pour la première fois depuis son accession à la plus haute instance de la vie publique soviétique, Michael Gorbatchev doit se résigner à voter en faveur de la motion le Ligachev sous peine de démission. A partir de maintenant, tant sur le plan de la politique intérieure qu'étrangère, la partie sera serrée, les marges de manœuvres inexistantes.

L

Ottawa, Canada, 10 mai 91

Au siège du parlement canadien, la tempête gronde. Le Premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, en conversation téléphonique avec son homologue canadien, est en furie et pour cause. L'arrivée de l'hydrogène sur le marché mondial signe l'arrêt de mort du projet pétrolifère d'Hibernia au large des côtes de Terre-Neuve. Le dépôt pétrolifère d'Hibernia contient près de 900 millions de barils de pétrole récupérable. La mise en valeur de ces réserves sous-marines est une véritable planche de salut pour cette province appauvrie qui fait face à une crise majeure dans le secteur de la pêche commerciale et dont le taux de chômage atteint près de 16%. La construction des immenses plates-formes de forage devrait créer près de 10 000 emplois à Terre-Neuve au cours des cinq prochaines années. Clyde Wells vient d'apprendre à ses dépens que la devise du Québec est "Je me souviens". L'opposition de Clyde Wells à la réintégration du Québec exclu de la constitution canadienne depuis l982 et l'exclusion des chantiers maritimes québécois dans la construction des plates-formes de forage du projet Hibernia, ont laissé un goût amer dans la bouche de bien des Québécois. Se débattant comme un diable dans l'eau bénite, Clyde Wells trouve enfin des oreilles compatissantes à Bay Street repère de la finance anglo-canadienne où banquiers et financiers sont fort indisposés par cette soudaine prospérité de Montréal au détriment de Toronto. Ce projet d'hydrogène ne fait que confirmer la thèse anglo-saxonne qui veut qu'un Québec économiquement fort augmente les chances de réussite de la souveraineté du Québec.

A Ottawa, siège du parlement canadien, le Premier ministre Brian Mulroney subit les fortes pressions des lobbyistes torontois déchaînés. Peu habitué à poser de grands gestes diplomatiques, Brian Mulroney sait cependant qu'il ne peut pas, contrairement à son habitude, resté les bras croisés et attendre la tournure des événements. Il se doit de faire comprendre aux Japonais que le projet Saîmo est loin d'être une réalité. Ses conseillers lui font remarquer avec raison que le point faible du projet nippo-québécois est le transport maritime. Une mine en Yakoutie, l'autre au Québec, reliées ensemble par le passage du nord-ouest. Le passage du nord-ouest, qui va de l'île de Baffin à la mer de Beaufort, comporte un certain nombre de routes de navigation que la technologie moderne rend aujourd'hui praticables à l'année longue. C'est là qu'il devra frapper et fort.

Le concept de liberté des océans est généralement admis par le concert des nations et se résume ainsi "res nullius" (sans droit de propriété), "res communis" (ouvert à tous), expressions issues du droit romain. L'apparition de nouvelles technologies permettant l'exploitation "off shore" des richesses naturelles sous-marines, la protection des zones de pêches traditionnelles, l'importance géopolitique des océans dans la stratégie militaire mondiale forcèrent les nations à introduire de nouvelles règles permettant l'extension de la juridiction des pays côtiers jusqu'à 12 miles des côtes et 200 miles pour la zone de pêche.

L’environnement particulier de l’océan Arctique couvert à 90% de glace est le théâtre de divergences diplomatiques quant à sa classification.

Deux théories majeures s’affrontent: la première veut que la glace en permanence soit traitée comme terre, l’autre comme un océan. Le Canada coupa court à la controverse en déclarant que tout le territoire nordique, incluant les îles de l’archipel arctique est de juridiction canadienne depuis la prise de possession par le capitaine Bernier. Toutes les eaux jusqu’à 12 miles nautiques entourant l’archipel arctique incluant le passage du nord-ouest sont sujettes à la souveraineté canadienne. Par contre, le Japon, les États-Unis, l’URSS se sont toujours opposés à cette souveraineté réclamée par le Canada. Pour eux, le passage du nord-ouest remplit toutes les conditions de la définition de détroit international selon la convention de Corfou de l949 qui affirme qu’un détroit international doit relier deux parties de haute mer ou une partie de haute mer à une partie de mer territoriale d’un État et ajoute que l’usage du passage fait loi. Or le passage du nord-ouest fut que très rarement emprunté à cause de la résistance de la glace; ce qui renforce l’argumentation canadienne puisque ce passage est donc impraticable la majeure partie de l’année.

La réponse ne se fit pas attendre. Pour la première fois, un navire de surface navigua dans l’Arctique en hiver et ajouta à l’injure en se rendant jusqu’au pôle nord. L’URSS Arktika, le plus puissant brise-glace au monde venait de démontrer que la navigation à l’année longue est maintenant possible. Les traversées successives du passage par le bateau américain Manhattan en 69 et du Polar Sea quelques années plus tard confirmèrent ce fait et indisposèrent grandement les Canadiens. Les Américains profitèrent de l’incident créé par le Manhattan pour contester la souveraineté canadienne sur le passage. Le Canada répliqua en adoptant à toute vitesse l’Acte de prévention de la pollution des eaux arctiques qui donne au Canada un droit de regard sur tout navire traversant le passage afin de protéger l’écosystème délicat de l’Arctique canadien. Le Canada pouvait ainsi contrôler le passage à sa guise.

Si le projet japonais voit le jour, des super minéraliers emprunteront annuellement le passage. Les conseillers de Mulroney savent fort bien que si le Canada n’exerce pas sa souveraineté sur le passage, les États-Unis interpréteront ce déni comme un abandon de la dite souveraineté au profit d’un droit de passage international. Cédant aux pressions de Terre-Neuve et de Bay Street, le Premier ministre signifia au gouvernement japonais que le Canada n’autorisera pas la navigation hivernale dans le passage due aux risques élevés d’accidents que comportent ce type de navigation. Par le fait même, il signifia aux Québécois que le développement prometteur de Montréal est fortement compromis.

Ll

Québec, 11 mai 91

Le Premier ministre Bourassa est atterré. Suite à l'échec du lac Meech dont les plaies sont loin encore d'être cicatrisées, le Premier ministre semble dépassé par cette gifle de Ottawa. C'est le chef de l'opposition officielle, grand nationaliste, qui vient à la rescousse de son Premier ministre en proposant l'union sacrée et en invitant toutes les forces vives du Québec à combattre ce coup de force économique contre le Québec. Cette image des deux leaders politiques québécois parlant d'une seule voix réjouie les Québécois. Le Canada anglais en les renvoyant, d'une certaine manière à eux-mêmes, force ainsi la population du Québec à inventer le changement. Deux hypothèses sont d'ores et déjà exclues: le statut quo, c'est à dire le fédéralisme actuel et l'annexion aux États-Unis. Deux options semblent s'être glissées à la tête du peloton soit un fédéralisme renouvelé et décentralisé accordant une certaine souveraineté culturelle au Québec et assortie d'une union économique ou l'indépendance.

Il est certain dans la tête des grands généraux de l'économie du Québec que rien ne pourra empêcher le développement de Montréal comme capitale mondiale de l'énergie pour le prochain siècle. Fort de ces appuis, le Premier ministre répond "par la bouche de ses canons". Le Québec, étant exclu de la constitution canadienne donc ne faisant plus partie juridiquement du Canada et ce, depuis plus de dix ans, n'a plus d'autre choix que d'aller entériner cette situation de fait auprès de la population en proposant la tenue d'un référendum sur l'indépendance du Québec.

Lll

République autonome de Yakoutie, 11 mai 91

La militarisation accrue du sud de la Sibérie orientale est présentée par les autorités du Kremlin aux dirigeants yakoutes comme une mesure préventive contre un éventuel coup de force chinois contre la république soviétique et les monts Stanovoï. L'alibi est parfait. La peur du "péril jaune" est intense en Sibérie. Tous se rappellent cet acte de folie sanguinaire lorsqu'en l969, Mao Tsé-toung lança ses hordes par-dessus l'Amour et provoqua un gigantesque carnage en envahissant l'île soviétique de Damansky sur la rivière Ossouri, affluent de l'Amour. Les troupes chinoises furent repoussées et contenues. Depuis cet épisode sanglant, les négociations frontalières piétinent.

Aux yeux des citoyens des républiques sibériennes, c'est grâce à l'aide fraternelle des Soviétiques dans les années 50 en prodiguant machines, outils, produits finis, conseillers techniques et ingénieurs que la Chine, alors un peuple d'ignares et d'analphabètes, a pu réussir sa révolution communiste. Les sacrifices du peuple soviétique au bénéfice de la Chine relèguent au ridicule les problèmes frontaliers. Pourtant il y a quarante ans, les

relations étaient intenses. Le trafic sur la voie ferrée reliant la Sibérie à Pékin était incessant. C'était aussi la voie la plus rapide pour Vladivostok. Aujourd'hui, cette liaison directe a été interrompue et les échanges commerciaux sont tombés à une fraction de leur niveau antérieur. De bons voisins, les Chinois sont devenus l'ennemi. Résultat: on évalue à environ 800 000 hommes, à cinquante divisions équipées de 2 500 avions et 8 500 blindés, les effectifs qui montent la garde sur l'Argoun, l'Amour et l'Oussouri et à l'ouest jusqu'aux confins du Kazakhstan et du Sin-Kiang, soit sept mille cinq cents kilomètres de frontières communes.

Llll

Pékin 11 mai 91

Bien sûr pour les Chinois, le tableau se lit inversé. Leur grande désillusion remonte justement à l'époque de l'aide soviétique. Insolents et méprisants, les soi-disant ingénieurs, dont la Chine devait payer comptant les salaires exorbitants, se conduisaient en Chine comme en pays occupé. L'aide soviétique visait essentiellement la mainmise économique sur la Chine en vue de la satellisée éventuellement. Lorsque Pékin rompu définitivement les liens pour déjouer le stratagème, on assista à l'une des plus grandes opérations de sabotage industriel jamais tentée dans le monde. Des ponts furent abandonnés à moitié construits sur les fleuves, les plans introuvables. Des usines s'arrêtèrent faute de machines que les Russes démontèrent ou sabordèrent au moment de partir comme des voleurs. Toute pièce de rechange devint introuvable. Ce fut toute une leçon pour les Chinois. Sans le savoir, les Soviétiques avaient appris à ces derniers à ne compter que sur eux-mêmes. Les Chinois ne l'oublieront jamais.

La position canadienne n'inquiète pas outre mesure les dirigeants chinois. Au contraire, tout imbroglio diplomatique qui peut contrecarrer le projet du siècle, donne, en effet, à la Chine le temps nécessaire pour régler définitivement son problème frontalier avec l'URSS.

La querelle entre l'URSS et la Chine porte sur trois données distinctes: l'idéologie, la politique internationale et les frontières avec la Sibérie. L'idéologie rejoint désormais la politique internationale et se réduit pour l'essentiel à une rivalité pour soumettre à son influence propre le plus grand nombre de pays-frères.

Tard venue dans le "concert" des nations, la Chine cherche à se tailler une place à sa mesure, en acquérant une clientèle propre, qu'elle ne peut prendre que dans le tiers-monde aux dépens de l'URSS. En jouant la carte de l'hydrogène par l'occupation des monts Stanovoï, la Chine veut augmenter son influence internationale et devenir ainsi un partenaire incontournable pour tous à l'aube du 21e siècle, surpassant même l'URSS. L'expansion du communisme dans le monde passe dorénavant par l'hydrogène devenu, entre les mains de Pékin, une arme idéologique incomparable. Pour Pékin, la situation est claire, les droits

miniers des monts Stanovoï ne sont ni soviétiques, ni japonais mais un bien chinois, soutiré illégalement par des traités inégaux au détriment du droit frontalier international.

LIV

Alert, Arctique canadien

L'importance stratégique de l'Arctique canadien découle évidemment de sa contiguïté avec l'Arctique soviétique. Dès le début de la guerre froide à la fin des années 40, une série de mesures préventives au niveau de la défense aérienne entraîna la construction de trois réseaux de stations avancées d'alerte dont la DEW Line. Le système de défense nord-américain (NORAD) est payé à 40% par les Canadiens. Or le Canada a très peu accès aux renseignements d'ordre technologique et aux données de surveillance des États-Unis. C'est d'ailleurs ce qui se produit tous les jours dans le jeu de cache-cache que se livrent Américains et Soviétiques sous la calotte polaire; le Canada étant d'office exclu du jeu. A tous les jours, c'est la guerre du silence; les sous-marins soviétiques essayant de percer et de déjouer le système de défense maritime avancée composé de milliers d'hydrophones reposant sur les fonds marins. Aujourd'hui le bruit est devenu, avec les progrès de la détection, le talon d'Achille des sous-marins nucléaires. L'avènement de l'écoute dans les très basses fréquences permirent de détecter les sous-marins à propulsion nucléaires jusqu'à des dizaines voir des centaines de kilomètres. Tous les passages stratégiques de navigation sont truffés de chaînes d'hydrophones fixes. Celui qui gagne la bataille est toujours celui qui émet le moins de bruit tout en possédant "l'oreille" la plus sensible aux basses fréquences émises par l'ennemi potentiel.

LV

Moscou, 12 mai 91

Visa le noir, tua le blanc. La manœuvre diplomatique du Canada pour contenir les ambitions nippones réveille la fureur assoupie de l'ours soviétique. Pour Moscou, il est de plus en plus évident que Washington, se servant du pion canadien, est derrière cette interdiction du passage du nord-ouest. Pour Ligachev, l'interdiction ne s'adresse pas seulement aux Japonais mais aussi à tous navires soviétiques.

- "Le voilà, le vrai visage du capitalisme, crie-t-il aux membres du Politburo réunis d'urgence, profiter de la dangereuse situation économique de notre pays pour nous humilier et nous faire chanter. Les monts Stanovoï nous appartiennent et nous seuls les exploiteront. L'hydrogène devient le salut de l'économie soviétique et l'Union soviétique sera de la partie et pour être de la partie, le statut international du passage du nord-ouest doit être revendiqué avec vigueur pour pouvoir accéder au minerai québécois".

Ligachev propose l'adoption du plan Yermak, nommé ainsi en l'honneur du célèbre Cosaque qui a conquis jadis la Sibérie. Encore une fois, Gorbatchev par une seule voix de différence au sein du Politburo, est contraint d'accepter la résolution sous peine d'être destitué. Dans son esprit, mieux vaut être patient, un événement inattendu finira bien par se produire lui permettant de contrôler la situation à nouveau, mais le temps presse et surtout, se demande-t-il comment réagiront les Américains? La riposte soviétique contenue dans le plan Yermak est cinglante et démontrera, pour la première fois et hors de tout doute, que si les Américains contrôlent le ciel, les océans, eux, le sont par les Soviétiques.

Immédiatement, ordre fut donné au sous-marin Yermak, le dernier-né de la technologie soviétique de faire surface. Un boucan d'enfer envahit tous les hydrophones américains lorsque le Yermak transperce l'épaisse couche de glace recouvrant le passage du nord-ouest à la hauteur de l'île de Baffin. Tous les clignotants du centre de repérage sous-marin américain s'affolèrent. Les Américains viennent de découvrir avec stupeur la riposte technologique soviétique au bombardier invisible américain: un sous-marin nucléaire complètement insonorisé. Au Pentagone, c'est la consternation. Tout le système d'écoute sous-marine a été déjoué, des années de labeur, des décennies de recherches scientifiques qui s'effondrent comme un vulgaire jeu de carte. Avant le bris de la glace, aucun écho sonore sur aucun des radars ne fut enregistré. Les experts américains en auront, pour des semaines, à étudier les prouesses technologiques du Yermak.

LVl

Washington, 12 mai 91

- "Que savons-nous de ce sous-marin demande le président Bush, fort contrarié?"

- "Bien peu, réplique l'amiral Gordon, directeur du National Reconnaissance Office (NRO), le service de renseignements par satellites de l'armée. Le premier cliché du satellite Condor nous laisse croire que les Soviétiques ont réussi à appliquer la technologie dite du sous-marin dans un sous-marin. Devant la perplexité manifeste de son auditoire, il continua. Si l'on se fie à la forme de la coque, nous en déduisons que toute la tuyauterie, le système électrique, les moteurs, les pompes sont isolés complètement de la coque extérieure par un liquide lourd, peut-être du mercure, qui absorbe tous les bruits et vibrations. De là, l'expression du sous-marin flottant dans un sous-marin."

- "Et que dit Murmansk?" La base de Murmansk étant le lieu d'origine de tous les sous-marins en mission dans l'Arctique.

- "Selon le commandant Ivanov avec qui j'ai communiqué. Version officielle: recherche scientifique"

- “Je vois! Et maintenant dit le président en se retournant vers Barret, le directeur du Conseil de sécurité de la maison blanche, votre analyse?”
- “Une belle bavure diplomatique des Canadiens reprit furieusement Barret. On ne déclare pas la souveraineté sur un territoire que l’on ne peut défendre. Diplomatiquement, nous sommes coincés. En ne reconnaissant pas la souveraineté canadienne sur le passage du nord-ouest, on permet implicitement aux Russes de s’en servir. Selon nos propres directives appliquées à la lettre, le Yermak est en règle. En somme, c’est aux Canadiens de réagir car il contrevient à une de leur loi. Mais voilà, le Canada est incapable de faire respecter ses propres législations. Ils n’ont aucun sous-marin capable de faire le boulot de gendarme, ni même un brise-glace digne de ce nom. Une belle merde si vous voulez mon avis.”

- “Avons-nous un sous-marin dans les parages?”, demande Bush à Gordon

- “L’Ohio est sur place à moins d’un kilomètre du Yermak”.

- “Très bien, ordonnez-lui de faire surface et de surveiller le Yermak 24 h sur 24 h et je veux un rapport quotidien. Vous, Barret, téléphonez à Ottawa et dites-leurs que l’Ohio et le Yermak participent conjointement à une mission scientifique dans l’Arctique. Mulroney n’a pas besoin d’en savoir davantage pour l’instant. A vous maintenant commandant Smith”.

Aussitôt debout, le commandant Smith se dirigea vers le moniteur vidéo, y inséra la cassette d’enregistrement reçue cette nuit d’un satellite Condor. Grâce aux satellites espions de l’armée de l’air américaine, le président des États-Unis peut voir à tout moment de jour comme de nuit le moindre centimètre carré de la planète. Un paysage quasi-désertique entrecoupé de bouquets d’arbres chétifs apparut à l’écran. L’image qui se rapprochait maintenant, était celle d’un camp militaire soviétique. Smith gela l’image sur l’écran.

- “Monsieur le président, nous avons ainsi repéré 18 campements militaires du genre à la frontière sino-soviétique: 10 soviétiques et 8 chinois qui ont poussé comme des champignons. Tous fortement armés, des centaines de blindés, de l’artillerie lourde, des véhicules amphibies, heureusement pas de trace d’armes nucléaires pour le moment.”

- “Cette fois-ci, va falloir manœuvrer serré observe le président inquiet. Qu’en pense notre ambassadeur à Moscou?”

- “D’après lui dit, Barret, Gorbatchev n’est plus maître du Politburo, les durs de Ligachev en auraient maintenant le contrôle. Toute la politique étrangère conciliante de Gorbatchev est remise en question. Avec Gorbatchev, comme la si bien démontré le conflit du golfe persique, on pouvait croire à une ouverture qui permettait d’espérer enfin un nouvel ordre international où l’URSS serait un allié potentiel face aux menaces du Sud contre le Nord. Avec Ligachev, c’est le retour à la guerre froide, rien de moins. Si bien que la possibilité d’un coup d’État contre Gorbatchev augmente de jour en jour.”

- “Pas question de laisser tomber Gorbatchev reprend le président, nous sommes tous d’accord sur ce point. Nous avons une dette envers lui, une dette énorme. Le Nicaragua, l’Angola, le Cambodge, La Corée l’Afghanistan, l’Allemagne de l’est, le Koweit, rien de cela n’aurait été possible sans sa collaboration. Nous devons analyser avec plus d’attention les bouleversements qui se sont produits depuis l’annonce de cette foutue découverte. J’ai bien aimé le compte-rendu de ce dénommé Drayton du département d’État; on s’aperçoit très bien que les Japonais sont présents à tous les échelons de la crise autant au Canada qu’en Union soviétique.”

- “Foutus Japonais s’emporte Barret. Quand je pense qu’on se retrouve en moins de 48 heures avec un conflit militaire en Sibérie, deux sous-marins nucléaires face à face dans l’Arctique et un pays qui réclame son indépendance, un Québec indépendant, la belle affaire! Le Japon n’a aucun intérêt à provoquer une telle crise diplomatique et militaire sauf, si bien sûr, il a la solution en poche. Reste à savoir si cette solution est compatible avec nos intérêts. Non, je n’aime pas ça, j’aimerais bien que ce Drayton enquête sur ce coup fourré des Japonais.”

- “Très bien dit Bush. Dites-lui de commencer par Montréal. Charles Haumont est un bon diplomate de carrière, il connaît bien la politique internationale et toutes ses ramifications d’autant plus qu’il se retrouve dans le bain jusqu’au coup puisque Triton Système est derrière tous les projets nippons.”

LVll

ONU, New York

Paradoxalement, la bipolarisation Est-Ouest des relations internationales a favorisé l’apparition d’une constellation de nouveaux États qui, poussés sur les ruines des vieux empires coloniaux, ont acquis tous les attributs juridiques de la souveraineté et ont tenté d’échapper à la logique des blocs. Leur influence croissante à l’ONU et le regroupement d’une partie d’entre eux au sein du mouvement des pays non-alignés leur ont conféré un certain poids dans la vie internationale. La première conséquence de la désintégration des empires coloniaux a été d’accroître dans des proportions spectaculaires les dimensions de la société internationale. De la fin de la guerre à l973, le nombre d’États indépendants a doublé, pour atteindre en fin de période plus de 140 unités. L’entrée en scène des jeunes nations nées de la décolonisation a radicalement changé le rapport de force aux Nations-Unies. Du coup, la majorité à l’Assemblée générale des Nation-Unies est passée, dans le courant des années 60, dans le camp des tiers-mondistes. Cette mutation a complètement transformé le rôle et surtout le fonctionnement de l’ONU. Dès l965, l’organisation internationale commence à donner des signes d’essoufflement.

Les causes de cet affaiblissement sont multiples mais le plus important reste, sans contredit, le problème financier; depuis plusieurs années déjà, les Nations-Unies sont en faillite. Voyant leur pouvoir diminué au sein de l'organisation, plusieurs États membres ont décidé de payer leurs cotisations "à la carte" selon leurs intérêts. Plusieurs États riches en retirant le financement nécessaire aux programmes de développement et des autres activités de l'ONU, affaiblissent considérablement la notion de responsabilité collective de l'organisation internationale. Le chantage économique s'est installé en système risquant ainsi la survie-même de l'institution. Nous sommes loin du rôle qu'avait imaginé le rêveur Woodrow Wilson, président américain renié par son propre pays, qui avait lancé l'idée de la Société des nations. Le projet Wilson s'inspirait du "Projet de paix perpétuelle" du philosophe Emmanuel Kant en recherchant une paix commune organisée à travers une association générale des nations.

Depuis le repli soviétique et la fin du conflit du golfe persique, nous sommes en train d'assister à la mise sur pied d'une sorte de conglomérat onusien de la paix économique dirigé par les cinq grands membres permanents du Conseil de sécurité. (États-Unis, Chine, France, Grande Bretagne et l'URSS). Dans ce nouvel univers des merveilles, il y aura de moins en moins de place pour les petits pays, pour les pauvres et les causes marginales. Exclus du club sélect du Conseil de sécurité, l'Allemagne et le Japon ne sont pas disposés du tout à laisser le développement de la planète en sous-traitance aux cinq grands. Le club Hakko Ishui y veillera, plus question "d'organiser" le monde sans que le poids des "vaincus" ne soit reconnu.

LVlll

Montréal, 13 mai 91

Lorsqu'un certain Steve Drayton du département d'État américain se présente au siège social de Triton Système et exige un rendez-vous immédiat, Charles Haumont ne fut nullement surpris d'une telle requête. Au contraire, Haumont ayant déjà côtoyer à plusieurs reprises le futurologue américain lorsqu'il était ambassadeur du Canada à Washington. Haumont, visiblement heureux de le revoir, l'accueillit fort amicalement.

- "Tu comprendras Charles que je dois conseiller le président au plus vite sur la marche à suivre et que mes recommandations découleront directement de cet entretien. Donc, jouons franc jeu, d'accord".

Acquiesçant d'un signe de tête, Haumont prend immédiatement la parole

- "Il est évident que Fujihama n'est pas seul dans cette histoire qui a abouti à la création du Fonds international d'investissement et des projets gigantesques qu'il soutient".

- "Nous sommes maintenant convaincus dit Drayton que le Fonds international d'investissement n'est qu'une façade économique à une décision politique".

- "Je suis d'accord car pour disposer d'un tel budget sur un si long terme, Fujihama doit être appuyé par tout l'establishment financier et politique nippon. Il est évident maintenant que le Japon cherche à provoquer un rééquilibre mondial des forces à l'aube du 21e siècle, rééquilibre basé essentiellement sur l'économique et non le militaire. Le talon d'Achille du géant nippon est sa faiblesse militaire face aux deux grands. Il doit donc se protéger en utilisant la seule arme qu'il possède: la puissance de l'argent. En 1945, les États-Unis, en forçant le Japon à renoncer à son armée, venaient de créer, effets pervers de la politique, une puissance économique. Leurs dépenses militaires sont parmi les plus faibles au monde en regard du PNB du pays bien qu'il possède la troisième plus importante armée défensive au monde. Des milliards de yen sont ainsi disponibles et sont investis dans l'industrie, le commerce et l'expansion des marchés. A titre de comparaison, si les États-Unis ramenaient ses dépenses militaires au niveau japonais, ils économiseraient plus de 100 milliards par année. Le Japon est en train de démontrer noir sur blanc à l'humanité que seule une politique nationale non-militariste est garante de croissance et de bien-être tandis que les autres se ruinent à la guerre. Voilà sans doute une grande leçon politique de l'après-guerre, les retombées économiques d'une politique de paix dépassent largement celle d'une politique d'armement".

- "MacArthur, en 1945, était loin de se douter que le Japon transformerait l'économie en champs de bataille".

- "Pourtant nous savons très bien Steve, que l'économie est effectivement un champ de bataille disons plus pacifique où l'enjeu n'est pas de détruire mais de contrôler l'adversaire. Nous Occidentaux, essayons de comprendre la stratégie économique nippone avec la logique cartésienne du joueur d'échec, tandis qu'eux, jouent au "go", jeu de pure stratégie où la chance et le hasard sont exclus. Comme au "go", le gagnant doit occuper tous les territoires à la fois sans définir à l'avance où il attaquera. Transposer à l'économie, cette stratégie consiste à neutraliser l'adversaire par le jeu ou le contrôle de ses partenaires commerciaux. Si nous regardons la stratégie nippone sous cet angle, il est évident que le Japon veut relancer avec l'hydrogène les économies de ses futurs clients commerciaux en leur demandant, comme pour l'Inde dernièrement, de sabrer dans leur budget militaire. Il coupe ainsi le marché de l'armement contrôler par les cinq grands du Conseil de sécurité des Nation-Unies et essouffle leur économie afin de hâter la reconversion de leurs industries vers le civil".

- "Je partage entièrement ce point de vue, Charles, mais on ne passe pas d'une économie centrée sur le militaire vers le civil du jour au lendemain, si non c'est la catastrophe".

- "Pour comprendre la stratégie de Fujihama, faut comprendre l'histoire; c'est là qu'il puise son "génie". Sur le plan de la politique internationale, il tente d'appliquer simplement un Plan Marshall du désarmement. Tu te rappelles, le but du Plan Marshall et du New Deal était

de relancer l'économie mondiale en luttant contre famine, pauvreté, chômage et désespoir dans l'Europe de l'après-guerre. L'industrie américaine a tellement profité de l'expansion de ces nouveaux marchés que le dollar a graduellement remplacé la livre sterling comme principale monnaie mondiale. Tous ces projets, hydrogène, canal de Kra, barrage indien ne sont, en somme, que des copies conformes de votre stratégie de l'après-guerre. Le Japon est en train de reproduire à l'échelle mondiale, la politique économique des États-Unis de l'après-guerre adaptée au désarmement. Génial! n'est ce pas Steve? Non seulement, il vous copie mais en mieux, l'élève dépasse le maître".

- "En effet leur stratégie est simple, leur cible, les pays non-alignés et le tiers-monde, soit nos plus grands marchés d'armement; des milliards en péril. Dire que c'est nous qui avons exigé la démilitarisation du Japon en retour de la reconstruction de leur économie, c'est l'effet pervers de notre politique dans le Pacifique, le Japon est en train d'administrer au reste du monde la même médecine qu'il a reçue de nous. Sauf que l'on ne sait pas encore où ils veulent en arriver".

- "Et si je te disais Steve que le Japon essaie de sauver les États-Unis d'Amérique de la banqueroute en retournant contre vous les conditions mêmes de la reddition que vous lui avez imposée 45 ans plus tôt. C'est le balancier de l'histoire en action".

Drayton sourit quelque peu.

- "Tu veux dire, si je te comprend bien, que le Japon tente d'inculquer l'esprit de * l'article 9 de sa constitution à la terre entière".

* Article 9: L'effort de militarisation du Japon ne doit pas dépassé 1% du produit national brut et doit être strictement de mesure défensive. Le Japon renonce à la guerre et l'usage de la force.

- "Exact. Vous êtes la nation la plus endettée au monde et lui votre principal créancier, si vous craquez, le Japon craque aussi. Vous êtes deux chevaux sur le même attelage sauf que le Japon a décidé de prendre les commandes. Vous les Américains, leur demander sans cesse de jouer un rôle militaire plus actif dans la protection du Pacifique en leur demandant de hausser leur budget militaire jusqu'à 6% du PNB parce que militarisation accrue du Japon implique achat américain et ainsi abaisse votre déficit commercial. Le Japon ne peut accepter une telle politique économique basée essentiellement sur le militaire. En forçant le Japon à se militariser, vous créez une tension intérieure insoutenable, il faut comprendre que 60% des quelques 150 millions de Japonais sont nés après la guerre. Tous savent que seule une politique étrangère pacifique a permis au Japon de se hisser au sommet de l'économie mondiale. La nouvelle prospérité a rendu beaucoup de japonais arrogants et hostiles envers les étrangers, clamant partout leur différence. Mais de "différence" à "supériorité", il n'y a qu'un pas. Le nipponisme ne doit pas devenir le nouveau credo du Japon. Or la société

japonaise a beaucoup de difficulté à s'ouvrir au monde, elle est souvent inquiète et obsédée par le danger que représentent les autres. L'accumulation de ces craintes conduit au surarmement. Le Japon ne peut se réarmer sans conflits intérieurs majeurs. Le réarmement du Japon ne peut profiter qu'à l'extrême droite. A partir de ce moment, l'humanité risque à nouveau de revivre les horreurs de la dernière grande guerre".

- "Le désarmement comme fondement de la politique étrangère japonaise pour mieux protéger la politique intérieure du pays?"

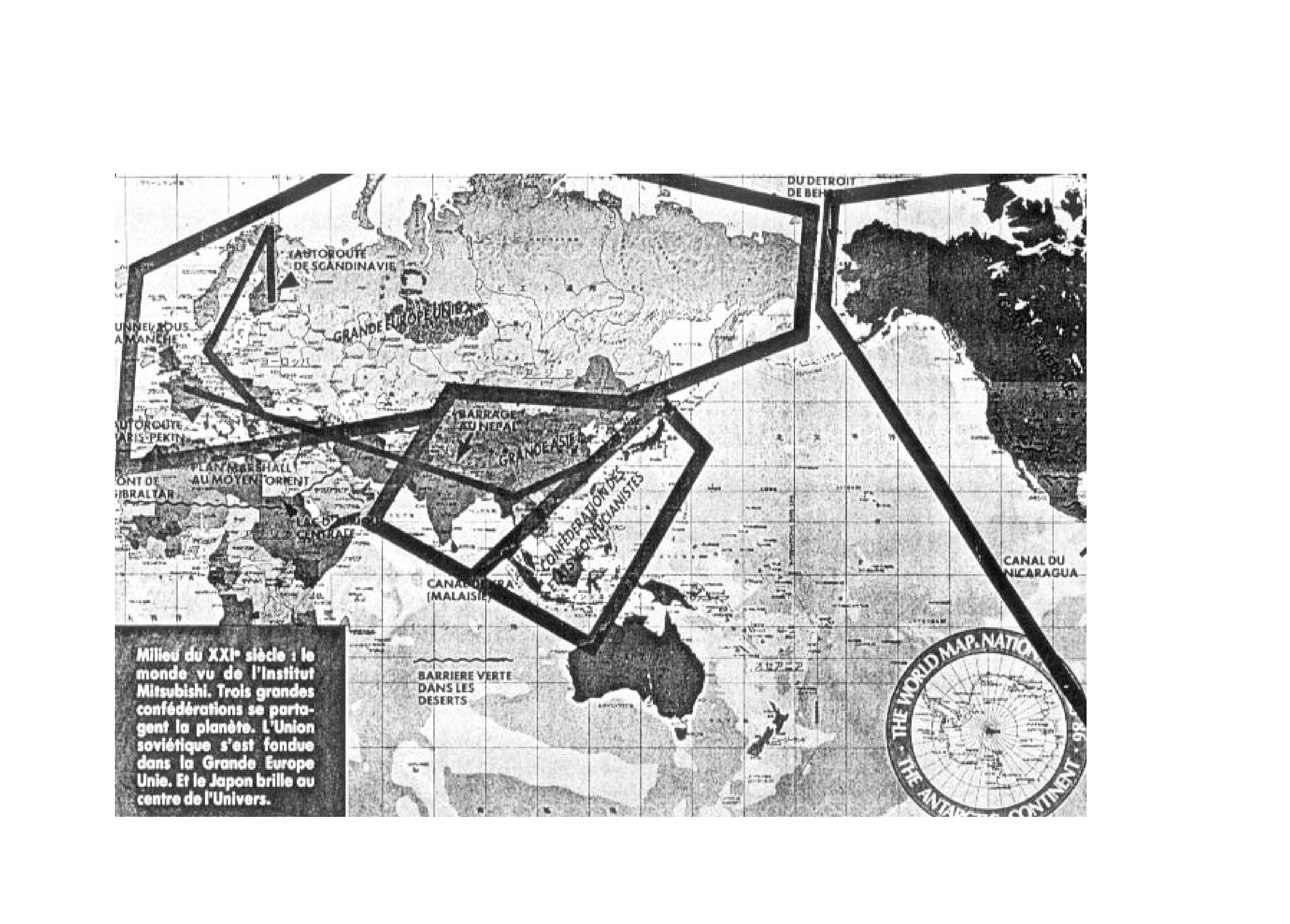
- "C'est ça! "

- "Mais c'est insensé Charles!"

- "De votre point de vue, peut-être!, car il est clair que vous voulez vous désengager financièrement par une réduction de 10% des effectifs militaires dans la région Asie-Pacifique pour des motifs budgétaires et refiler la facture au Japon. D'ici dix ans, l'une des deux bases américaines aux Philippines sera fermée. Un retrait américain même partiel des Philippines augmente l'importance des bases japonaises d'Okinawa et de Yokosuka. Par contre, les nations périphériques du Japon, qui ont en mémoire l'impérialisme nippon de l'avant-guerre, considèrent la présence militaire américaine dans la zone comme facteur d'équilibre face à la puissance grandissante du Japon. Le retrait américain, dans leur esprit, entraînera une série de facteurs déstabilisants et potentiellement conflictuels dont la fameuse réunification des deux Corées qui relancera la course aux armements dans la région forçant ainsi le réarmement du Japon. Or pour continuer son expansion économique dans la zone pacifique, le Japon doit se faire rassurant plutôt que menaçant surtout vis à vis la Chine où les investissements japonais sont déjà considérables. Les Japonais veulent être les premiers en Chine et en Russie orientale où l'exploitation de ces richesses naturelles incroyables représentent les sources d'approvisionnement de l'avenir. Pour Tokyo, la puissance économique du pays est le meilleur moyen disponible pour contribuer à l'expansion de la démocratie et de la diplomatie occidentale en Asie. N'en déplaise aux militaires du Pentagone".

- "Erreur mon ami, depuis 1945, c'est la protection du parapluie nucléaire américain qui a permis l'expansion du Japon".

- "Sauf, que depuis près de 50 ans, le Japon n'a aucune politique étrangère digne de ce nom. Même le Japon se sent un peu gêné par la situation. La Grande-Bretagne a eu sa "magna carta", la France et les États-Unis, leur révolution libertaire, la Russie et la Chine, leur révolution communiste. Le Japon est maintenant assez fort pour parler d'égal à égal avec le reste du monde. A son tour maintenant d'exporter une idéologie "made in Japan" ayant comme principe la stabilité politique et la prospérité économique et cette idéologie nippone passe par le libellé de l'article 9 et devient le modèle universel de la réorganisation



Milieu du XXIe siècle : le monde vu de l'Institut Mitsubishi. Trois grandes confédérations se partagent la planète. L'Union soviétique s'est fondue dans la Grande Europe Unie. Et le Japon brille au centre de l'Univers.

économique mondiale en créant un nouvel ordre mondial qui exclu la guerre d'agression comme politique nationale d'une nation. Pour y arriver, le Japon doit casser le lobby de l'armement tant occidental que communiste en coupant leur marché".

- "Tu vois Charles, en écoutant tes propos, je me rappelle le dernier discours du Premier ministre japonais lors de sa visite à Chicago: "le Japon est prêt à jouer un rôle international à grande portée financière et va même jusqu'à proposer la création d'un "hometown" international". Déjà, il nous prévenait de la création du Fonds international d'investissement; personne au département d'État n'a relevé ce "petit détail".

- "Il y a plusieurs autres petits détails que le département d'État n'a pas vu venir. Souviens-toi, que Fujihama est le futurologue numéro 1 du Japon. Il a été ainsi appelé à travailler chez la plupart des grands consortiums japonais. Cette carte, que je te remets, provient d'un travail de prospective qu'il a effectué pour la société Mitsubishi. Le voilà, noir sur blanc, ce nouvel ordre économique mondial pour le 21e siècle: rien de moins que le triumvirat romain adapté à la moderne; trois blocs économiques coopérant entre eux: le bloc des Amériques, le Bloc de la Grande Europe-Afrique comprenant l'Union soviétique occidentale et le bloc des Etats asiatiques comprenant l'Union soviétique orientale. A l'intérieur de chaque bloc, tu remarqueras la présence d'une zone de libre-échange entre puissances riches et pays en voie de développement dont, un réalignement germano-soviétique en Europe et un sino-japonais en Asie.

Pour comprendre le fonctionnement de chaque bloc, prenons l'exemple du libre-échange nord-américain avec le Mexique, les États-Unis et le Canada. Le Canada fournit les ressources naturelles, le Mexique fournit la main-d'œuvre et les États-Unis financent l'infrastructure industrielle. Dans le bloc européen, le rôle du Canada est joué par l'Afrique riche en ressources naturelles, les pays de l'Est fourniront la main-d'œuvre, l'Europe finance. Idem en Asie. L'Union soviétique orientale et la Chine fournissent les ressources et le reste des pays asiatiques, la main-d'œuvre, le tout financé par le yen. Mais attention, ces trois forteresses commerciales doivent nécessairement éviter de s'isoler entre elles par des mesures protectionnistes. Or le signal protectionniste que la forteresse européenne et nord-américaine donne au Japon force celui-ci à revoir sa stratégie et à protéger ses arrières en tournant vers les marchés tiers-mondistes".

- "D'accord pour la futurologie du 21e siècle sauf qu'aujourd'hui, il y a près de huit de divisions de blindés à la frontière sino-soviétique et le Canada risque l'éclatement. La seule question qui se pose: comment les Japonais vont-ils se sortir de ce bourbier? Je dois en savoir davantage. Charles, peux-tu m'organiser une rencontre avec Fujihama?"

LVlV

Houston, 14 mai 91

Noyée dans un gratte-ciel texan, la compagnie “22875” occupe qu’un modeste espace. Rien n’indique que derrière cet indicatif numérique se cache le plus grand lobby politique des multinationales américaines, sorte de club Hakko Ishui à l’américaine. A la différence que cette compagnie à numéro se spécialise dans la politique et ses innombrables ramifications. La plupart des coups d’États pro-occidentaux ont été tramés dans cet office ainsi que la plupart des courses au leadership autant à la présidence américaine qu’à celle d’une obscure “république de banane”. En fait, toute sa “diplomatie” repose sur l’usage politique d’un système de corruption internationale mené de mains de maître. Ce groupe sélect ne cherche pas autre chose que la domination effective des peuples par l’intermédiaire de gouvernements amis dirigés par des politiciens corrompus de bas étage. Leur objectif: former un gouvernement mondial parallèle coiffant les gouvernements nationaux.

L’élection indienne est une défaite amère pour les multinationales de l’armement. Pour la première fois, un pays tiers-mondiste, le plus grand acheteur d’armement au monde fait volte face et adopte une politique de désarmement en retour d’une stratégie de développement économique. De plus, la stratégie de l’hydrogène et son monopole hors de l’Amérique est un cuisant revers pour les sept sœurs, mais surtout, les membres de la “22875” viennent de découvrir l’existence d’un puissant groupe financier totalement opposé à leur philosophie politique.

Pendant que les actions de Triton Système grimpent à une vitesse vertigineuse, que le dollar canadien se raffermit, tout le complexe militaro-industriel et pétrolier est en baisse. En lisant les dernières nouvelles boursières dans le Wall Street Journal, Bob Savin, lui, savait ce que la compagnie “22875” cherchait à savoir. Le contact fut immédiatement établi.

Depuis maintenant plus d’une heure, Bob Savin entretenait son puissant auditoire sur son analyse de la situation internationale depuis la création du Fonds international d’investissement contrôlé par les puissants keiretsu et de la nouvelle politique étrangère japonaise qui se dessine à l’horizon.

- “Mais dites-moi, mon ami, demande le président de General Dynamic, depuis quand Tokyo s’intéresse-t-il aux pays du tiers-monde?”

- “L’aide japonaise au développement est né des réparations du second conflit mondial. Dans les années 50, il s’agissait, à travers la politique des réparations envers les pays que le Japon avait occupés pendant les décennies 30 et 40, d’aider à l’implantation des firmes

japonaises. C'est seulement à la fin des années 60 que, le Japon a cherché vraiment à se diversifier. Aujourd'hui, Tokyo a incontestablement réussi cette reconversion puisque les Japonais coopèrent avec 117 pays et détrônent maintenant Washington comme principal fournisseur d'aide aux pays du sud. Et les autorités nippones ne comptent pas arrêter en si bon chemin cette stratégie globale de développement appelée "Minkatsu".

- "Quel seraient les objectifs politiques de cette coopération dite Minkatsu? demande intrigué le président de IBM. Tout cela me semble des objectifs colossaux pour un si petit pays".

- "Loin de vous offenser, permettez-moi cependant de vous corriger. Pour des raisons mystérieuses, l'Occident perçoit le Japon comme un petit pays. En réalité, son territoire pourrait contenir une bonne douzaine de Belgique et son archipel s'étire comme un arc qui s'étendrait de nord de l'Écosse jusqu'au coeur du Sahara en Afrique. Mais les Japonais ont une grande habitude des conceptions erronées que nous nous faisons à leur endroit et si l'Ouest veut que le Japon soit un petit pays, ils laissent dire. En somme, ils laissent dire toutes nos erreurs de jugements et possèdent même un talent remarquable pour entretenir un mythe que l'Occident a lui-même créé. C'est une manière de faire qui correspond parfaitement à leurs objectifs, car on ne se cache jamais aussi bien que derrière un paravent de fausses idées. Résultat: le David japonais est en train d'assommer le Goliath américain. La stratégie du Minkatsu vise essentiellement à répondre à l'écho grandissant du peuple de l'archipel qui demande au pays de se comporter en grande puissance. Les Japonais revendiquent un rôle accru de leur pays dans les instances internationales. De ce point de vue, la stratégie du développement global sert des desseins hautement politiques comme obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations-Unies et rivaliser avec les États-Unis à la tête de la Banque mondiale".

- "Des objectifs fort honorables que nous serions prêts à négocier reprit le directeur de AT&T. Mais pourquoi faire du désarmement, la condition prioritaire de la politique du Minkatsu?"

- "Le Japon ne dispose pas de moyens militaires susceptibles de projeter à l'étranger l'image de sa puissance. Au lieu d'avoir des bases militaires à l'étranger comme les Français, les Britanniques, les Américains et les Soviétiques, il lui faut donc trouver d'autres moyens pour se faire entendre sur la scène internationale. Le Japon est en train de préparer la mise en chantier de la planète entière pour le 21e siècle Le barrage du Brahmapoutre, le canal de Kra, Montréal, capitale mondiale de l'hydrogène, tous ces projets ne sont que la pointe de l'iceberg. Faut ajouter à la liste impressionnante des futurs travaux japonais, la construction de la fameuse ceinture verte du Sahel par la création d'un rideau d'arbres de 3 500 kilomètres de long et de dix mètres de large sur les deux rives du fleuve Niger et la construction par la suite d'une cinquantaine de fermes agricoles. N'oubliez pas que le Nigeria est un des géants du Sud. Que dire du projet concernant le percement d'un nouveau canal dans l'isthme centra-

américain au Costa Rica. Nous savons tous que l'actuel canal de Panama ne pourra plus faire face au trafic en pleine expansion alimenté par le Japon et les nouveaux pays industriels du Pacifique. Le Japon sait qu'une partie de son avenir économique passe par le futur canal. Tous ces projets requièrent un dénominateur commun: la stabilité politique par la démilitarisation et la démocratie dans les pays receveurs. En retour, du financement, du développement et surtout un approvisionnement assuré en hydrogène, l'énergie du futur."

- "Si je comprends bien votre analyse, dit le président de Exxon, l'aide aux pays en développement du tiers-monde devient la nouvelle stratégie économique du Japon basée essentiellement sur l'accroissement de sa part du marché mondial et que le monopole qu'il détient sur l'hydrogène sera le cœur de toute cette stratégie de politique étrangère".

- "L'exemple de l'Inde est patent. Imaginez maintenant que l'hydrogène est disponible qu'aux pays qui adopteront une politique de démilitarisation et vous comprendrez que tout le complexe militaro-industriel risque de disparaître tout en affaiblissant le cartel pétrolier. En somme, le message nippon est que vous avez exploité le tiers-monde durant des décennies, eux, le développeront. Je crois, messieurs, que l'on vient de vous déclarer la guerre et que cette guerre sera féroce".

- "Merci pour ces précieuses informations M. Savin dit le président de Exxon. Vous pouvez maintenant quitter, vos honoraires suivront".

Enfin seuls, les membres du groupe sélect semblent perplexes. Le président d'Exxon rompt ce lourd silence.

- "Selon nos contacts au département d'État, la situation est plus que périlleuse, l'annonce de cette découverte a plongé la planète dans un véritable bourbier. En représailles à la position canadienne, les Soviétiques ont fait émerger un puissant sous-marin nucléaire en plein cœur du passage du nord-ouest, la frontière sino-soviétique est prise d'assaut par des dizaines de divisions de blindés".

- "Peux-t-on envisager un aide à la Chine questionne le PDG de Shell. Il est clair que nous devons arrêter ce projet à n'importe quel prix. En aidant la Chine, on déstabilise les deux grandes puissances communistes".

- "Mauvais calcul! Jamais les Chinois renonceront à l'hydrogène malgré toutes les garanties qu'ils nous fourniront. Selon moi, reprend le président de Exxon, c'est en Union soviétique qu'il faut frapper. Nous savons que Gorbatchev, favorable à l'hydrogène, est en difficulté au sein du Politburo".

- "Renverser Gorbatchev pour le remplacer par Ligachev n'est guère mieux".

- “Ni Gorbatchev, ni Ligachev. Pourquoi pas le ministre de l’énergie, le patron de la plus grosse “compagnie” pétrolière au monde: l’État soviétique. Je crois qu’il est temps d’introniser un nouveau membre dans notre organisation et de favoriser son accession au pouvoir”.

LX

Toronto, Canada, 14 mai 91

Le Toronto Club regroupe la quintessence de l’establishment anglophone du Canada. Postés aux échelons supérieurs de la plupart des grandes compagnies et banques anglo-canadiennes, ses membres influents acceptent mal de voir Montréal s’échapper avec la poule aux oeufs d’or. Aucun développement ne peut voir le jour sans avoir reçu “l’imprimatur” des hauts financiers de Bay Street.

David Stern, anglophone excentrique qui a quitté Montréal en 79 est devenu en quelques années un lobbyiste respecté et fort efficace, le pendant canadien de l’américain Savin. Les grandes compagnies et sociétés n’hésitent pas à le contacter. Son plus grand combat, de là sa renommée, fut d’empêcher la prise de contrôle du Canadian Pacific par la Caisse de dépôt et placement du Québec associé à Power Corporation. Le fleuron de l’industrie anglo-saxonne canadienne risquait alors de vaciller dans le clan francophone. Le Toronto-wasp se mobilisa et sortit la hache de guerre. Livrant une bataille sournoise dans les couloirs du parlement canadien, Davis Stern a su convaincre le parti au pouvoir dirigé à l’époque par le gendre du président de Canadian Pacific, de passer une loi empêchant cette transaction. David Stern fut accueilli en héros dans le giron de la finance torontoise. “Un nouveau Wolfe” s’écria le président du Canadian Pacific en le présentant aux membres sélects du Toronto Club.

Au Québec, ce coup de force de Ottawa laissa un goût de cendre dans la bouche. Le monde de la finance québécoise était outragé. Plus d’un pensèrent alors que cette loi infâme n’était que le pendant économique de la loi des mesures de guerre d’octobre 70. Sauf que cette fois-ci, “l’insurrection appréhendée” n’était pas fomentée par une bande de révolutionnaires barbus mais bien par des hommes d’affaires respectables, le malheur étant qu’ils soient francophones. La finance torontoise venait de démontrer son vrai visage, sa vraie nature.

- “Comme vous le savez, commença le président de la Toronto Dominion Bank, l’interdiction du passage du nord-ouest ne règle pas tous nos problèmes. Le projet de l’hydrogène est compromis, soit, mais on se retrouve avec un référendum sur les bras. A votre tour de jouer monsieur Stern”.

- “Le plan que je propose est très simple Comme vous le savez, jamais les Québécois ne tenteront l’aventure indépendantiste au détriment de leur bien-être matériel et économique. Devant la baisse du signe de piasse, les Québécois perdent facilement la foi. A partir

d’aujourd’hui, tous ici présent allons tenter de déstabiliser l’économie québécoise juste assez pour créer une incertitude générale vis à vis la viabilité d’un Québec indépendant, juste assez pour leur montrer que l’aventure souverainiste risque de coûter cher”.

- “Un autre coup de la Brink’s!”

- “Pourquoi pas!, sauf que cette fois-ci, au lieu de créer une panique en organisant la fuite des capitaux hors du Québec, nous allons plutôt aller chercher les capitaux que les Québécois possèdent en imposant une surprime pour les institutions québécoises qui empruntent sur le marché canadien; une prime de risque politique si l’on veut”.

- “Vous voulez que l’on impose une prime-Québec qui représente des millions en intérêts supplémentaires pour les institutions québécoises”.

- “Exact!, les Québécois doivent comprendre que l’éclatement du Canada ferait plus de tort au Québec qu’il en causerait aux autres provinces et autres institutions canadiennes. Le Québec doit payer une surprime sur ses emprunts à cause de l’insécurité constitutionnelle dans laquelle il a plongé le pays.”

- “Si nous imposons une surprime pour des considérations politiques plutôt qu’économiques, rien ne pourra empêcher le Québec d’aller emprunter à l’étranger et trouver du financement à meilleur compte sur les marchés américains et européens demande le président de Eaton Canada”.

- “Vous avez parfaitement raison sauf, bien sûr, si nous parvenons à convaincre Ottawa de maintenir artificiellement élevé les taux d’intérêts de la Banque du Canada afin de prolonger tout aussi artificiellement la récession et ainsi augmenter les mises à pied, les faillites et fermetures d’usines. Ajouter à ce chaos économique quelques annonces alarmistes comme le transfert de sièges sociaux de Montréal vers Toronto et une campagne médiatique bien orchestrée et vous verrez rapidement les marchés européens, américains réagir comme nous”.

- “Et vous croyez que le Premier ministre Mulroney acceptera de jouer cette partie de poker politique”.

- “Mulroney est tellement bas dans les sondages qu’il est prêt à tout pour empêcher la séparation du Québec. Mulroney jouera le jeu si non jamais nous le laisserons se faire élire à nouveau, ça il le sait. La survie de son gouvernement est entre nos mains”.

- “Qu’entendez-vous par campagne médiatique?”, s’inquiète le PDG de Olympia & York

- “Nous allons suivre l’exemple de Cris et lancer le débat de la souveraineté du Québec en

terre américaine, nous allons créer une petite guérilla diplomatique qui ne pourra que faire reculer les investisseurs internationaux".

- "Et sur quoi portera cette campagne?", demande perplexe le président de Brascan

- "Nous allons récupérer tout le projet de l'hydrogène québécois à notre compte, au seul bénéfice du Canada en cas de souveraineté du Québec. Nous laisserons couler l'information au New York Times qu'il est improbable que le Canada accepte de laisser au Québec les vastes territoires du nord de la province qui avaient été consentis par le parlement canadien en 1898 et 1912. Advenant l'indépendance, les territoires du nord pourraient facilement être mis sous le contrôle de l'armée canadienne; ainsi nous récupérons les mines du lac Bienville et tout son potentiel énergétique. Une fois, le doute bien installée sur la viabilité d'un Québec indépendant sans les ressources nordiques, la presse américaine et le département d'État devenus nerveux feront le reste pour discréditer la thèse souverainiste. Nous avons tous les atouts entre les mains pour faire paniquer le peuple québécois, il est temps de contre attaquer".

LXl

Moscou

Gorbatchev et Mulroney ont ceci en commun d'être aux prises avec de sérieux problèmes ethniques. Même si les différences sont nombreuses entre les deux pays; le Canada vit sous un régime démocratique, l'URSS, pour sa part, a vécu longtemps sous la dictature du parti communiste, les parallèles ne manquent pas entre les deux fédérations. Dans la plupart des républiques soviétiques comme au Québec, le sentiment nationaliste semble être partagé par la majorité. Dans les deux fédérations, l'autorité fédérale est représentée par des leaders plutôt discrédités dans la population. Le pouvoir central, dans un cas comme dans l'autre, est mal vu en raison de son présumé biais contre les minorités.

Le parallèle le plus surprenant est de voir les deux leaders partagés la même philosophie politique d'étouffement envers les mouvements séparatistes de leur pays respectif. Dans les deux cas, l'enrichissement de la république autonome de Yakoutie en URSS et de la province de Québec au Canada ne peut se faire qu'au détriment d'un gouvernement central fort. Seule la méthode change, plus musclée en Union soviétique, plus subtile au Canada mais ayant toutes deux comme mission d'enrayer le processus démocratique d'accession à l'indépendance. Au lieu de comprendre que la fédération soviétique et canadienne mériteraient certainement d'être renouvelées et adaptées à la nouvelle réalité politique du pays, on s'entête à vouloir préserver des notions passées date. Coincé entre les militaires et le KGB, Gorbatchev annonce la nouvelle couleur de sa politique en endossant la répression dans les républiques autonomistes. Le recours à la force que cela demande accroît inévitablement l'influence des militaires et des orthodoxes du Politburo opposés à tous changements. Au Canada, le chantage économique de l'establishment financier contre le

Québec et l'intention du Canada anglais de ne pas respecter les résultats d'un référendum québécois visent eux aussi le maintien d'un statut quo contraignant et mortel pour la nation. Il est impensable dans le monde d'aujourd'hui qui est appelé à se transformer constamment qu'un pacte fédératif vieillot puisse engager un peuple à perpétuité surtout si les circonstances ont changé radicalement depuis lors et si cet accord n'a plus le soutien du peuple concerné Or il semble qu'à la négociation d'un nouveau pacte fédératif canadien et soviétique, les deux gouvernements centralisateurs préfèrent la confrontation.

LXll

Montréal, 19 mai 91

- "Inutile de préciser dit Drayton que la situation internationale présente est telle que le président attend des explications fort précises".

- "Cela est bien mon intention dit Fujihama répondant ainsi à la demande de Charles Haumont de rencontrer le prospectiviste américain. Si vous voulez bien, reprenons donc depuis le début. Lorsque nous avons découvert les possibilités extraordinaires de ce nouveau minerai et ses applications technologiques, nous avons vite compris que nous avions un cadeau empoisonné entre les mains. Puisque le passé est garant de l'avenir, l'histoire, en particulier l'histoire du pétrole, nous démontre combien concentration de l'énergie va de pair avec conflits majeurs. Depuis toujours, le pétrole coule aux bruits des bottes militaires sous prétexte de défendre "officiellement" l'ordre international et de maintenir l'ordre existant. Or, cet ordre existant perpétue probablement la plus grande injustice qu'a connu l'humanité: 73% de la consommation mondiale de pétrole est le fait de 22% de la population de la planète. Cette inégalité fondamentale est génératrice d'une instabilité considérable".

- "Donc, de questionner Drayton, vous considérez que la concentration du minerai, de l'hydrogène et de la pile à conversion entre les mains du Japon du Québec et de la Yakoutie perpétuera à nouveau un ordre mondial injuste".

- "Exact, lorsque l'ordre existant paraît trop injuste et que la loi paraît définitivement du côté des possédants, la loi finit par être violée et la force remplace le droit. Or pour bien démontrer ce point de vue, nous avons délibérément joué la carte de la confrontation, pousser à leur limite les plus bas instincts de la nature humaine. On s'aperçut très vite que, nous, Japonais, nagions dans une mer de conflits nationaux et territoriaux: droits territoriaux des Autochtones canadiens, souveraineté du Québec, souveraineté canadienne sur le passage du nord-ouest, revendications sino-soviétiques sur la Sibérie, souveraineté de la Yakoutie, sans oublier nos propres revendications territoriales sur les îles Kourilles et Sakkaline. A l'analyse, tous des conflits ayant comme dénominateur commun le même vieux scénario colonialiste et injuste. Nous décidâmes alors de casser ce processus historique en créant une situation conflictuelle où les parties concernées n'auront d'autres choix que de s'entendre en

renégociant les sources de conflits. Cette découverte fantastique sur l'hydrogène nous pose un véritable défi. Nous possédons là un moyen d'aménager les économies d'une manière complémentaire de façon à intégrer le Sud et le Nord. Les termes de l'alternative sont nets: ou bien s'entendre et partager l'hydrogène ou bien se battre pour elle".

- "Vous croyez que Gorbatchev va négocier avec les partis nationalistes des républiques?"

- "Si l'enjeu en vaut la peine, il n'hésitera pas un instant. Et Gorbatchev sait très bien qu'il n'y a pas d'inquiétudes majeures à ce sujet en provenance des républiques. Le seul obstacle est à l'intérieur du Politburo, de l'arrière-garde des orthodoxes. C'est pourquoi nous assistons présentement à ces manœuvres militaires en Yakoutie et à la frontière sino-soviétique. Or donner à Gorbatchev une excellente raison de négocier et il trouvera bien le moyen d'éliminer ceux qui lui barrent la route".

- "Mais jamais Gorbatchev n'acceptera d'accorder l'indépendance aux républiques?", de reprendre Drayton.

- "Nous sommes plutôt convaincus du contraire car le concept d'indépendance ne veut rien dire en URSS. Que peut faire la Lituanie indépendante, dont la production est essentiellement agricole et dont le seul client est Moscou? Comment écouler sa production? Est-ce l'Europe, déjà en surproduction qui va lui acheter ses produits? Toutes les républiques sont pour ainsi dire prisonnières ou intégrées à l'URSS. Cela va aussi pour les routes, les chemins de fer et les autres richesses naturelles. D'autant plus, que les républiques les plus rebelles n'ont jamais obtenu le moindre soutien réel de l'Occident. Gorbatchev a presque tous les atouts dans son jeu pour renégocier un nouveau traité d'Union avec les républiques y compris en Yakoutie".

- "Et que pensez-vous de cet article paru dernièrement dans le New York Times qui affirme qu'un Québec indépendant risque de perdre la moitié nord de son territoire qui lui fut consentie par le parlement fédéral au tournant du siècle dernier?"

- "Cette théorie va à l'encontre du droit international. Vous savez que les frontières ne peuvent être modifiées conformément au droit international qu'avec l'assentiment des États concernés, toute tentative d'un autre État, y compris le Canada, de modifier les frontières d'un Québec souverain sans son consentement, se trouverait à violer l'un des principes les plus universellement admis du droit des Nations-Unies. Cette interprétation vaut aussi pour l'intégrité du territoire des républiques soviétiques. Dans le cas contraire, l'URSS et le Canada commettraient une terrible erreur diplomatique et subiraient un énorme discrédit international".

- "Mais en ce moment, nous sommes plus sur la voie du conflit que du règlement, alors si vous avez une solution, j'aimerais bien la connaître?"

- “Il y a effectivement une solution, une solution lumineuse comme le soleil. Vous êtes bien silencieux mon cher Drayton alors permettez-moi de vous poser une question qui peut paraître farfelue dans les circonstances. Dites-moi de quoi est composer le soleil?”

- “Le soleil!, marmonne Drayton stupéfait. Une masse d’hydrogène en fusion, je crois”.

- “En effet, une masse d’hydrogène en fusion dont l’énergie bénéfique est source universelle de vie pour tous sans discrimination. Il est donc normal que nous, du soleil levant, tentions de donner à l’hydrogène terrestre la même universalité. Donc si l’hydrogène est source de conflit, retirons l’hydrogène du conflit. Dites à votre président que nous allons remettre, dans un mois exactement lors de la visite aux Nations-Unies de notre Premier ministre, tous les droits miniers en notre possession, une partie des brevets d’invention de la pile à conversion, à l’ensemble des nations par la création d’une Commission internationale de l’hydrogène chapeautée par les Nations-Unies. L’ONU sera la seule gestionnaire de l’hydrogène et nous nous la partagerons équitablement entre nous”.

- “Vous allez céder comme ça, à la planète entière le contrôle de l’énergie, des centaines de milliards de dollars de profit sans aucune autre garantie”.

- “Il y aura bien sûr des conditions qui devront être remplies par les pays désireux d’utiliser l’hydrogène. Ces conditions peuvent se résumer ainsi: respect des droits de l’homme, démocratie et démilitarisation”.

- “Mais vous allez créer une récession sans précédent à l’échelle planétaire?”

- “Sauf, de reprendre le Japonais, si nous avons la sagesse de lancer de grands projets d’infrastructure à l’échelle mondiale. Nous devons retrouver la foi qui animait les grandes civilisations antiques comme les Égyptiens et les Chinois construisant pyramides et grande muraille. Donnons à nos hommes de science la possibilité de travailler sur des projets pacifiques colossaux et aussi bénéfiques pour l’économie que peut représenter “la guerre des étoiles” pour l’industrie militaire. Ce n’est pas les projets qui manquent: désertification de la planète, famine, épuration des océans, de l’air, urbanisation, voilà les futures grandes batailles. Les futures grandes victoires seront écologiques, civiles et pacifiques ou ne seront point. Voilà les grands défis qui attendent l’organisation des Nations-Unies, le progrès de l’humanité passe dorénavant par elle à condition de la sortir de l’odieux chantage économique dont elle est l’objet. Trop de pays membres refusent de payer leur contribution à chaque fois qu’une résolution allant à l’encontre de leur intérêt est voté. Résultat, l’ONU est en faillite depuis plusieurs années”.

- “Si je vous comprends bien dit Drayton fort intéressé, l’ONU sera autosuffisante grâce aux revenus de l’hydrogène et enfin libérée des chantages économiques qui entravent son

fonctionnement. Ainsi, elle pourra appliquer le droit international sans gêne en se servant de l'hydrogène comme mesures de représailles. Condamnant aussi bien l'invasion du Koweit par l'Irak, que l'invasion du Panama par les États-Unis, aussi bien l'annexion du Sahara occidental par le Maroc que les territoires palestiniens occupés par Israël ou les transgressions aux droits de l'homme par les dictatures".

- "C'est en effet le but que nous nous sommes fixé renchérit Fujihama. Les Nations-Unies doivent devenir la seule organisation habilitée à faire respecter l'ordre juridique et le droit international".

- "A condition qu'elle en ait aussi la force dit sarcastiquement l'Américain".

- "Il est clair pour tout homme réfléchi que le moment est venu de procéder à une réforme complète à la fois dans les techniques de la sécurité, de la diplomatie et de la défense militaire Deux guerres mondiales ont déjà démontré que, désormais aucune nation n'est plus assez forte par elle-même pour assurer sa propre sécurité contre les attaques. L'histoire politique récente prouve que la loi et l'ordre ne peuvent être maintenus que s'ils disposent de forces plus grandes que celles qu'on dresse contre eux et leur intervention doit être aussi rapide que celle que la guerre. Si un État sait qu'il existe un plan d'action immédiate qui se déclenchera automatiquement contre l'agresseur alors même une nation puissante hésitera avant d'utiliser la guerre comme instrument de politique étrangère. Par contre, l'emploi de la force par les Nations-Unies doit être subordonnée aux méthodes politiques, telles que médiation, conciliation, embargo. Il n'a rien de nouveau dans le fait de prévoir des méthodes autres que la guerre pour régler les conflits; elles ont existé au cours de toute l'histoire. Mais le plus souvent leur emploi a été purement volontaire, ce fut l'erreur de la Société des nations. C'est l'obligation d'accepter des moyens pacifiques de règlements des conflits qui doit devenir le fait révolutionnaire de notre temps sanctionné par les Nations-Unies. La guerre d'agression doit devenir illégale pour tous les États membres".

- "Depuis la création de la Société des Nations et par la suite des Nations-Unies que l'on bute sur le même problème: oui d'accord mais comment y arriver? . Comment convaincre les nations de respecter leur engagement?", demande Drayton.

- "Par l'hydrogène, maintenant que les Nations-Unies en sont l'unique gestionnaire. L'équation est simple: démocratie + droits de l'homme + désarmement = hydrogène = développement. Telles seront les conditions imposées aux États qui désireront profiter de l'hydrogène comme source d'énergie. Je vous remets donc copie de l'allocution de notre Premier ministre présentera aux Nations-Unies, vous y trouverez nos conditions, dont, en autres que les États renoncent à la guerre d'agression, qu'une partie des forces armées actuelles soit dorénavant réunie au sein d'une force armée onusienne et, enfin que les États membres s'engagent à consacrer que 2% du PNB à leur budget militaire personnel et 1% supplémentaire pour le maintien et le développement des forces armées onusiennes".

- “Mais c’est impensable! , c’est de la folie de croire que les États-Unies vont accepter une telle réduction de son budget militaire”

- “Alors reprit Fujihama d’un ton ferme, laissez-moi vous donnez une petite leçon d’économie. Votre pays est tellement endetté que sans l’achat de bons du Trésor américain par nos banques, vous ne pouvez plus fonctionner ainsi que le Canada qui, dois-je le rappeler, a la plus grosse dette per capita au monde. Ce n’est plus le Japon qui parle mais le créancier au débiteur. Sans nous, vous êtes en faillite technique, est-ce assez clair! Votre situation financière n’est pas plus reluisante que celle des Soviétiques. Américains et Soviétiques avez fait de la guerre et de l’armement une opération industrielle maintenant déficitaire. Le Pentagone, à lui seul, finance 40% des investissements industriels avec un budget frisant les 300 milliards de dollars par année. Pendant ce temps, le pays s’effrite sous vos yeux. Le seul réaménagement du système routier et urbain entraîneront d’ici l’an 2010 un surcroît budgétaire de 100 milliards. Savez-vous que les pertes de temps sur les routes et les encombrements dans les aéroports sont responsables de la moitié du retard de la productivité américaine. Votre balance commerciale est déficitaire depuis 20 ans. Votre structure industrielle s’écroule. La dette totale des industries, des particuliers, des institutions financières ajoutée à la dette nationale monte l’ardoise à plus de 15 000 milliards, l’équivalent de deux années et demi de toute la production américaine. Pour nous japonais, avant d’être président des États-Unis, George Bush est le plus grand débiteur de la planète et comme n’importe quel débiteur George Bush va devoir accepter la restructuration de ses finances par le créancier. Si vous tombez, nous tombons et nous avons décidé que vous ne tomberiez pas car nous savons qu’une rapide et sévère diminution de votre budget militaire vous permettrait, dans les cinq années à venir, d’investir près de 150 milliards de dollars par année pour rebâtir une économie civile et vous sortir du bourbier militariste qui vous ruine. Il est assez paradoxal de constater que pendant que le capitalisme triomphe dans le monde, sa mère-patrie est en faillite. C’est ça que vous allez dire à votre président. Notre proposition est sur la table, à vous de l’étudier maintenant”.

- “Mais c’est du chantage économique, un véritable Pearl Harbour, un coup d’État!”, s’emporte Drayton

- “Pas du tout, mon ami. Les conséquences ne sont pas les mêmes. Pearl Harbour visait à vous détruire, nos propositions aujourd’hui visent plutôt à vous sauver. Je le répète, au lieu de voir notre intervention comme une attaque, comprenez que nous agissons comme n’importe quel créancier. Sauver, pendant qu’il en est encore temps, le débiteur pour sauver notre investissement”.

LXlll

Moscou, 26 mai 91

Le 26 mai, les douaniers de l'aéroport de Moscou arrêtent un Britannique, Paul Pearson, qui allait s'envoler pour Londres avec le "contrat du siècle". Cette arrestation met à jour l'un des plus fabuleux scandales politiques, déjà surnommé le "Roublegate". Ce scandale met en cause le ministre de l'énergie de la république russe dans une tentative de "coup d'État" en douce où l'URSS était menacée de perdre son indépendance économique par une sorte d'annexion tranquille, sans effusion de sang.

Sous le couvert de la firme anglo-sud-africaine, la Dove Trading International, Paul Pearson a conclu une entente avec une entreprise de Tcheliabinks, dans l'Oural, portant sur la vente de biens de consommation pour 7 milliard de dollars payés en roubles au taux du marché noir (20 roubles pour un dollar). Avec cette montagne de 140 milliards de roubles, la Dove Trading se proposait d'acheter des usines et autres entreprises que le gouvernement soviétique envisage de privatiser Ce contrat parfaitement illégal aurait permis au ministre de l'énergie et à ses complices de la Dove Trading International de contrôler des secteurs-clés de l'activité économique soviétique, plus précisément dans le domaine énergétique.

L'affaire de la Dove Trading arrive à point nommé pour Gorbatchev Ce "Roublegate" lui permet de lancer une offensive contre les abus de pouvoir de différentes républiques, y compris dans leur gestion financière. Mais surtout, elle donne au président une occasion inespérée de faire baisser la tension au sein du Politburo et de retarder ainsi l'échéance d'un coup de force militaire contre la république yakoute. Gorbatchev profite donc de cette marge de manœuvre subite pour fustiger le contrat de cessation des droits miniers des monts Stanovoï aux Japonais en soulignant que parmi les nouveaux entrepreneurs soviétiques il y a beaucoup d'aventuriers, qui s'efforcent d'attirer des partenaires occidentaux pour des joint-ventures. Mais au lieu de s'adresser à des firmes solides, ils choisissent souvent des partenaires douteux qui recherchent un enrichissement immédiat. Négocier avec un tel partenaire occidental comme la Dove Trading International à la réputation trouble un marché de 7 milliards de dollars relève d'une incroyable légèreté ou d'une combine, dont on ne connaît pas encore toutes les ficelles. Quoiqu'il en soit, Gorbatchev y voit la preuve que seul le gouvernement central de l'URSS peut négocier des contrats de cette envergure, dans la légalité et en s'entourant des garanties nécessaires. A la surprise générale, le président annonce le retrait de la circulation des grosses coupures de 50 et 100 roubles pour déjouer ce complot des Occidentaux qui auraient voulu inonder le marché de roubles pour renverser le régime.

La compagnie 22875 de Houston, Texas vient d'apprendre à ses dépends que l'on ne peut renverser le président de l'URSS en le frappant avec un rouble.

LXlV

Washington, 26 mai 91

- "Mais je vous assure, mon ami, que le département d'État m'a déjà confirmé qu'il ignorait tout du complot dit le président Bush relié par le téléphone rouge à son homologue du Kremlin. Tout ceci s'est fait à notre insu, je vous le répète".

- Je veux bien vous croire sauf que ma position à l'intérieur du Politburo devient précaire. Peu importe qui est derrière mais ce complot vient renforcer la position de Ligachev. Il n'aura aucun problème à convaincre les ministres que toute cette histoire est un coup monté par la CIA pour me déstabiliser".

- "Seriez-vous en difficulté" ?,dit Bush en feignant l'ignorance.

- "Voyons mon ami, arrêtons ce petit jeu de cache-cache, vous le savez très bien puisque c'est moi qui a laissé filtré la rumeur de mes difficultés au sein du Politburo jusqu'à votre ambassadeur. Je voulais que vous sachiez par ce geste que je désapprouve fortement la situation conflictuelle que nous vivons présentement dans l'Arctique. Tout ça pour un tas de caillou sibérien qui représente l'avenir énergétique de l'humanité et l'avenir économique de mon pays. Vous savez mieux que quiconque que j'ai un besoin urgent de ces hydro-dollards pour continuer la perestroïka. Pas question que les Japonais ou les Chinois s'emparent du gâteau et nous laissent les miettes. S'il faut que je réquisitionne avec l'armée rouge les monts Stanovoï, je le ferai. Ce contrat avec la Yakoutie est inadmissible. Je n'ai rien contre le fait que les Japonais participent au développement mais les conditions de cette participation passent par Moscou".

- "Si je vous comprends bien, seul un bon geste de conciliation des Japonais pourrait faire baisser la tension."

- "Logiquement oui, mais, n'oubliez pas que je dois combattre au Politburo une bande d'anciens stalinistes qui ne s'embarrassent pas de scrupules".

- "Tout repose sur vous maintenant et sachez que je vous donne carte blanche. Éviter à tout prix votre destitution, faites ce que vous voulez mais faites-le. Juste à penser au retour possible de la guerre froide avec ce Ligachev au pouvoir, j'en ai la nausée".

- "J'en prends bonne note, je n'ai pas dit en effet mon dernier mot, croyez-moi".

- "Je vous souhaite de réussir de tout cœur...J'aurai cependant une requête délicate à

formuler”.

- “Faites!”

- “A cause de la situation précaire qui suivra le discours du Premier ministre japonais aux Nations-Unies où celui-ci annoncera sûrement les intentions réelles du Japon en proposant une résolution aux pays membres, j’aimerais et vous le comprendrez, être mis au courant de votre situation personnelle au Kremlin. Pourrions-nous mettre au point un signal quelconque”.....

- “Autrement dit, vous demandez au secrétaire général du Parti communiste et président de l’Union soviétique de faire du contre-espionnage au profit des Américains en divulguant une information provenant d’une réunion extraordinaire de Politburo. En feriez-vous autant?”

- “Si je considère les enjeux, oui!”

- “Très bien, alors dites à l’un de vos agents de se poster face au mur sud-est du Kremlin dès que la proposition japonaise sera connue. Le rideau de la première fenêtre en partant de la gauche au troisième étage sera ou pas tiré. Si le rideau est fermé complètement, j’ai réussi à mâter la rébellion, si une moitié seulement du rideau est tiré, j’ai besoin encore de temps; si la fenêtre est complètement dégagée, j’ai échoué. Cela vous convient?”

- “Si le rideau est fermé, je vous promets une visite officielle à Moscou dans les semaines qui vont suivre”.

- “Sinon, préparez ma demande d’asile politique dit sarcastiquement Gorbatchev en terminant la conversation”.

LXV

ONU, New-York, 12 juin 91

Réunie en séance extraordinaire à la demande du Japon, l’Assemblée des Nations-Unies, toute entière attend avec impatience l’arrivée du Premier ministre japonais. Dès qu’il se présente dans la grande salle, tous les délégués lui réservent un accueil poli mais froid. A l’invitation du secrétaire général Perez de Cuellar, le Premier ministre monte sur le podium réservé aux allocutions. Un lourd silence envahit l’ assemblée.

- “Je suis ici devant vous aujourd’hui pour vous présenter la nouvelle politique étrangère de mon pays, Nous, japonais avons été toujours inquiet de voir se perpétuer la dépendance de l’économie mondiale envers l’industrie de l’armement. Tous, vous savez que l’on compte trois fois plus d’hommes dans les armées et l’industrie de l’armement que dans les services

éducatifs ou sanitaires. Même la recherche scientifique est tributaire de l'armée. Nos armes sont des boomerangs, ne l'oublions jamais. Il est urgent que l'économie civile prenne le pas sur le militaire. Le Japon a compris qu'il a le devoir de se servir de son pouvoir financier pour faire entrer toutes les nations dans le jeu de l'enrichissement collectif au lieu de les voir consacrer l'essentiel de leur énergie à précipiter leur mort. Russes et Américains avez lamentablement échoué dans la création d'un nouvel ordre mondial juste. A nous de jouer. Dans quelle mesure, l'expérience d'un peuple qui a survécu à l'hécatombe nucléaire peut-elle aider les hommes à éviter d'autres catastrophes du genre. De la réponse à cette question dépend maintenant le sort de l'humanité."

- "Le traumatisme qui a suivi la seconde guerre mondiale et qui a poussé les États à se surarmer est chose du passé. C'est une terrible illusion de penser que les nations développées peuvent se protéger par un armement sophistiqué contre les immenses aspirations du tiers-monde. L'heure du désarmement a sonné. Mais pour réussir, nous devons doter le désarmement d'une structure politique et économique forte et solide axée sur le développement sociale et économique des pays ici représentés. L'organisation des Nations-Unies nous semble la seule habilitée à remplir ce rôle dans la mesure où nous serons tous solidaires et subordonnées à ses actions, ce qui est loin d'être le cas présentement".

- "Pourtant, tous ici, avons souscrit au respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous. Hélas, trop souvent, l'Assemblée des Nations-Unies se comporte en mièvre appareil bureaucratique, en office de statistiques, en tribune pour démagogues, en salon pour diplomates apathiques sans que soient disciplinés les rapports de force qui déchirent le monde. Trop souvent, l'organisation ferme les yeux sur la barbarie des dictatures. Inutiles de se le cacher et reconnaissons enfin que durant plus de deux décennies les institutions onusiennes, FMI, BIRD, GATT, PNUD, OMS, FAO, UNESCO UNICEF, se sont faits des illusions quant aux possibilités d'éradiquer la misère dans une dictature. Nous ne pouvons sauvegarder la paix, combattre les fléaux de la faim, de la maladie et de l'ignorance dans un monde où la démocratie est tant de fois étouffée et dénaturée. Nous réclamons dorénavant le droit d'ingérence à chaque fois qu'est menacée la démocratie et les droits de l'homme. En ce sens, nous rangeons derrière la position du Conseil de l'Europe qui affirme que le respect des droits de l'homme est un devoir de l'État, non seulement envers son peuple, mais également envers la communauté internationale. Là où les droits de l'homme sont en jeu, l'action de la communauté internationale doit prévaloir sur les principes de la souveraineté nationale et de la non-ingérence. Pour cela, les Nations-Unies ont donc besoin de moyens d'intervention pour corriger et réparer ces violations de la Charte. Parmi eux, l'aide au développement qui devra être fondé sur la justice l'équité et le respect de la dignité humaine".

- "Il est temps de prendre conscience que le Nord et le Sud sont embarqués sur le même navire et, par conséquent, la solidarité des démocraties doit prévaloir sur les dictatures et les fascismes de tout acabit. Nous devons faire en sorte aussi que les nationalismes s'expriment

dorénavant dans des cadres internationaux. Il appartient évidemment à chaque peuple d'adapter à son génie propre sa réalité socio-politique mais celle-ci devra s'inspirer des Chartes et déclarations universelles onusiennes. Afin de ne pas remplacer les despotismes locaux par un super despotisme onusien, nous croyons en l'urgence de créer un Tribunal international des droits de l'homme."

- "S'il est vrai que le commerce favorise les rapports entre les peuples, il n'en est rien pour le tiers monde. Les 36 pays qui forment le véritable défi de la planète comme la Chine l'Inde, le Pakistan où vit la moitié de la population mondiale ne représente pas plus de 0.3% des échanges internationaux". Actuellement 77% de la population mondiale, dans le Sud, gagnent 15% du revenu mondial. Partout s'aggravent les dettes: dettes financières, dettes sociales, dettes démographiques, dettes écologiques.

- "Le problème essentiel de cette fin de siècle est celui du développement du tiers-monde. Si ce problème n'est pas résolu, un jour viendra où nous n'aurons plus le loisir de discuter de quoi que ce soit: ce sera l'explosion de la misère. La dette est aujourd'hui le premier facteur de destruction de la démocratie dans le tiers monde. Les risques non militaires sont désormais plus dangereux que les enjeux militaires. Continuer de prétendre le contraire, c'est traiter les problèmes du 21e siècle avec des structures mentales du 19e. C'est oublier les risques pesant sur l'environnement; c'est refuser de comprendre que les crises en gestation, sous l'effet de l'énorme pression exercée par des forces économiques qui exigent un espace mondial et par des forces démographiques qui donnent une écrasante supériorité numérique aux masses pauvres du Sud, se traduiront par des migrations massives capables de désintégrer socialement et politiquement les pays industrialisés. Il n'y a pas de réponses militaires à de tels risques si non l'histoire contemporaine sera lancée dans une marche forcée vers de sombre lendemain et le futur siècle ressemblera davantage au Moyen-âge.

Devant la faillite du politique et de l'économique, le fanatisme religieux devient pour beaucoup de pays la seule issue possible. Une conspiration du silence diplomatique semble s'emparer du monde civilisé lorsque les ravages du fanatisme religieux nous implorent d'intervenir de manière urgente. Nous devons désormais considérer avec agressivité le visage belliqueux de la religion et favoriser une politique séculière".

- "L'annonce par notre pays de la découverte extraordinaire d'un nouveau matériau dont l'application rend possible la conversion de l'hydrogène liquide en combustible a suscité beaucoup d'espoir mais surtout beaucoup de convoitises. La situation internationale actuelle le démontre très bien. L'histoire du pétrole nous démontre très bien jusqu'où des pays sont prêts à aller pour le posséder. Nous ne referons pas cette erreur. Si nous parlons d'"intérêts communs, de "sécurité globale" ou d'"avenir partagé", il faut logiquement exiger que nous mettions fin aux confrontations violentes un peu partout dans le monde. L'acceptation de nos dépendances mutuelles doive se concrétiser dans un projet commun".

- “En principe, démocratie, droits de l’homme et désarmement sont donc garant de développement économique et social, qualitatif et quantitatif. Malheureusement, le chantage éhonté des pays membres envers l’organisation rend trop souvent l’application des résolutions et des principes onusiens inadéquats. L’autosuffisance financière des Nations-Unies est donc nécessaire et souhaitée”.

- “J’annonce donc qu’à partir de maintenant tous les titres miniers et 30% des brevets d’invention de la pile à conversion qui ont permis de faire de l’hydrogène, l’énergie du 21e siècle sont remis à l’organisation des Nations-Unies qui en assurera la production et la diffusion équitable pour tous. Grâce à ces profits colossaux. le programme des Nations-Unies pour le développement deviendra le fer de lance du renforcement de l’économie mondiale qui se traduira par une diminution des dettes nationales et un assainissement du climat économique favorable à la croissance et aux investissements. L’autonomie financière de l’ONU associée à son autorité morale retrouvée seront garantes de notre destin. Par contre, seuls les pays démocratiques en respect de la Charte des droits de l’homme qui auront adoptés des mesures draconiennes favorisant le désarmement, pourront se prévaloir des avantages énergétiques énormes de l’hydrogène. Tel est notre vœu et notre seule condition. Démocratie + droits de l’homme + désarmement = hydrogène = développement, voilà les fondements de la “pax nipponica” et du nouvel ordre mondial”. En retour, le Japon, l’Allemagne, l’Inde, le Brésil et le Nigeria seront admis comme membres permanents au Conseil de sécurité.

- “Nous sommes aujourd’hui à une bifurcation dont le seul mérite est d’être clairement définie: Homo sapiens ou Homo demens. La réponse vous appartient, membres des Nations-Unies”.

LXVl

Washington, 13 juin 91

Partout dans le monde, le discours pacifiste du Premier ministre japonais a eu l’effet d’une bombe. D’un geste spontané, des millions de citoyens sur tous les continents descendent dans la rue pour dire à son gouvernement d’appuyer la résolution japonaise. Toutes les chancelleries du monde sont en effervescence, chacun voulant savoir la réaction de l’autre à ce geste politique sans précédent.

- “Mais cette proposition japonaise du droit à l’ingérence ne va-t-elle pas à l’encontre de la charte des Nations-Unies?”, Demande Bush à son ambassadeur à l’ONU.

- “Pas vraiment, la subtilité de la proposition japonaise est justement que ce droit à

l’ingérence n’est pas contradictoire avec les dispositions de la Charte sur la non-ingérence”.

- “Du vrai charabia de diplomate s’exclame Barret. Pourriez-vous être plus précis, monsieur l’ambassadeur?”.

- “Disons simplement, que le Japon se sert présentement de la philosophie qui sous tend la résolution 668 du Conseil de sécurité concoctée par la France; une résolution historique sur l’affaire kurde qui exige, de manière contraignante vis à vis l’Irak, un accès immédiat des organisations internationales à tous ceux qui ont besoin d’assistance. Avec le précédent kurde de 1991, l’ONU admet maintenant qu’une violation grave et systématique des droits de l’homme puisse être regardée, même si elle se produit à l’intérieur des frontières d’un État souverain, comme une menace à la paix et à la sécurité mondiale justifiant l’intervention du Conseil de sécurité. Le Japon ne fait que reprendre à son compte la proposition française en ce sens présentée à la conférence de San Francisco en 1945 et qui fut rejetée. Une erreur historique lorsque l’on regarde par la suite l’inaction des démocraties, au nom de la non-ingérence, dans des cas flagrants de violations de la Charte au Cambodge, au Tibet, au Soudan, en Éthiopie pour n’en nommer que quelques unes”.

- “Va pour le droit d’ingérence pour le respect des droits de l’homme mais de là à l’appliquer au désarmement”.

- “Le meilleur moyen de réussir le désarmement complet de la planète est de rendre illégale la guerre d’agression. Encore ici, le Japon ne fait que reprendre à son compte une autre erreur historique des démocraties qui rejetèrent le fameux pacte Bryand-Kellog en 1927. Il est fort probable que l’Allemagne hitlérienne et le Japon de l’ère Showa ne se seraient jamais aventurés dans la deuxième guerre mondiale si la guerre d’agression avait été proscrite par l’ensemble des nations, idem pour Saddam Hussein au Koweit. Toute l’action des Japonais ne vise qu’à réparer, plutôt à réécrire l’histoire des soixante-dix dernières années”.

Peu de personnes se souviennent aujourd’hui, se rappellent cette scène du mois d’août 1927 où, dans un Paris pavoisé, on signait un document qui avait pour but de “rendre la guerre hors la loi”. Ce traité de paix de Paris, mieux connu sous le nom du Pacte Briand-Kellog, ne fut jamais pris au sérieux par les nations qu’ils cherchaient à lier ensemble contre la guerre d’agression. Ne comportant aucune mesure restrictive autre qu’un blâme symbolique envers le pays agresseur, ce pacte fut violé à maintes reprises et en premier lieu par le Japon lui-même. En envahissant la Mandchourie en 1932, le Japon venait de violer l’esprit et la lettre du pacte. Le conflit de Mandchourie se termina pour la Société des Nations par un véritable échec, le plus grand de son existence et démontra que celle-ci était incapable d’assurer à ses États membres la protection prévue contre l’agression d’une grande puissance.

Cependant, pour la première fois, un document officiel établissait une distinction fort à propos entre guerre d’agression et guerre défensive. S’inspirant de l’histoire et des

philosophes de la Grèce antique, on établit que la guerre d'agression est une guerre déclarée avant tout recours à la diplomatie et aux tentatives de conciliation. Dans ce cas, les nations liées par un accord international ont le devoir moral de résister à la force par la force: la guerre défensive. Monsieur Briand formula donc sa demande au peuple américain à se joindre à la France "pour renoncer à la guerre comme instrument de politique nationale".

Malheureusement, le secrétaire d'État américain Kellog refusa d'accepter la distinction entre guerre d'agression et défensive contenue dans le Traité qui, aurait mis hors la loi la guerre d'agression comme instrument de politique étrangère car, à l'époque, la guerre d'agression ne pouvait être exclue de la politique impérialiste américaine. Les militaristes restaient donc encore attachés à l'idée émise par Machiavel au début de l'ère moderne que c'étaient les soldats et non la richesse qui permettaient de mesurer la force d'une nation. L'armement devint ainsi une industrie majeure, la deuxième guerre mondiale suivit.

- "On ne peut pas régler son compte comme ça à la plus importante industrie planétaire?", se demande perplexe le commandant Smith.

- "J'ai bien peur que oui, pas demain matin mais dans un avenir rapproché, d'ici trente ans, soit le temps nécessaire pour réaliser complètement toutes les phases de production du projet de l'hydrogène et de finaliser la conversion des consortiums militaires vers le civil. Vous savez, il y a longtemps que les chercheurs japonais ont quitté le 20e siècle alors que nous"...

-..."Mais que viennent faire le Brésil, l'Inde et le Nigeria au Conseil de sécurité demande à nouveau Bush à l'ambassadeur".

- "Depuis longtemps, des pays tiers-mondistes demandent d'être représentés sur le Conseil de sécurité. Le Japon, en acquiesçant à cette demande, s'assure la majorité des voix aux Nations-Unies lors du vote sur la proposition. Pour ce qui est de l'Allemagne et du Japon, rien de plus normal, ils sont déjà membres du groupe des sept et tous deux ont en commun une constitution antimilitariste et des milliards de yen et de mark à investir. Dans cette perspective, l'Allemagne, le Japon et les pays tiers-mondistes deviennent des alliés "naturels", si je puis m'exprimer ainsi. L'augmentation des parts du marché des uns passe par le développement des autres et le développement par le désarmement".

- "Mais ce faisant, les Japonais et les Allemands sont en train de bousiller les activités du GATT, du Fonds monétaire internationale et de la Banque mondiale."

-... "Oh! ça vous savez, le développement n'a jamais été l'objectif premier du Gatt, du FMI et de la Banque mondiale. Les pays en voie de développement ont depuis longtemps compris que ces institutions représentent une tentative des pays industrialisés pour remodeler le système commercial et l'économie dans un sens plus favorable aux intérêts nordistes et à ceux des multinationales. Tout l'opposé d'un nouvel ordre économique mondial. Au

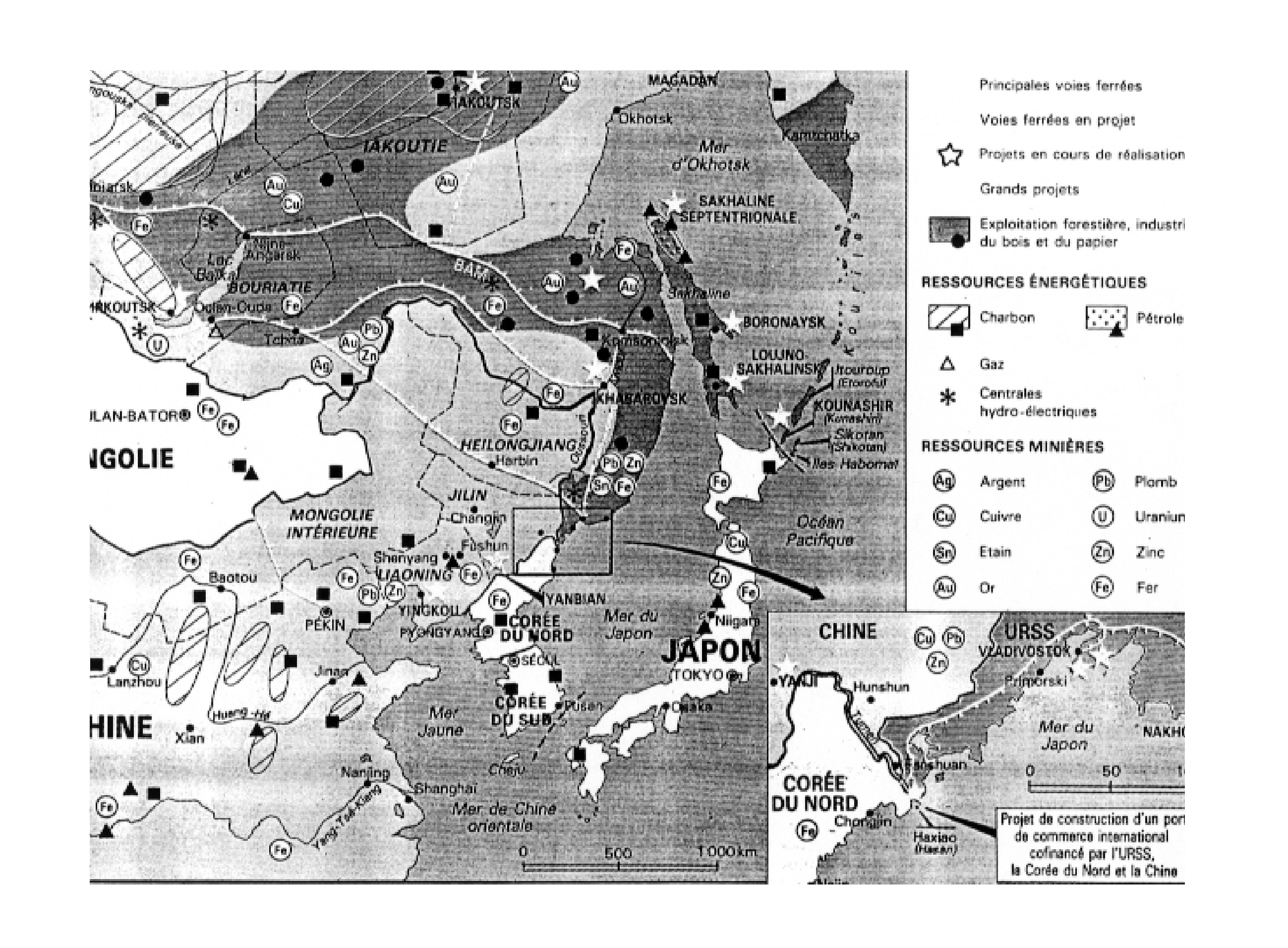
contraire, les pays en développement ont toujours cherché à contrebalancer leur influence en favorisant la création des agences spécialisées des Nations-Unies comme la Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). Maintenant que les profits colossaux générés par l'hydrogène alimenteront ces programmes, vous comprendrez que c'est toute une aubaine et, de ce fait, constituent une force de négociation collective au détriment des positions dominatrices des pays industrialisées au sein de ces organismes. Maintenant que le PNUD s'émancipe de toutes les tutelles, maintenant que le fracas de la rhétorique et des affrontements idéologiques s'estompent, il peut retrouver un esprit d'entreprise proche des préoccupations locales et ainsi aidé cette "maison commune universelle" qu'est l'ONU à franchir le cap des grandes crises politiques internationales".

- "Renforcer les agences de l'ONU au détriment du GATT, du FMI ou de la Banque mondiale, c'est aussi affaiblir et contrôler les pouvoirs économiques des sociétés multinationales, n'est-ce pas?".

-... "Forcément, lorsque l'on sait que ces sociétés assurent 80% du commerce mondial, on s'aperçoit que les vrais décisions se prennent à l'intérieur des conseils d'administration en majorité situés dans les pays industrialisés. La proposition japonaise vise justement à changer ces règles du jeu en assujettissant le développement à la démocratie et au respect des droits de l'homme. Comme dorénavant, le financement des grands contrats d'infrastructure et de modernisation passeront entre les mains du PNUD, les sociétés multinationales seront contraintes de jouer le jeu. Or nous oublions trop souvent que la dette du tiers monde est le gouffre financier le plus fabuleux de l'histoire. Cette excessive aide financière du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale aux pays du Sud, des despotes du Sud surtout, a eu pour principal effet de fabriquer de toute pièce le tiers-monde. Elle a fait obstacle à son développement en l'empêchant d'exploiter ses propres capacités. Les Nations-Unies n'ont pas à se départir de leur rôle traditionnel de neutralité mais en cas de violation des droits, le recours à la politique s'impose; à problème politique, solution politique".

- "Est-ce bien de changer les règles du jeu alors que le marché libre, le capitalisme libéral triomphe partout sur la planète?"..

- "Là est justement le piège, là est aussi le message que nous lance les Japonais. Attention au triomphe facile, le capitalisme libéral ne détient pas les principes régulateurs des déséquilibres qu'il engendre. Une lutte de continents, entre Sud et Nord, entre riches et pauvres, si l'on n'y prend garde, anéantirait la victoire provisoire de la liberté. L'Occident ne résisterait pas longtemps à des sursauts inspirés par le fanatisme et la famine, car la démocratie et les droits de l'homme ne sont pas enracinés dans la plupart des cultures extérieures à l'Occident. La démocratie ne tient pas devant la barbarie. Pour les Japonais, le message est clair: nous vivons la fin d'une histoire hégémonique, avec elle, s'est effondrée la dualité des idéologies et des puissances et nous entrons dans une histoire éclatée dont il va



Principales voies ferrées
Voies ferrées en projet
Projets en cours de réalisation
Grands projets
Exploitation forestière, industri du bois et du papier
RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES
Charbon
Pétrole
Gaz
Centrales hydro-électriques
RESSOURCES MINIÈRES
Argent
Plomb
Cuivre
Uraniun
Etain
Zinc
Or
Fer
MAGADAN
Okhotsk
Mer d'Okhotsk
Kamtchatka
IAKOUTSK
IAKOUTIE
SAKHALINE SEPTENTRIONALE
Sakhaline
BORONAYSK
LOUJNO-SAKHALINSK
Itouroup (Etorofu)
KOUNASHIR (Kunashiri)
Sikotan (Shikotan)
Iles Habomai
BAM
Lac Baïkal
BOURIATIE
Oulan-Oude
Tchita
Nijne-Angarsk
KHABAROVSK
Komsomolsk
HEILONGJIANG
Harbin
JILIN
Changchun
Fushun
Shenyang
LIAONING
YINGKOU
YANBIAN
PYONGYANG
CORÉE DU NORD
SÉOUL
CORÉE DU SUD
Pusan
Cheju
ULAN-BATOR
NGOLIE
MONGOLIE INTÉRIEURE
Baotou
PÉKIN
Jinan
Lanzhou
Xian
HINE
Huang-He
Nanjing
Shanghai
Yang-Tse-Kiang
Mer Jaune
Mer de Chine orientale
Mer du Japon
Niigata
JAPON
TOKYO
Osaka
Océan Pacifique
0
500
1000 km
CHINE
URSS
VLADIVOSTOK
Primorski
Hunshun
YANJI
Fanshuan
CORÉE DU NORD
Chongjin
Haxiao (Hasan)
Mer du Japon
NAKH
0
50
Projet de construction d'un port de commerce international cofinancé par l'URSS, la Corée du Nord et la Chine

falloir corriger les distorsions. Seul le développement pourra couper l'herbe sous le pied des despotes. Mais le fardeau de la dette empêche le processus de s'amorcer. Pourquoi traiter ces pays plus durement que ces débiteurs occidentaux à qui nous remettons leur dette pour sauver le système. Il manque une autorité internationale pour exproprier les créanciers du tiers- monde. La seule manière de faire passe par les Nations-Unies, par une organisation forte, autonome et respectée qui imposera une pensée capable de hiérarchiser les différences dans une perspective de développement solidaire".

- "Que se passe-t-il si la résolution japonaise est battu à l'ONU, si nous votons contre et imposons notre droit de veto?".

-... "Alors nous serons jugés très durement par l'histoire et nous subirons un discrédit international sans précédent. Mais il y a plus, ce rejet donnera au Japon le signal qu'il attend pour appliquer lui-même et à son seul profit le développement gigantesque des pays en voie de développement en créant des institutions internationales parallèles en compétition avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international. Rien n'empêche, en effet, le Fonds international d'investissement japonais de se substituer au Programme des Nations-Unies pour le développement par exemple. Imaginez un réalignement du Japon, de l'URSS, de la Chine et des pays tiers-mondistes d'Asie formant un bloc homogène?

- "L'ONU vole en éclat, nous forçons le Québec à renoncer au développement de l'hydrogène pour empêcher le développement asiatique et, ce faisant, celui-ci devient le centre d'intérêt de la future guerre mondiale. L'équation est simple, pas de minerai québécois, pas de pile à conversion, pas d'hydrogène, c'est la guerre de l'Orient contre l'Occident. Nous revenons à la case départ"...

- "Exact, monsieur le président, Homo sapiens ou Homo demens, that's the question!". Car voyez-vous, ça bouge beaucoup présentement autour de la mer du Japon. Depuis quelques mois, pendant que nous étions absorbés par la crise du golfe persique, nos amis asiatiques en ont profité pour mettre au point des projets de développement industriel sans précédent. Il semble bien que les Coréens et les Japonais se livrent une course contre la monte en Asie. Présentement, selon une enquête du département d'État, nous savons que les Coréens, les Japonais, les Chinois et les Soviétiques négocient frénétiquement pour établir un port international à l'embouchure du fleuve Tumenjiang.

- "Le fleuve quoi! s'exclame Barret sous l'œil conciliant du président qui lui aussi apprend l'existence de ce fleuve mystérieux.

- Le Turkménistan, de reprendre l'ambassadeur devenu professeur de géographie, est un fleuve qui sépare l'URSS et la Corée du Nord et se jette dans la mer du Japon. Les Chinois et les Soviétiques souhaitent en faire un des principaux pôles de développement de la future zone économique de la mer du Japon. La concrétisation du projet passe par la création d'une

infrastructure que seuls les Chinois et les Japonais peuvent financer. Ainsi, ce sera plus facile de s'implanter en URSS par la suite. L'intérêt de cette zone est, qu'à la différence de l'URSS, elle dispose de bonnes infrastructures: une centrale électrique, une usine de traitement de l'eau, un bon réseau routier et surtout une main-d'œuvre qualifiée et bon marché.

- "Pourquoi passer par la Chine si c'est l'Extrême-Orient soviétique que les Japonais convoitent?"

- "L'URSS a un sérieux problèmes de logistique. Le réseau routier et ferré est insuffisant. La vétusté des installations portuaires et de la base industrielle, le manque de logements pour les ouvriers sont synonymes de milliards à investir avant de pouvoir jouir des richesses du sous-sol. Mieux vaut alors transporter les matières premières vers Tumenjiang et les transformer en produits manufacturiers sur place. L'idée des Japonais est ingénieuse. Grâce à l'hydrogène, la zone connaîtra un boom économique sans précédent. Les matières premières soviétiques alimenteront les ouvriers chinois dans une zone de libre-échange où les problèmes frontaliers seront résolus. Si bien, monsieur le président, je vous conseille vivement d'accorder rapidement à l'URSS le statut de nation la plus privilégiée afin que nos compagnies investissent massivement et puissent ainsi récupérer une part du marché avant que le Japon et la Chine aient tout bouffé.

- "Je vois très bien le scénario. Mais une telle décision ne peut se prendre à la légère, surtout pas, sans savoir la position des Soviétiques sur la résolution japonaise".

LXVIl

Pékin, 13 juin 91

Le coup d'éclat du Japon à l'ONU a ramené la dispute frontalière sino-soviétique au niveau d'une vulgaire fanfaronnade. Il est en effet insensé de récupérer un immense territoire comprenant deux villes de plus de 500 000 habitants entièrement peuplées de Russes et plusieurs ports de pêche et de commerce parmi les plus actifs du continent asiatique. Les Chinois ont compris que leur intérêt n'est pas de se cantonner dans une intransigeance stérile, mais de reprendre des échanges où tout est à gagner. L'ambassadeur chinois en poste à Moscou déclare donc que son pays est disposé à négocier avec l'URSS un nouveau traité fixant définitivement les frontières en prenant pour base la situation de fait créée par les "traités inégaux", à condition que l'Union soviétique reconnaisse, au moins pour le principe, ce caractère d'inégalité.

Enfin la Chine propose qu'un consortium sous l'égide de l'ONU réunissant l'Union soviétique, la Chine et le Japon soit créé pour réaliser le développement asiatique de l'hydrogène. Il saurait en être autrement au risque de sacrifier une réforme économique remarquable amorcée depuis quelques années. L'économie chinoise est redevenue une des

plus dynamiques au monde sous l'inspiration des entreprises non-étatisées. En revanche, le secteur étatique connaît une croissance dérisoire. Le gouvernement central a désespérément besoin des impôts que les entreprises privées veulent bien lui payer pour subventionner toute une gamme de produits et de services et pour dépanner les entreprises d'État déficitaires. Tout mouvement du gouvernement pour ramener le contrôle de son économie sous son autorité provoquerait une misère noire et des dizaines de millions de morts comme lors des collectivisations forcées en Union soviétique, il y a 60 ans. De plus, les exportations sont l'élément le plus dynamique du boom actuel et donnent à la Chine la sécurité d'avoir de solides réserves monétaires, en plus de limiter la croissance de l'aide extérieure. En somme, le développement industriel de l'hydrogène sur son territoire représente le meilleur placement possible de sa richesse nouvellement acquise.

LXVlll

Ottawa, 15 juin 91

L'interdiction du passage du nord-ouest ne tient pas devant le risque de discrédit international que le Canada subirait s'il continuait à s'entêter. Dans un discours fort important tenu devant le Canadian Club, le Premier ministre canadien dresse un bilan du bouleversement profond de la nature des relations internationales. De l'analyse de ces chocs, il sort convaincu que la période dans laquelle nous sommes entrés affecte la nature des relations internationales plus profondément que les après-guerres, l945, l918, l871 ou l8l5. Du jamais vu depuis la Révolution française, qui a donné naissance aux États modernes et transformé leurs relations par le passage d'un système dynastique à un système basé sur des États souverains.

- "N'oublions jamais, dit-il devant son auditoire attentif, que les démocraties sont encore fragiles en Amérique latine, l'Asie tente de trouver une stabilité sans cesse compromise, l'Afrique connaît un petit vent de changements qui ne suffit pas à la sortir de ses tourments, l'Europe continue à tâtons sa construction. L'URSS, passé de la perestroïka à la crise puis de la crise au chaos, semble aller vers la dictature plus que vers la démocratie. Les pays de l'ancien pacte de Varsovie se sont attelés à leur difficile reconstruction économique et politique. L'onde de choc de la guerre du Golfe a divisé le monde arabe sans compter que les mouvements massifs de population sont devenus des enjeux stratégiques inquiétants. Ce vent de changement affecte aussi les grandes fédérations et le Canada non plus n'y échappe pas. C'est pourquoi le Canada accepte la philosophie de la proposition japonaise qui tente d'utiliser le plus possible les organisations internationales dans l'édification d'un nouvel ordre mondial".

- "Je tiens à souligner, à mon homologue japonais, mon soutien indéfectible à la cause qu'il défend. En retour, il est important que le Japon constate que les réserves apportées par mon gouvernement à l'utilisation du passage du nord-ouest en hiver sont essentiellement basées sur les dures mouvements climatiques qui affectent cette région. Les risques

environnementaux sont bien réels, les tempêtes hivernales frappant l'Arctique sont les plus dévastatrices au monde et d'une violence inouïe. Les minéraliers devront donc être construits selon des normes de sécurité renforcées. De plus, devant l'urgence de la situation internationale, nous proposons la tenue d'une réunion des cinq grands fournisseurs d'armement mondiaux et membres du Conseil de sécurité de l'ONU pour adopter des règles restreignant les transferts déstabilisateurs d'armements".

En habile politicien, Brian Mulroney a su, par ce discours, redorer l'image du Canada à l'étranger tout en préservant les immenses investissements nippons. Le Premier ministre canadien sait plus que tout autre qu'il ne peut pas laisser passer cet investissement massif sous le nez même si pour cela, il doit sacrifier Clyde Wells et le projet Hibernia et se mettre à dos les financiers de Bay Street. Car le Canada projette de plus en plus l'image d'un pays qui se désintègre. Le cœur du Canada, l'Ontario et le Québec, se désindustrialisent, perdant depuis l988, 250 000 emplois manufacturiers. Des compagnies déménagent en douce des filiales à l'étranger principalement aux États Unis demain au Mexique avec l'arrivée du traité de libre échange nord-américain. Déjà, l'Europe ne considère plus le Canada comme terre d'investissement. Le pouvoir d'achat des consommateurs baisse de façon substantielle. Les gouvernements aussi s'appauvrissent et ne peuvent plus relancer la machine économique

LXlV

Moscou, 26 juin 91

Plus inquiétant est le silence de Moscou. Deux semaines se sont écoulées depuis le discours onusien du Premier ministre japonais. Fait inhabituel, aucune réunion du Politburo fut observée depuis, ce qui laisse présager qu'une féroce lutte de factions se prépare, chaque camp ayant besoin de temps pour consolider ses positions au détriment de l'autre. La seule déclaration de Gorbatchev sur le sujet se résume à étudier encore la résolution japonaise et la proposition du règlement frontalier formulé par la Chine et qu'il fera connaître sa position en temps et lieu. Comme un joueur d'échec, le président soviétique étudie l'échiquier de manière à avoir toujours un coup d'avance sur son adversaire. Cependant le silence de Gorbatchev n'est pas si hermétique. Deux semaines avant le vote historique des Nations-Unies, un signal tangible vient d'être envoyer au président Bush: le Yermak vient de disparaître à nouveau sous la calotte polaire, destination inconnue.

Pendant ce temps à Ottawa, Brian Mulroney nomme immédiatement Joe Clark ministre responsable du comité de révision constitutionnelle pour tenter de sauver désespérément la fédération. Il est primordial, dans l'esprit des stratèges fédéraux de court-circuiter la tenue du référendum québécois en proposant une nouvelle entente constitutionnelle. Joe Clark se doit donc de convaincre le Premier ministre Bourassa de consulter la population québécoise et de faire porter le référendum sur cette nouvelle entente fédérale provinciale plutôt que sur le projet d'indépendance. L'autre scénario consiste à entreprendre immédiatement des négociations avec Bourassa. Celui-ci pourra alors faire valoir que le renouvellement du

fédéralisme est dans la bonne voie et déclenchera des élections, au lieu d'un référendum, pour obtenir le mandat de poursuivre les négociations.

LXX

Moscou, 30 juin 91

Gorbatchev vient à peine de terminer une conversation avec le dirigeant chinois mettant fin à la tension aux frontières communes qu'il se dirige d'un pas alerte vers les studios de la télévision soviétique adjacents à son bureau. La décision de Gorbatchev est prise. Il se doit de sortir au plus tôt de la noire période d'hibernation où les forces conservatrices ont pratiquement le monopole du pouvoir. Finis les propos hargneux sur les "prétendus démocrates", finis les pouvoirs accrus accordés au KGB, finies les nominations spectaculaires au profit des représentants du complexe militaro-industriel et de l'appareil du Parti communiste.

Immédiatement, la programmation régulière laisse place à l'adresse au peuple du secrétaire général. Sûr de ses moyens, Gorbatchev annonce avec ferveur l'auto dissolution de l'Union soviétique actuelle au nom d'une unité future retrouvée au sein d'une Union rénovée. Pour bien marquer la dissolution de l'ancien empire, le président propose donc aux autres républiques le concept de souveraineté-association assorti d'intenses relations économiques et propose même une nouvelle appellation au pays; dorénavant, l'Union soviétique s'appellera l'Union des États socialistes souverains (UESS). Gorbatchev propose aussi de faire immédiatement adopter une résolution qui accepte le passage du projet des monts Stanovoï sous contrôle des Nations-Unies. Cette résolution implique le renoncement du ministère soviétique des mines et de l'énergie de ses prérogatives en matière de contrats de livraison, d'utilisation de devises et fiscalité sur les mines se trouvant dans le périmètre d'exploitation des monts Stanovoï. En retour, les Nations-Unies s'engageront à dédommager l'URSS en accordant aux compagnies soviétiques 50% des contrats de construction de l'infrastructure nécessaire à l'exploitation des mines, à la production et au transport de l'hydrogène sur le continent asiatique, l'autre 50% reviendra à la Chine et au Japon.

Au plan international, Gorbatchev, à la surprise générale, lance son coup de poker planétaire. Le "grand marchandage", comme l'appelle déjà les soviétologues occidentaux, consiste à associer l'Occident au sauvetage de l'URSS dans des conditions radicalement nouvelles. En échange des moyens nécessaires, entre 75 et 150 milliards de dollars, l'Occident obtiendrait des Soviétiques un droit de regard sur la mise en oeuvre de la réforme économique et des garanties formelles quant à la démocratisation. Du jamais vu. Pourtant, sur le plan intérieur, le risque est grand. Un tel droit de regard des Occidentaux sur l'évolution du pays peut être ressenti comme insultant par une population nourrie au mythe de la superpuissance. Cette fois-ci, Gorbatchev joue le tout pour le tout. La partie de bras de fer au sein du Politburo avec Ligachev sera féroce. Côté occidental, les sommes requises sont énormes alors que les États-Unis sont en récession, que l'Allemagne paie le prix de sa réunification. Pourtant, il faut agir. Impérativement et vite. Le processus de désintégration et même d'effondrement s'est

accéléré. Tous les indicateurs économiques sont en chute libre.

Par cette déclaration sans précédent, Gorbatchev règle ainsi ses comptes avec la veille garde de son parti tout en commençant à esquisser les contours d'une nouvelle fédération soviétique moins centralisée et plus respectueuse des choix des républiques. Dans son rapport téléphonique au président Bush, l'ambassadeur américain note avec satisfaction que le président soviétique a fait le bon choix face à l'impasse politique vers laquelle se dirigeait le pays.

- "Si les intentions du président Gorbatchev sont sérieuses, s'il ne s'agit pas d'une nouvelle manœuvre politique, ceci constitue un pas important pour sortir de cette crise, rapporte-t-il. Reste maintenant à savoir si Gorbatchev gagnera la bataille du Kremlin conclue-t-il"..

LXXl

Québec, 1 juillet 91

Empruntant aux Soviétiques, le Premier ministre Bourassa accepte avec soulagement le passage du développement de l'hydrogène sous contrôle onusien à condition, qu'à titre de dédommagement, Hydro-Québec et la Société de l'énergie de la Baie James soient les gestionnaires du développement du réseau énergétique nord-américain et de la construction de la technopole nordique.

De leur côté, les financiers de Bay street mettent fin à leur projet de déstabilisation économique du Québec, d'autant plus qu'Ottawa, en ce premier juillet, fête nationale du Canada, promet de présenter au peuple québécois une proposition constitutionnelle modifiant en profondeur les relations fédérale-provinciale d'où émergeront les conditions nécessaires et essentielles à l'épanouissement culturel, politique et économique des Québécois, des Autochtones et des Anglo-canadiens. Ironiquement, c'est grâce à l'affirmation nationaliste du Québec que les sociétés anglo-canadiennes et autochtones vivent un processus accéléré d'autodétermination.

En réalité, le Premier ministre Bourassa a toujours cherché à détourner l'indépendance de sa grandeur et de ses objectifs en s'empressant de la réduire à une alternative de pis-aller en cas de rejet canadien car l'illusion de la sécurité canadienne est tenace. Par ouverture d'esprit et par générosité, il consent une dernière fois à tendre la main au Canada-anglais même s'il sait que les autres provinces ne changeront pas en profondeur puisque cela est contraire à leurs intérêts. Fort de sa majorité parlementaire, il préfère court-circuiter le référendum en tentant de signer une nouvelle entente constitutionnelle. Un nouveau refus du Canada et ce sera l'indépendance par dépit. Tel est la philosophie politique du Premier ministre québécois. Le projet Saîmo au Québec devient donc la planche de salut de la constitution canadienne.

Cette nouvelle proposition plus autonomiste pour le Québec est loin quand même de la position des républiques soviétiques dans le nouveau Traité de l'Union. Les républiques soviétiques obtiendront leur indépendance car jamais leurs aspirations à la souveraineté ont été ébranlées par les épreuves endurées par le blocus de Moscou qui a fait chuter le niveau de vie de ses habitants. En somme, elles étaient prêtes à accepter une diminution temporaire de leur confort matériel comme prix à payer pour l'indépendance. L'ironie de l'histoire étant que les républiques soviétiques se sont inspirées et ont mené à terme le projet de souveraineté-association mis de l'avant par les Québécois; qu'elles ont réussi, là où ces derniers ont échoué.

LXXll

New York, ONU, 7 juillet 91

Pour Perez De Cuellar, le nouvel ordre mondial autour de l'autorité de l'ONU semble en bonne voie. Partout dans le monde, l'heure est à la négociation. La Chine tente un rapprochement important avec l'URSS, Gorbatchev finalise son nouveau traité de l'Union, Le Canada et le Québec entreprennent la négociation de la dernière chance, les pays tiers-mondistes se démocratisent, humanisent et désarment leur régime pour se conformer aux exigences japonaises. Pour lui, le concept de droit à l'ingérence et d'assistance à personnes en danger reflète l'évolution normale du droit international. La déclaration universelle des droits de l'homme de l948 est devenue comme une sorte d'œil de Dieu qui voit tout. Aucune violation des droits de l'homme ne peut être cachée désormais à la communauté internationale. Mais à quoi bon adhérer aux droits de l'homme si nous permettons que des êtres humains meurent de faim?

Ainsi le problème des réfugiés, même s'il est vieux comme le monde, atteint en cette fin de siècle des proportions catastrophiques. Il n'est pas un continent de la planète qui n'échappe à cette triste réalité. Aux dizaines de millions de réfugiés éparpillés ici et là dans les pays tiers-mondistes pour cause de sécheresse ou de guerres civiles s'ajoute une nouvelle classe de réfugiés économiques occidentaux issue de l'effondrement des régimes communistes qui se déplace vers l'ouest de l'Europe, poussée par le chômage et la misère. Leur nombre est si grand que les gouvernements européens ne peuvent plus parler de simple migration devant les problèmes que ces nouveaux arrivants posent.

Enfin débarrassé de ses soucis financiers, l'ONU de Perez De Cuellar pourra enfin s'attaquer avec force au développement, à l'assainissement de l'environnement physique et social en repoussant de plus en plus les limites de la pauvreté, de la faim et de la maladie. Tranquillement, nous assistons à un glissement progressif vers une mutation des droits de l'homme en droits de l'humanité. Par contre l'ONU n'est que la somme de ses États membres et Perez De Cuellar ne peut agir que dans la mesure où ces derniers l'y autorisent. Plus que trois jours à attendre avant le vote et dire qu'il a fallu des millénaires pour qu'enfin aboutisse un concept qui aujourd'hui nous apparaît si simple. Plus que trois jours...

LXXlll

Moscou, 10 juillet 91

Tout est maintenant en place pour le bras de fer Gorbatchev-Ligatchev. Ce dernier rendu furieux par la déclaration présidentielle s'apprête avec l'aide de fanatiques de l'armée et du KGB à faire tomber le président. Toute la stratégie de Ligachev s'inspire d'un complot déjà mené avec succès par le KGB en Pologne en l98l. A cette époque, la Pologne avait connu une pénurie alimentaire dramatique qui avait amené Varsovie à quémander à l'étranger. La peur des Européens de voir déferler chez eux des millions de polonais affamés permit la création d'un plan d'aide alimentaire d'urgence. Le KGB en contrôlant l'arrivée et la distribution de l'aide alimentaire décida de bloquer en RDA l'aide étrangère. Des témoignages abondent depuis de plusieurs camions et wagons chargés de produits alimentaires abandonnés dans la campagne et parfois incendiés en provenance de la CEE. Toute l'opération visait à discréditer le mouvement Solidarité et le museler. Quelques jours plus tard, Jaruzelski, justifié par le chaos économique dans lequel se trouvait le pays, proclamait l'état de siège. Les vivres retenus à la frontière commencèrent à être distribuées à la gloire du Parti.

Or depuis le discours conciliant de Gorbatchev, l'aide alimentaire occidentale s'est intensifiée. Le film catastrophe des hordes d'affamés déferlant sur l'Europe accéléra l'aide étrangère. Mieux vaut aider les Soviétiques chez eux que de les voir arriver par millions chez nous et pourtant aucune région soviétique n'a encore vu l'ombre d'un saucisson. Pendant ce temps, un million de tonnes de marchandises restent bloquées dans les ports et plus d'une centaine de wagons chargés de viande pourrissent dans une gare près de Moscou. Encore quelques jours, Gorbatchev tombera comme un fruit mûr avec l'assentiment d'une population qui crève littéralement de faim.

LXXlV

Le jour J, l7 juillet 91

Depuis maintenant deux heures, Bill White, délégué commercial de l'ambassade américaine à Moscou, regarde attentivement la dernière fenêtre au troisième étage du mur sud-est de l'édifice du Présidium du Soviet Suprême, lieu de rencontre du bureau politique. Le rideau à demi ouvert signale donc que la réunion suit toujours son cours.

Pendant de temps à Washington, George Bush s'apprête à quitter la Maison blanche pour le siège de l'organisation des Nations-Unies à New York où il participera lui-même à la séance du vote au nom de son pays, vu son importance historique. Presque tous les chefs d'État

seront présents. Selon les règles de l'ONU, le vote se déroulera en suivant l'ordre alphabétique anglais des pays membres. Ainsi George Bush votera avant l'ambassadeur soviétique. Or impossible pour le président américain d'engager son pays envers la résolution japonaise sans savoir l'intention des Soviétiques. D'autant plus, que le dernier rapport des satellites Condor vient de détecter à nouveau le sous-marin Yermak, cette fois-ci, près des îles Kouriles.

Dans le détroit de Nemuro, au nord de l'archipel du Japon, la Seconde Guerre mondiale n'est pas vraiment encore terminée. Le détroit sépare Hokkaido du Japon des îles Kouriles du sud. Les Soviétiques les ont occupés en septembre 1945 après la reddition japonaise en employant, un siècle plus tard, le même scénario qui a prévalu pour l'occupation de la Sibérie au détriment de la Chine. Depuis lors, le Japon n'a cessé de revendiquer ces territoires du Nord. Les Kouriles du Sud occupent une position stratégique entre le Pacifique et la mer d'Okhotsk. C'est là que se trouve la base de la flotte de sous-marins lance-missiles soviétiques.

L'amiral Gordon, directeur du NRO chargé de la surveillance par satellites, est catégorique. L'analyse du film reçu confirme que le Yermak est bien en position d'attaque et que deux missiles à ogives nucléaires sont en position offensive prêt au lancement. "Mais, chose curieuse," rapporte-t-il au président, "l'angle de lancement des missiles pointe ceux-ci non pas vers l'Arctique, le Japon ou la Chine mais bien vers l'URSS". Immédiatement sur ordre présidentiel, toutes les bases américaines dans le Pacifique sont mises en état d'alerte maximale.

LXXV

Moscou, 17 juillet 91

Partout au Kremlin, peu importe l'endroit, surgit "l'œil de Lénine" tellement sa présence est encore réelle. N'est-ce pas lui qui, en mars 1918, fit du Kremlin le siège des organes suprêmes du jeune État des Soviets. Là aussi, dans l'édifice du Présidium se réunissent les treize membres du Politburo.

Depuis plusieurs heures déjà, Ligachev, vindicatif sachant Gorbatchev à sa merci, se livre à un vibrant réquisitoire contre le président de l'État.

- "Jamais dit-il nous n'accepterons que la politique intérieure et étrangère du Soviet Suprême signifie la fin, l'abolition ou la modification du principe de la lutte des classes telle qu'enseignée par Lénine. Vous avez mené l'Empire à la ruine: le peuple meurt de faim, vous cédez devant les républiques affaiblissant les pouvoirs de la fédération, vous sacrifiez les monts Stanovoï, territoire sacré de l'État aux intérêts étrangers. Vous devez partir. Je propose le vote sur votre destitution immédiate. Vous n'avez plus l'appui ni du Parti, ni du peuple, alors parter pour le bien de tous".

D’une froideur extrême, sans jamais laisser paraître la moindre émotion, Gorbatchev prépare sa réplique. Sûr d’avoir en poche au moins six votes au sein du Politburo, y compris le sien, le président concentre sa charge contre les orthodoxes. D’un geste lent, dans un silence glacial, le président sort une série de documents qu’il place bien en évidence devant lui.

- “Quand vous dites le bien du peuple, parlez-vous alors des biens que vous voler à ce même peuple depuis des décennies. Il est quand même surprenant de voir ceux qui ont transformé le Kremlin en une mafia organisée s’inquiéter des malheurs d’une population qu’ils exploitent sans remords”.

- “Nous ne tolérerons pas plus longtemps ce genre d’insulte dit rageusement le ministre de l’énergie”.

- “Alors je vais commencer par vous”

- “J’ai ici un document, une confession signée sous serment d’un dénommé Paul Pearson qui affirme vous avoir remis un pot-de-vin de deux millions de dollars en marchandises en échange de votre couverture pour la signature du contrat de la Dove Trading. Tous ici nous savons de continuer Gorbatchev, que votre épouse Svetlana, votre fille Irina et sa belle-fille Nonna et bien d’autres dames de votre harem aiment les fleurs, les fourrures, les voitures de luxe et les diamants. Comment peut-on refuser à ces petites chéries ces caprices si féminins quand on est un seigneur de la nomenklatura? Or dans une datcha située aux environs de Moscou se cache une véritable caverne d’Ali Baba, un magasin entier spécialement approvisionné pour satisfaire les commandes de ces dames; le reste de la marchandise étant écoulé sur le marché noir dont vous êtes l’un des plus notables pourvoyeurs.

- “Et ainsi de suite. Tiens!, notre ministre de la Défense par exemple. Savez-vous mon ami camarade que la division d’infanterie 527 comprenant 10 000 hommes n’a jamais existé. Dix mille hommes, dix mille salaires, c’est tout un bonus.

- “Et ça continue. Trafic de permis de conduire et de plaques minéralogiques au ministère des Transports. Dix-sept hectares de pavot arrosés par six pompes électriques très performantes, des millions de narcoroubles pour notre ministre de l’Agriculture. Notre ministre de l’Intérieur qui transforme les appartements vacants du KGB de la capitale en maisons de passe alors qu’il y a grave pénurie de logement à Moscou. Et enfin notre camarade Ligachev qui reçoit bon an mal an ses redevances sur tous ces trafics, quelques millions de roubles, n’est-ce pas, bien vite convertis en devises étrangères par le racket des touristes. Je crois n’avoir oublier personne”.

- “Un travail impressionnant, camarade secrétaire-général mais aucunement significatif ou dangereux. Vous savez très bien que si vous rendiez public ces documents, c’est votre propre chute que vous provoqueriez et celui de tout le régime dont vous couvrez les activités depuis

plus de cinq ans. On appelle ça jetez l'eau du bain avec le bébé dit en riant Ligachev".

- "Eh bien!, sachez que cela est bien mon intention. S'il est impossible de restructurer le système actuel alors il ne reste plus qu'à l'abandonner, selon la formule de Brejnev, "à la poubelle de l'Histoire" avec toutes les mafias qu'il a engendrées. Il n'y a qu'un criminel ici et c'est vous, il n'y a qu'un traître ici et c'est encore vous, alors dites-vous bien que celui qui va démissionner aujourd'hui pour raison de santé, c'est vous".

- "Vous savez très bien, dit Ligachev en souriant, que vous ne pouvez rien faire en cette salle, nous avons la majorité et la situation bien en main. Nous avons déjà eu la tête de Nikita Khrouchtchev et nous aurons la vôtre".

- "Mais je ne suis pas Khrouchtchev pour accepter ma destitution pour sauver un régime corrompu. Si je tombe, le régime tombe aussi. Je suis même disposé à créer un chaos économique tel que vous serez tous emportés par la guerre civile qui s'en suivrait".

- "Du bluff politique!"

- "Aucunement, je vous préviens. Le peuple soviétique voit dans l'exploitation et la production de l'hydrogène le salut économique du pays. Des milliers d'emplois seront créés, des revenus imposants seront accessibles pour restructurer l'économie, le rouble deviendra convertible sur les grands marchés internationaux. Les droits miniers des monts Stanovoï cédés à l'ONU ne représentent qu'une infime partie, quoique importante en revenus, du potentiel global. La fabrication, la vente de l'hydrogène et la construction du réseau de distribution asiatique voilà les importants gains pour notre pays et jamais je ne laisserai quiconque contrevenir à cet important développement. Dans moins de 30 minutes, heures de New York, notre ambassadeur donnera son accord à la proposition japonaise et personne ne m'arrêtera".

- "Dans moins de 10 minutes, vous ne serez plus président de l'Union soviétique. Passons au vote!"..

- "Alors sachez bien que si je suis destitué, les monts Stanovoï n'existent plus. Le Yermak a reçu ordre de les détruire et je suis le seul qui peut donner le contre-ordre. Est-ce clair, le Yermak ne répond plus. Précipitez ma perte et je précipiterai la vôtre".

- "Impossible!, s'écrie Yasof, le maréchal-commandant général de l'armée rouge. C'est de moi que le Yermak reçoit les ordres".

- "Vous oubliez que le chef suprême des forces armées est le président. Le commandant du Yermak a ordre d'obéir qu'au président, d'ailleurs, tous les codes d'accès ont été changés. Je vous en prie mon ami, faites un essai et vous constaterez qu'avec les loups, je hurle comme

les loups”.

Au même moment, aux Nations-Unies, le vote se déroule normalement. Dans quelques minutes, le président devra s’exécuter. La délégation américaine est dans tous ses émois, encore aucun signe de la part de Moscou. Tous les stratèges du président n’ont qu’une idée en tête: retarder le vote mais comment?

Le commandant Yasof revient atterré à la réunion du Politburo. Toutes les tentatives de communiquer avec le Yermak ont échoué, les codes d’accès ont bel et bien été changés. Le clan Ligachev vient de subir le coup d’État de Gorbatchev Nerveusement, pendant la tenue du vote, Gorbatchev s’est approché du rideau plus que trois votes pour atteindre la majorité.

- “United States of America”, lance le secréraire-général de l’ONU

D’un geste lent, le président Bush tente péniblement de se lever pour, soudain à la stupeur de tous, s’effondrer sur le pupitre de la délégation américaine. Tous ont maintenant en mémoire, les derniers problèmes cardiaques du président. Les minutes s’écoulent dans le brouhaha général. Le personnel de sécurité du président forme un écran opaque au sein duquel le médecin et le président s’entretiennent calmement. - “Maintenant vous me sortez d’ici, je ne peux rien faire de plus. Je tiens à sortir sur mes deux jambes. Assez de cinéma pour aujourd’hui”.

Sous les applaudissements des délégués, le président quitte d’un pas sûr le siège de l’Assemblée et regagne immédiatement les bureaux de l’ambassadeur. A New York comme à Moscou, le rideau est tiré sur deux excellentes performances présidentielles. Quelques minutes, plus tard, l’ambassadeur américain revient compléter son mandat en votant en faveur de la résolution.

Amplement soutenue par les pays tiers-mondistes et les démocraties, la résolution japonaise fut acceptée à la majorité malgré quelques oppositions provenant de pays arabes comme la Libye, la Syrie, l’Arabie Saoudite, le Koweit et de Israël qui ne porte pas l’ONU dans son cœur depuis l’adoption de résolutions condamnant son action dans les territoires occupés au détriment des Palestiniens et de leurs droits. Le gouvernement israélien oublie trop facilement que le pays existe grâce à la volonté internationale exprimée par l’ONU. Plus les Israéliens rejetteront les résolutions des Nations-Unies sur les territoires occupées, plus ils se mettront la communauté internationale à dos, alors Israël risque d’être banni de l’organisation internationale et de disparaître de la même manière qu’il a été créé. Pour Israël, hors de l’ONU, point de salut. Abstention aussi de la Chine. Indisposé par les exigences démocratiques et le respect des droits de l’homme, mais partagé par son désir de participer au développement économique mondial, le gouvernement chinois décide s’abstenir du vote, la situation politique intérieure ne le permettant pas pour le moment. En n’utilisant pas son droit de veto, la Chine signale au reste du monde que la porte reste

cependant ouverte aux réformes. En ce l7 juillet février l991, l'humanité s'engage résolument vers le respect des Droits de l'homme, le désarmement et le développement.

LXXVl

Moscou, lundi, l9 août 91

Dans la nuit de dimanche à lundi, quarante-huit heures avant la signature du Traité de l'Union qui devait marquer le départ de nouvelles relations entre le Kremlin et les républiques soviétiques, les conservateurs du Parti communiste ont repris le pouvoir avec l'aide de l'armée rouge et du KGB et engagé l'Union soviétique à contre-courant de l'histoire vers une dictature de type brejnévienne. Le parallèle entre la retraite forcée de Gorbatchev et celle de Khrouchtchev en l964 est vraiment frappant, tout comme Gennadi Ianaïev, l'homme de Ligachev, aujourd'hui ressemble à Léonid Brejnev qui succéda à Khrouchtchev. Le scénario est identique dans ces deux changements de pouvoir. Ne pouvant supporter l'humiliation de la défaite subie au sein du Politburo lors du conflit sur la sécession des monts Stanovoï à l'ONU et l'affaiblissement du pouvoir central au profit des républiques dans le Traité de l'Union, les orthodoxes communistes décidèrent de réagir "à la Pinochet" contre les vues trop réformatrices du président.

Les huit putschistes conservateurs, tous issus de la ligne dure du Parti, de l'armée et du KGB et regroupés sous le chapeau du "Comité d'État pour l'état d'urgence" ont profité de l'absence de Mikhaïl Gorbatchev, en vacances à Foros en Crimée sur la Mer Noire, pour mener un coup d'État dit "constitutionnel" vu l'état de santé précaire de l'ex-président en vertu de l'article 127 de la constitution. Immédiatement des tonnes de nourritures jusque là introuvables envahissent les marchés de la capitale. Dans sa datcha de Crimée, Gorbatchev, sa famille et sa garde personnelle sont mis en état d'arrestation et coupés du monde extérieur lorsque ce dernier refuse de cautionner sa destitution à la demande des conservateurs.

Quelques minutes auparavant, Boris Eltsine, président élu de la Fédération de Russie, réussit, grâce à un appel anonyme de source inconnue, à échapper "miraculeusement" à sa séquestration prévue dans sa datcha en banlieue de Moscou. Profitant de cet appel inespéré, il réussit à déjouer le plan des putschistes et se réfugie immédiatement au sein du parlement russe, appelé "la Maison blanche" et organise la résistance en appelant à la grève générale et promulgue un décret déclarant illégal le décret de Gennadi Ianaïev s'attribuant les pouvoirs du président soviétique déchu. Aussitôt, plusieurs milliers de Moscovites se réunissent Place du Manège, près du Kremlin, et protestent contre la destitution de Gorbatchev Le mouvement lancé par Eltsine et suivi par des milliers de manifestants devient rapidement le dernier rempart de la démocratie devant de coup de force et donne à ce dernier une crédibilité internationale jusque là inconcevable.

De Washington à Tokyo, en passant par Ottawa, Londres, Paris, Rome et Bonn, c'est la consternation et l'inquiétude après la destitution de Gorbatchev Sans attendre, tous les

dirigeants s'opposent au coup d'État et apportent leur soutien à l'appel du président de Russie Boris Eltsine pour la restauration des organes de pouvoirs légaux et le retour de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'État soviétique et arrêtent l'aide économique occidentale à l'URSS. A Bruxelles, le Conseil de l'Atlantique Nord, organe suprême de l'OTAN décide de tenir une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères pour étudier un plan d'urgence d'autant plus que des rumeurs persistantes circulent à l'effet que les codes archi-secrets d'accès au potentiel nucléaire soviétique seraient entre les mains des putschistes. Le coup d'État de Moscou est sans aucun doute le plus grand revers des relations Est-Ouest depuis l'imposition de la loi martiale en décembre 80 à Varsovie par le général Jaruzelski.

Mercredi, 21 août 91.

Après une nuit de violence meurtrière devant le parlement de Russie à Moscou, les Moscovites retranchés derrière des barricades de fortune font avorter le putsch grâce à une résistance acharnée contre des blindés aveuglés par d'immenses couvertures recouvrant ainsi leurs champs de vision. Après quelques assauts répétés et devant la colère du peuple, les blindés désemparés font volte face sous une pluie de pierres et de cocktails molotov. Dans la matinée, les troupes déployées retournent dans leurs casernes. La censure sur les médias et le couvre-feu à Moscou sont levés. En après-midi, des membres du Comité d'État prennent la fuite en avion; le "festin des chiens"* n'aura pas lieu. En soirée, Gorbatchev et sa suite décollent en avion de l'aéroport de Simféropol en Crimée en route vers la capitale soviétique. L'heure des règlements de compte vient de sonner. Suicides et démissions se succèdent à un rythme effarant au sein du Parti communiste. Profitant du désarroi politique suite au coup d'État avorté, plusieurs républiques en profitent pour déclarer leur indépendance. L'Union est plus que jamais menacée.

* Le Festin des chiens: titre d'un film soviétique.

Le problème le plus urgent de l'URSS est la mauvaise récolte de céréales, qui est très inférieure à celles des années précédentes. Le l9 août, quelques heures avant le putsch, le gouvernement annonçait que seulement 25 millions de tonnes de céréales avaient été revendues à l'État soviétique alors que le minimum critique pour alimenter la population est de 72 millions de tonnes. Si aucun accord n'est conclu entre l'Union et les républiques pour qu'elles s'engagent à approvisionner le reste du pays, les conséquences seraient catastrophiques. Les républiques retiennent actuellement plus que jamais d'importantes quantités de céréales, soit pour les stocker, soit pour des reventes dans le cadre des nouveaux échanges régionaux, qui leur rapportent 10 fois plus que le prix offert par l'État soviétique. Par contre, les républiques indépendantes ont de lourds handicaps à surmonter dont une dépendance réelle en matières premières et en pétrole. Ainsi, le maintien sous une forme ou une autre d'une institution centrale qui coordonnerait les liens économiques et conserverait un minimum de solidarité physique entre les républiques et l'Union semble une condition sine qua non pour survivre. Si bien qu'un Mikhaïl Gorbatchev peut encore s'avérer

nécessaire pour passer ce dur hiver prochain, probablement l'un des plus critiques que connaîtra le peuple soviétique. Or, la stabilité mondiale est intimement liée aux soubresauts intérieurs de l'URSS comme l'a démontré le putsch avorté. Il est trop tôt pour crier victoire au nom des forces du progrès et de la démocratie. Une inflation de l00%, une dette s'élevant à 20% du PNB ajoutées aux problèmes des minorités russes hors Russie, à la pénurie alimentaire et aux fluctuations des frontières, voilà les conditions réunies qui peuvent provoquer le plus spectaculaire effondrement d'empire depuis la dissolution de l'Empire romain et ottoman.

Mercredi 28 août 91

Moins de dix jours après la tentative de putsch des conservateurs, la purge va bon train: dissolution du cabinet des ministres, réforme du KGB et mise en tutelle sous le contrôle de l'armée, effondrement du Parti communiste. En s'opposant au putsch raté, Boris Eltsine a réussi à exporter sur la scène internationale l'immense popularité dont il jouissait déjà chez lui. En appelant courageusement à la résistance, juché sur un tank, le président russe a donné à la fois un visage et un coup d'envoi à ce qu'on appelle d'ores et déjà la deuxième révolution russe. Question d'asseoir solidement sa nouvelle renommée internationale, Eltsine dote immédiatement la Fédération de Russie d'un ministère des Affaires étrangères indépendant du pouvoir central et dans un geste incroyable en politique étrangère, signe un décret autorisant la rétrocession des îles Kouriles au Japon.

Washington, 29 août 91

En moins de dix jours, l'inquiétude semble s'emparer du département État après l'euphorie de la victoire démocratique en URSS. Le comportement de Eltsine inquiète de plus en plus. Dès le retour de Gorbatchev de son "exil" en Crimée, le président russe a succombé à la tentation d'humilier publiquement un homme qui n'avait visiblement pas besoin de ça. En affichant ainsi sa nouvelle autorité sur la direction soviétique, Eltsine a commis plus qu'une puérile indélicatesse. Il a fait preuve d'irresponsabilité en s'acharnant sur les restes du pouvoir central. Pour le département d'État, dans son rapport au président, la double position occupée par Eltsine sur l'échiquier soviétique est encore plus inquiétante. En réclamant un droit de regard sur la chaîne de commandement nucléaire soviétique, Eltsine se comporte à la fois comme un chef de république russe et de l'Union. Avec ses deux chapeaux, il ne fait qu'ajouter à la confusion. Et quand ce champion de la démocratie va jusqu'à menacer ses républiques voisines de guerres territoriales en cas de sécession, on ne sait plus au nom de qui il parle. D'une Russie impériale soucieuse de garder son autorité sur ses colonies? De l'État fédéral craignant de se transformer en coquille vide?

Au cours de la période de transition dans laquelle elle est engagée, l'URSS a plus que jamais besoin d'un arbitre capable de s'élever au-dessus de la mêlée. Selon le département d'État, la carrière politique de Gorbatchev est loin d'être terminée et doit demeurer l'interlocuteur

primordial. La plus grande expérience politique des 25 dernières années et peut-être la plus réussie de ce siècle, c'est Mikhaïl Gorbatchev qui en est l'auteur. Boris Eltsine est une créature de Gorbatchev, dans ce sens qu'il n'y aurait pas de Boris s'il n'y avait pas d'abord eu Mikhaïl. Il n'y aurait pas eu non plus de victoire de la démocratie, n'eût été l'immense évolution de la société soviétique dont, là encore, Gorbatchev est l'auteur. Rendons à César ce qui revient à César. Le département d'État recommande donc au président de remettre le "tsar" Boris Eltsine à l'ordre. Enfin, il est recommandé au président, puisque la décision est prise et pour ne pas incommoder les Japonais, d'accepter le fait accompli et de ne pas trop commenter publiquement le décret de politique étrangère sur les Kouriles, mais cependant, de faire connaître rapidement à Eltsine notre désaccord sur cette usurpation de pouvoir. En finissant la lecture du rapport, le président Bush prend bien note des recommandations qu'il partage. Autour du rapport de la CIA maintenant. A peine a-t-il entamé la lecture du rapport qu'un frisson lui parcourt le dos. Immédiatement est convoqué une réunion extraordinaire de ses principaux conseillers politiques. Cette fois-ci, Steve Drayton, apprécié de plus en plus par le président, est convoqué

Pékin, 29 août

La crise qui secoue le Parti communiste soviétique, à la suite du coup État avorté, ébranle profondément le régime chinois qui reste désormais le dernier bastion du communisme dans le monde et se sent menacé. Les vétérans communistes agrippés au pouvoir se demandent, perplexes, combien de temps vont-ils encore s'y maintenir au lendemain de l'annonce de la dissolution du comité central du PC soviétique et de la démission de Gorbatchev du poste de secrétaire général. Pour les dirigeants chinois, le ver est dans le fruit; le régime chinois risque l'éclatement. Le pouvoir central de Pékin contrôle de moins en moins ce qui se passe dans les provinces qui n'en font qu'à leur tête. Il en reçoit de moins en moins d'argent et l'économie est de plus en plus capitaliste

Les hauts dirigeants, réunis d'urgence pour tenter de tirer les leçons des événements en URSS, renforcent immédiatement les contrôles sur l'économie et l'armée, dans un geste qui devrait plaire aux factions les plus conservatrices. Mais les déclarations en chaîne d'indépendance de nombreuses républiques soviétiques ne peuvent que faire trembler les communistes chinois qui continuent de mater, par une répression implacable les minorités ethniques séparatistes au Tibet, au Xinjiang et en Mongolie intérieure. Cependant, dans l'esprit de l'avant-garde libérale montante, la défaite du communisme en URSS signifie inévitablement la fin du système en Chine car, bien plus que l'effondrement du Parti communiste soviétique, c'est l'idéologie même qui a été détruite. De ça, le Parti communiste chinois ne s'en relèvera jamais.

Washington 29 août

- "Mais ce rapport est incroyable s'exclame Barret perplexe. Comment ont-ils pu faire ça à

Gorbatchev et au reste du monde ?

- “Renversant n’est-ce pas, reprend le président. Pourtant le directeur de la CIA est formel: les services de renseignements japonais étaient au courant de l’éminence du coup d’État et ont décidé d’en avertir Eltsine mais pas Gorbatchev C’est ainsi Eltsine, prévenu par un appel anonyme, a pu s’échapper et mener à bien la résistance abandonnant Gorbatchev à son triste sort.”

- “Nom de Dieu mais pourquoi? s’écrie Barret en se retournant lentement vers Drayton”.

Un lourd silence envahit la salle du conseil de sécurité. Tous les regards sont maintenant sur Drayton

-..”Hum! Hum! fit-il pour s’éclaircir la voix. Rien de surprenant, vous savez tous que le KGB et la CIA ont plusieurs fois laissé tomber délibérément des régimes en omettant de les prévenir d’un coup d’État prochain. Au risque de me répéter, continue Drayton, arrêtons d’analyser le 20e siècle avec une mentalité du 19e.”

- “Ce qui veut dire en terme plus clair, demande Barret”

- “Disons que pendant que nous subissons l’Histoire, les Japonais, eux la font, la créent.”

- “Vers quel but!, s’exclame furieusement Barret, rouge de colère”

- “Le 21e siècle dit rapidement Drayton empêchant une nouvelle réplique de Barret. Ecoutez! Nous savons qu’une des raisons du coup d’État est la sécession des monts Stanovoï à l’ONU. Ce qui veut dire que Fujihama est certainement derrière la décision nippone. Or qui dit Fujihama, dit l’Histoire.”

- “Alors, il serait plus que temps que nous raconter cette histoire dit sarcastiquement Barret marquant ainsi son dédain pour ces maudits intellectuels”.

- “Il est certain, dans l’esprit de Fujihama, que Gorbatchev, ne courait pas un très grand danger; que sa vie n’était pas en danger. Certain aussi que les forces démocratiques dirigées par Eltsine remporteraient la victoire et que Gorbatchev serait réintroduit au pouvoir. Sauf que Eltsine, devenu la coqueluche politique du monde présent, doit maintenant une fière chandelle aux Japonais. Sans eux, pas de notoriété internationale, il le sait très bien. A lui maintenant de renvoyer l’ascenseur.”

- “Les Kouriles, reprend pensivement le président, c’est donc ça”

- “Effectivement! N’ayant pu s’entendre avec Gorbatchev lors de sa visite à Tokyo sur la

rétrocession de l'archipel, les dirigeants japonais ont jugé bon de miser sur Eltsine car, voyez-vous, les îles Kouriles tombent sous la juridiction de la république russe donc du ressort de Eltsine"

- "Bravo Steve! dit Bush en souriant, un sacré boulot. Je vais donc suivre les recommandations du département État, question de ne pas trop incommoder les Japonais mais, je veux que dorénavant nous les ayons à l'œil, compris. Nous pouvons donc lever l'assemblée."

- "Excusez-moi monsieur le président dit timidement Drayton."

- "Oui Steve!"

- "Excusez mon impertinence, mais il y a plus, beaucoup plus que cela. En fait les Kouriles ne sont que la pointe de l'iceberg."

- "Bon ça recommence dit Barret en regagnant son siège"

- "Nous vous écoutons dit Bush visiblement intéressé."

- "Les Kouriles, c'est le court terme, c'est le 20e siècle. Or je vous ai bien dit, voilà quelques instants, que le but de cette opération est bel et bien le 21e siècle...

- "Continuez Steve."

- "À force de fréquenter Fujihama, j'ai compris que toute action de ce grand futurologue origine d'un fait historique, d'un fait historique précis souvent une erreur commise qu'il essaie de corriger."

- "Et dans ce cas précis, quelle serait cette erreur historique qui mérite d'être corrigée demande le président."

- "La venue de Mao au pouvoir en Chine."

- "Mais c'est insensé s'exclame Barret visiblement dépassé par cette discussion de haut niveau."

- "Monsieur Barret, vous seriez mieux de vous taire et d'écoutez attentivement votre successeur à la tête du Conseil de sécurité."
Bush vient de trancher, le couperet vient de tomber, une tête vient de rouler. Visiblement humilié mais digne, Barret quitte la réunion les larmes aux yeux.

- “Nous pouvons continuer Steve dit sans broncher le président à un Drayton abasourdi par cette soudaine nomination. Nous en étions à la venue de Mao au pouvoir et à une certaine erreur historique, n’est-ce pas!

- “Exact! Bien peu de gens savent, sauf quelques historiens, que les Japonais ont effectivement mis Mao au pouvoir en envahissant la Chine lors du dernier conflit sino-japonais de 1937-45, épisode appelé “le viol de Nankin”. Une des pages les plus sombres de l’histoire nippone.”

L’agression japonaise contre la Chine, à partir de 1937, fut d’une totale brutalité: raids aériens massifs, pillages. Toute la région côtière située entre Nankin et Shanghai était, dès 1938, ravagée. Vingt-deux millions de morts dont dix-huit millions de civils. Comparés à cette hécatombe, Hiroshima et Nagasaki ne font pas le poids, loin de là. En fait, la Chine peut revendiquer le triste titre de la nation la plus éprouvée de la seconde guerre mondiale. Par cette agression, les Japonais ont mobilisé les ressources du Kuomintang chinois au profit de la défense nationale laissant que quelques troupes disponibles pour combattre les révolutionnaires de Mao Tsé toung.

Le grand Timonier ne l’ignorait pas puisqu’en 1964, il balayait de la main les excuses d’une délégation japonaise en observant que l’agression japonaise lui avait facilité la victoire en divisant les troupes de la Chine impériale. Effet pervers de l’histoire, les Japonais venaient d’introduire le communisme chez son puissant voisin et donnaient un fils et un héritier au père soviétique du communisme moderne.

- “Quel lien y a-t-il entre le coup d’État de Moscou en 1991 et ce triste épisode de 1938” ?

- “Je crois que la réflexion de Fujihama pour réparer l’erreur de Nankin est la suivante. Nous laissons se perpétrer le coup d’État contre Gorbatchev afin de laisser assez de cordes aux militaires pour qu’ils se pendent eux-mêmes, pour reprendre une phrase célèbre de Lénine. Ensuite, nous aidons Eltsine pour qu’il organise la résistance. En somme, Fujihama a offert à l’URSS la thérapie de choc dont elle avait un criant besoin pour s’engager véritablement sur la voie de la démocratie. En retour les Kouriles Par la suite, Gorbatchev revient au pouvoir et commence le règlement de compte : éviction du Parti communiste et surtout dissolution du complexe militaro-industriel. La lamentable débandade des putschistes aura eu le grand mérite d’écarter la perspective d’un retour au totalitarisme qui constituait un énorme boulet au pied de Gorbatchev En visant la mère-patrie du communisme, Fujihama espère que les Chinois tomberont eux-aussi dans un avenir rapproché, d’ici vingt ans. Une fois, le communisme écarté d’URSS et de Chine, émergera le Japon du 21e siècle, première grande puissance de l’Asie.”

- “Suite à cette brillante analyse que conseillez-vous à votre président?

- “Ne mettez pas tous vos oeufs dans le même panier. Sans oublier la reconstruction économique de l’URSS, laissez davantage les Européens se démerder avec ce problème, à eux de s’en occuper. Foncer à toute vitesse sur la Chine, là est l’avenir économique et le coeur géopolitique du 21e siècle, sinon les Japonais vont tout rafler sur leur passage. A nous maintenant d’imiter les Japonais en rapatriant les richesses naturelles de la Sibérie vers la Chine pour les transformer sur place. Et surtout, n’oubliez jamais que désormais les Japonais ont pris goût à la politique internationale et, lorsque les Japonais touchent à quelque chose, nous venons d’en avoir une démonstration magistrale, ils le transforment rapidement en Art.

Épilogue

En l945, le club Hakko Ishui se forma pour principalement venger l’affront fait à l’empereur. La veille de sa mort Hiro Hito convoqua les membres du club et leur demanda d’oublier la vengeance et d’y substituer plutôt la réparation. Dans l’esprit de Hiro Hito, le Japon moderne, basé sur l’expérience d’un peuple qui a survécu à l’hécatombe atomique, se doit d’aider l’humanité à éviter d’autres catastrophes du genre. Aucun autre peuple prospère de la planète ne peut comprendre la ruine, le désespoir des pays tiers-mondistes comme le peuple japonais qui a lui aussi souffert des affres de la pauvreté. Rien n’est plus grand que l’homme et par extension, le peuple qui accepte ses erreurs et qui tente de surmonter sa défaite. L’humanité se nourrit de ce genre d’homme. Qu’est ce que l’humanité? Si non une suite perpétuelle d’erreurs revues et corrigées.

Le Japon de l’après-guerre est, pour la deuxième fois et par plus d’un trait, le Japon de Meiji. Le miracle économique japonais que l’on connaît a donc des racines historiques profondes et n’est pas le fruit du hasard. Instruit par ses malheurs, le Japon doit s’interdire toute participation aux aventures militaires des autres pays. A nouveau, la diplomatie du commerce de Meiji doit remplacer la diplomatie militaire de l’ère Showa.

Le testament de Hiro Hito exhortait les membres de l’Hakko Ishui de répéter l’expérience de Meiji et sa diplomatie du commerce et d’oublier l’ère Showa et la diplomatie militariste à condition que le reste de l’humanité abaisse les armes comme le Japon l’a fait auparavant. Meiji se doit donc d’être le centre, le cœur, l’inspiration de toute la politique étrangère du Japon de Heisi dit de la paix retrouvée. Tel est le vœu de l’empereur.

Maintenant, que le Japon et l’Allemagne, les “vaincus”, ont retrouvé leur grandeur d’antan et sont à nouveau acceptés dans le grand concert des puissances au sein du Conseil de sécurité des Nations-Unies, on peut en finir définitivement avec la Seconde Guerre mondiale. Maintenant, que l’organisation des Nations-Unies est autonome et que ces Chartes sont en voie d’être respectées et que la démocratie a pris le pas sur le totalitarisme, il est maintenant possible d’envisager des projets indispensables à l’humanité nécessitant des moyens colossaux, impossibles à réaliser par un pays seul, si grand, soit-il. Ainsi, le 21e siècle peut commencer et prospérer.